

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

De la

Contribution des époux

aux charges du ménage

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 4 Mai 1911, à 3 heures.

PAR

Albert GIRAUD

Président : M. MASSIGLI.

Suffragants : { MM. PLANIOL, *Professeur*,
BARTIN, *Professeur*.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

De la

Contribution des époux

aux charges du ménage

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 4 Mai 1911, à 3 heures.

PAR

Albert GIRAUD



Président : M. MASSIGLI.

*Suffragants : { MM. PLANIOL, Professeur,
BARTIN, Professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

De la contribution des époux aux charges du ménage

INTRODUCTION

De tous les actes de la vie juridique, le plus important, de par les conséquences qu'il entraîne, est, sans conteste, le mariage, parce que de lui naît la famille, base de notre état social.

Mais, si variés que soient ses effets, on peut les diviser dès l'abord en devoirs moraux et obligations patrimoniales, les uns n'ayant de sanction possible que dans la rupture de l'union conjugale, les autres assurés par des sanctions appropriées de la loi. Parmi ces dernières obligations, se trouvent précisément les plus lourdes, celles qui font le plus souvent reculer devant le mariage : les charges du ménage.

§ 1^{er}. — Sens de l'expression « charges du ménage »

Dans une acception très large, les charges du ménage, ou, si l'on préfère, les charges du mariage, peuvent s'entendre de toutes les charges pécuniaires

ayant leur source directe ou indirecte dans le mariage. C'est ainsi qu'on y comprendra, outre l'entretien des époux et de leurs enfants, l'obligation alimentaire entre alliés, la dette d'aliments dont la succession du conjoint prédécédé est tenu envers l'époux survivant (C. civ., art. 206), les obligations alimentaires, soit entre époux (C. civ., art. 212), soit des parents envers leurs enfants (art. 205 et 207 comb.).

L'expression « charges du ménage » peut encore être prise dans un sens plus étroit, ne désignant plus alors que les frais nécessités par la vie commune et les besoins quotidiens des époux. Mais c'est là l'obligation de beaucoup la plus onéreuse pour eux, écrasante quelquefois et toujours fort lourde. Les charges du ménage comprennent alors toutes les dépenses qui grèvent le budget familial : loyer, nourriture..., etc. S'il y a des enfants, les charges augmentent dans des proportions considérables, l'entretien et l'éducation des enfants étant, au premier chef, une des charges du ménage (1).

(1) A vrai dire, l'obligation d'entretien des enfants par leurs parents ne dérive pas du mariage, mais de la procréation. Elle est donc moins une charge du ménage qu'une charge de la paternité, et les parents naturels en sont tenus aussi bien que les parents légitimes. La façon de s'exprimer de l'art. 203 du Code civil n'est pas parfaitement exacte (Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade « Des personnes », t. III, N° 1993 ; Planiol « Traité élémentaire de droit civil », t. I, N° 1631). Dans notre étude, la distinction est de peu d'importance, car, ne nous occupant que de filiation légitime, paternité et mariage iront toujours de pair.

Pour nous, c'est le sens le plus étroit et le plus précis que nous donnerons aux mots « charges du ménage », entendant par là les *dépenses que comportent l'entretien et l'intérêt largement entendus de la famille*. Nous laisserons de côté tout ce qui a trait aux obligations alimentaires, non seulement entre alliés, mais encore entre époux et entre parents et enfants. Ceci demande quelques explications.

I. Nous avons dit que l'entretien des enfants était une des plus grosses charges qui puisse peser sur les époux. Nous devons éviter une confusion et distinguer l'entretien des enfants, qui fait partie des charges du ménage, de l'obligation des parents d'aider leurs enfants dans le besoin. Ce sont bien là deux devoirs envers les enfants, mais qui diffèrent entre eux par leur but, leur durée et leur nature. Les parents doivent élever leurs enfants, leur donner, outre les soins personnels, une éducation et une instruction dignes d'eux ; c'est là une charge du ménage. Mais vers leur majorité, et souvent plus tôt dans les classes ouvrières, les enfants doivent être considérés comme élevés. L'obligation alimentaire dure au contraire toute la vie ; les parents doivent toujours fournir une aide pécuniaire à leurs enfants sans ressources. Seulement, dans ce cas, ils ne doivent que des aliments, charge bien moins lourde que l'éducation. Enfin le devoir d'entretien incombe seulement aux parents, tandis que l'obligation alimentaire est un devoir dont parents

et enfants sont tenus réciproquement. Autant de raisons pour lesquelles cette obligation alimentaire n'intéresse pas la contribution aux charges du ménage.

II. Une deuxième distinction doit être faite, d'autant plus soigneusement qu'elle est plus délicate, entre la contribution des époux aux charges du ménage et le devoir de secours. Celui-ci oblige chaque époux à fournir à l'autre dans le besoin tout ce qui peut lui être utile pour vivre. Ce n'est pas autre chose que l'obligation alimentaire entre époux. La contribution a un autre but ; nous le connaissons déjà : c'est solder les dépenses du ménage. Parmi ces dépenses, prendront rang naturellement toutes celles contractées pour l'entretien des époux : nourriture, habillement et autres, qui sont précisément celles auxquelles s'appliquerait le secours donné à l'époux nécessiteux. La contribution aux charges, tout en étant établie dans un but différent, remplit donc souvent un rôle analogue au devoir de secours, le double, le supplée.

Le montant de la contribution des époux peut varier, nous le verrons, quand les ressources de l'un d'eux diminuent. Il est même possible de voir un époux subvenir seul à toutes les charges du ménage. Une question se pose alors : faut-il considérer l'époux qui vit aux dépens de l'autre comme secouru par lui ? Faut-il décider, au contraire, que son entretien rentre dans les charges ordinaires du ménage ? Nous penchons

pour la seconde opinion. En effet, entre la situation où les deux époux contribuent de façon égale aux charges, et celle où la contribution de l'un d'eux tombe à zéro, il peut y avoir une infinité de degrés. A quel moment dira-t-on que le devoir de secours entre en jeu ? Nous dirons donc : si longtemps que le ménage subsiste et que les époux vivent ensemble, leur entretien doit toujours être considéré comme charge du ménage, sans qu'il soit besoin, pour le justifier, de faire intervenir l'idée de secours (1).

Cela ne signifie pas que le devoir de secours est inexistant pendant la durée de l'union conjugale. Non, ce devoir existe ; il est contemporain du mariage dont c'est une conséquence directe et immédiate (art. 212). Tant que le ménage existe, ce devoir est en quelque sorte rendu inutile par la contribution aux charges qui incombe, éventuellement, pour le tout, à chacun des époux ; mais, que la vie commune cesse, et, immédiatement, l'obligation de secours apparaîtra plus vivace que jamais et jouera un rôle important dans les rapports des conjoints. Cette obligation n'acquiert ainsi toute son importance pratique qu'à la disparition du ménage, en cas de rupture, que celle-ci soit la conséquence d'une séparation judiciaire ou d'une simple séparation de fait.

(1) En ce sens : Aubry et Rau « Cours de droit civil », t. V, § 470, texte et note 3 ; Planiol, t. I, N° 905. — Nancy, 6 juillet 1895, D., 96, 2, 181, S., 97, 2, 45.

Nous nous garderons bien de confondre la contribution aux charges et le devoir de secours, qui, pour être des obligations parallèles et avoir quelquefois une exécution commune n'en sont pas moins des devoirs distincts avec leurs règles propres et leurs raisons d'être particulières.

Ayant ainsi précisé ce que nous entendons par charges du ménage, voyons sur quel principe doit reposer leur répartition entre les époux.

§ 2. — Recherche d'un principe logique de répartition des charges entre les époux.

Les charges du ménage, tout en étant d'origines les plus diverses, forment un tout, un ensemble où l'on ne pourrait généralement pas reconnaître les dettes qui naissent du fait d'un époux de celles qui naissent du fait de l'autre. Comme il s'établit entre les conjoints une communauté de vie, il se forme également une confusion de leurs dépenses. Nous restons cependant en présence de deux personnes distinctes, qui peuvent avoir des moyens pécuniaires très différents, qui ont des fortunes séparées. Comment sera-t-il subvenu aux charges du ménage ? En d'autres termes, *quelle part de dépenses chacun des époux doit-il supporter pour l'entretien de la famille ?* C'est la question de contribution.

Nous devons ici distinguer, brièvement, la contri-

bution aux charges, du devoir d'y subvenir. Il résulte nettement des textes du Code que l'*obligation* de supporter les charges pèse, pour le tout, sur chacun des époux (1). De quelle nature est cette obligation ? Cela ne rentre pas dans notre sujet, mais une chose est certaine, c'est que, si l'un des époux ne peut supporter aucune part des charges, l'autre devra les supporter toutes (2).

Prenons maintenant le cas le plus fréquent : les époux ont tous deux des ressources. Ils devront logiquement contribuer aux dépenses chacun pour une part. Quelle sera cette part ? C'est l'objet de notre étude.

Deux systèmes se présentent immédiatement à l'esprit. On peut soutenir que chaque époux sera tenu de la moitié des charges, sans tenir compte du rapport entre ses forces financières et celles de son conjoint, ou, au contraire, que les époux seront tenus en proportion de leur fortune, et devront apporter au budget familial une somme en rapport avec leurs moyens.

Nous sommes bien obligés de constater que, sur ce point, le Code civil ne nous a pas laissé voir claire-

(1) C'est une règle d'ordre public, contre laquelle rien ne saurait prévaloir ; art. 203 et 1448, al. 2 du Code civil. V. *infra*, chap. II, § 3.

(2) Une conséquence importante de cette règle, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir, c'est que le règlement établi entre les époux pour la répartition des charges cesse d'être obligatoire si l'un d'eux ne peut fournir sa part.

ment quelle était sa doctrine. L'article 203, qui établit le devoir de subvenir aux charges, nous dit bien que « les époux contractent ensemble... l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants », mais il ne nous apprend pas quelle part contributoire peut-être réclamée à chaque époux. Le législateur du Code n'a donc pas recherché d'une façon absolue quel est le principe le plus juste de répartition des charges entre les époux ; il s'est contenté d'organiser les régimes matrimoniaux. Nous montrerons cependant qu'il y a dans le Code une esquisse de doctrine. Pour le moment, recherchons par le simple raisonnement le principe logique de contribution.

1° Les époux doivent-ils, logiquement, contribuer aux charges pour moitié ?

Les partisans de l'égalité de répartition des charges entre les époux raisonnent de la façon suivante :

Les parents sont tenus, disent-ils, pour parts égales, de l'entretien de leurs enfants. En effet, s'il s'agissait d'un enfant naturel, il pourrait réclamer assistance et éducation à celui de ses père ou mère qui l'a reconnu. Il s'en suit que, si tous deux avaient reconnu leur enfant, ils seraient tenus à eux deux de l'obligation entière d'entretien, c'est-à-dire chacun pour moitié. Le principe qui doit régir la contribution des parents à l'entretien de leurs enfants légitimes s'établirait de la même façon, disent les partisans de ce système,

car il n'y a aucune raison pour ne pas leur appliquer la règle qui est juste pour les parents naturels (1).

En ce qui concerne les charges du ménage autres que l'entretien des enfants, on essaie de justifier, par un raisonnement analogue, le système de l'égalité de contribution des époux. Les dépenses faites par les conjoints, pour eux, sont inséparables, indivisibles ; ce qui est dépensé par l'un profite aussi bien à l'autre ; leur vie commune rend communes aussi leurs dépenses. Or, à égalité de profits, doit, en toute justice, correspondre une égalité de charges, et chacun des époux doit contribuer pour moitié à cette catégorie de dépenses.

Ainsi, que ce soient les charges de l'entretien des enfants ou celles de la vie à deux, les époux doivent les partager et chacun en est tenu pour moitié. Telle est l'opinion à laquelle s'arrêtent beaucoup d'auteurs (1). Nous devons, pour être exacts, reconnaître que ces auteurs considèrent les époux comme éventuellement tenus de toutes les dépenses, et que, si l'un d'eux ne peut fournir sa contribution, l'autre, en vertu de l'*obligation* qui pèse pour le tout sur chacun des époux, devra y suppléer.

(1) En ce sens : Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, t. III, N° 2000.

(2) En ce sens : Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, *loc. cit.* et les références.

2° Les époux doivent-ils, logiquement, contribuer aux charges en proportion de leurs facultés ?

Nous croyons ce principe plus naturel et plus juste que le précédent (1). Deux personnes s'unissent dans le mariage ; est-il bien moral de croire qu'elles ne s'engagent à en supporter les charges que jusqu'à concurrence de la moitié, sans tenir compte de l'inégalité de leurs fortunes. On admettrait ainsi comme très équitable qu'un conjoint emploie tous ses revenus à fournir sa part contributoire, quand l'autre n'a peut-être qu'à prendre une part minime des siens pour participer de moitié aux dépenses du ménage, employant le restant à sa satisfaction personnelle. C'est pourtant à cela qu'aboutit le système de la répartition égale des charges entre les époux. Quant au tempérament admis, si l'un des époux ne peut fournir sa contribution, il nous semble insuffisant. Ce n'est pas seulement dans ce cas extrême, mais chaque fois que les ressources des conjoints sont inégales, que le plus fortuné doit prendre la plus forte part des charges. Le mariage est une fusion beaucoup trop complète de deux existences pour qu'on puisse admettre la répartition égale des charges comme base naturelle des rapports pécuniaires entre les époux. Sans doute, les

(1) En ce sens : Planiol, t. I, N° 1683 ; Demante et Colmet de Santerre, t. I, N° 290 bis, III, et t. VI, N° 99.

raisons de dépenses naissent également du fait de chacun d'eux ; mais, de même que les différents devoirs du mariage sont remplis, par les époux, plus ou moins pleinement selon leurs forces physiques ou intellectuelles, de même ne doit-on pas leur demander de subvenir aux charges pécuniaires du mariage par parts égales mais selon leurs moyens.

Et ce principe est si juste que c'est précisément celui qui a été adopté par la loi du 13 juillet 1907, quand, voulant répartir équitablement les charges du ménage entre les époux, cette loi a décidé qu'ils y contribueraient dans la mesure de leurs facultés.

Ce principe nous semble même celui qui a inspiré le Code, bien que le législateur ne l'ait pas dit formellement. Les articles 1448 et 303 sont en effet des plus affirmatifs.

Parlant du cas où la femme a obtenu judiciairement une séparation de biens, la loi nous dit : « la femme... doit contribuer, proportionnellement à ses facultés et à celles du mari, tant aux frais du ménage qu'à ceux d'éducation des enfants communs. » Et elle ajoute : « elle doit supporter entièrement ces frais, s'il ne reste rien au mari. » C'est la règle de la proportionnalité dans toute son ampleur et avec ses extrêmes conséquences. D'après certains auteurs (1), l'article 1448 ne prouverait cependant rien en faveur de notre opinion

(1) Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, *loc. cit.*

parce qu'il serait écrit pour le cas spécial où « le désordre des affaires du mari oblige à s'écarter de la règle du partage par parts égales. » Sans doute, l'article 1448 a trait à la séparation de biens, mais nous voyons là une raison de plus pour chercher dans cet article le fonds de la pensée du législateur en ce qui concerne la contribution. Celui-ci, dans tout le Code, n'a pas posé de principe général, se contentant de régler très exactement les régimes matrimoniaux, et pensant qu'ils indiqueraient suffisamment la part contributoire de chaque époux. C'est bien ce qui arrive la plupart du temps ; tel régime, telle contribution. Mais il s'est trouvé des cas, et l'article 1448 en montre un, où le régime matrimonial ne s'applique plus. Force a bien été alors d'établir, indépendant de tout régime, un principe de contribution. Et quel est ce principe choisi par les auteurs du Code ? Précisément celui de la proportionnalité. On peut donc estimer que l'article 1448, loin de légiférer pour une exception, décèle, au contraire, la vraie doctrine du Code en matière de contribution.

Le même raisonnement peut s'appliquer à l'art. 303, qui, lui aussi, régit une situation où les conventions matrimoniales ne s'appliquent plus, le mariage étant dissous. Les parents, dit cet article, seront après le divorce, tenus de contribuer à l'entretien de leurs enfants « à proportion de leurs facultés. » C'est toujours la même idée qui domine.

Pour nous résumer, nous dirons qu'il est juste et naturel que les époux contribuent aux charges du ménage en proportion de leurs facultés, et que le Code civil lui-même, qui, pour des raisons que nous étudierons, n'a jamais posé nettement ce principe, ne s'en est pas moins souvent inspiré.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DE LA CONTRIBUTION

La contribution est aujourd'hui organisée de deux façons différentes, selon le genre de biens sur lequel les époux contribuent. A leurs revenus s'applique la législation du Code civil ; à leurs salaires celle de la loi du 13 juillet 1907 (1). Nous exposerons rapidement les règles suivies en matière d'organisation de la contribution par le Code et par la loi de 1907. Nous passerons ensuite au fonctionnement de cette contribution en étudiant successivement la contribution du mari et celle de la femme.

SECTION I. — RÈGLES GÉNÉRALES DE LA CONTRIBUTION.

§ 1. — Règles suivies par le Code en matière de contribution.

On est surpris de ne rencontrer dans le Code civil aucun exposé général des règles de la contribution. La

(1) Disons tout de suite que nous appellerons salaires tous les produits du travail du mari et tout ce que gagne la femme par un labeur indépendant de celui du mari. Nous grouperons toutes les autres ressources sous le nom de revenus.

raison en est simple. Aux charges du ménage doit être appliqué le plus clair des ressources des époux. Comme leur fortune trouve son statut dans les conventions matrimoniales, le législateur n'a pas cru nécessaire de régler soigneusement la contribution aux charges, et n'en a parlé qu'incidemment, à propos des contrats de mariage. C'est donc dans l'analyse des régimes matrimoniaux que nous trouverons les règles pratiques de la contribution.

1^o Liberté laissée aux époux pour le règlement de leur contribution.

La loi a laissé les époux libres d'établir à leur gré leurs relations pécuniaires et par conséquent leur contribution. L'art. 1387 nous dit que la loi, en cette matière, n'est que supplétive de la volonté des parties : « La loi ne régit l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales, que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos ». Il n'y a de restrictions que pour les clauses contraires aux bonnes mœurs (art. 1387), à la puissance maritale ou à la puissance paternelle (art. 1388), ou encore à l'ordre légal des successions (art. 1389). La décision de la loi a pour but de favoriser les mariages, et ne fait que consacrer l'ancien droit. Il en résulte, touchant la contribution, que les époux ont toute liberté pour l'établir entre eux comme ils veulent. Il n'y a, par exemple, aucun empêchement à ce que l'un des

conjointes s'engage à faire face seul à toutes les charges du ménage, et une telle clause est parfaitement valable (1).

2° *La contribution du mari et celle de la femme ont une organisation différente.*

Malgré la liberté laissée aux époux, la loi a prévu, en plus du régime légal, certaines conventions qu'ils adoptent fréquemment et en a réglé tous les détails pour suppléer aux dispositions quelquefois insuffisantes des contrats. Or de ces différentes dispositions aussi bien que du régime légal il ressort nettement un principe : *le mari doit entretenir sa famille*, c'est une charge qui lui incombe, en tant que chef de ménage, sous tous les régimes. L'art. 214 est formel sur ce point, quand, parlant de la femme, il déclare que le mari doit lui fournir « tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état ». Au contraire, *la femme n'est pas personnellement tenue des charges et contribue seulement*

(1) Duranton, « Cours de droit français », t. XIII, n° 310 ; Marcadé et Paul Pont, « Explication théorique et pratique du Code Napoléon », sur art. 1537, n° 2 ; Troplong, « Le droit civil expliqué », t. III, n° 2298 ; Rodière et Pont, « Traité du contrat de mariage », t. III, n° 1993 et 1994 ; Planiol, t. III, n° 1432. — Metz, 17 août 1858, D. 59, 2, 130, S., 59, 2, 49 ; Paris, 26 avril 1892, D., 93, 2, 175. — En ce qui concerne spécialement la charge des enfants : Demante, t. I, n° 290 bis, III ; Laurent, « Principes de droit civil français », t. III, n° 50.

aux dépenses en mettant à la disposition de son époux une part plus ou moins grande de ses revenus.

D'autres textes corroborent l'art. 214. L'art. 1409, 5° nous dit que toutes les charges du mariage font partie de la communauté; comme ce qui est dette de la communauté est dette du mari, c'est lui en définitive qui supportera les charges. Si les époux se marient sans communauté, la femme apporte les revenus de ses biens pour subvenir aux charges, et, par là, se libère de sa contribution; le mari doit subvenir au reste des dépenses (art. 1530). Le contrat de mariage porte-t-il une clause de séparation de biens, ou tous les biens sont-ils paraphernaux? La femme est tenue d'abandonner le tiers de ses revenus au mari, moyennant quoi elle est libérée de toutes charges (art. 1537 et 1575). Enfin l'art. 1540 est plus explicite encore, si possible: « La dot est le bien que la femme apporte au mari pour supporter les charges du mariage ». C'est donc au mari de supporter ces charges en s'aidant de la dot de la femme.

De tout cela il résulte que la femme n'est qu'auxiliaire du mari pour l'entretien du ménage. Elle apporte une part plus ou moins grande de ses revenus ou de ses biens à son mari pour l'aider à supporter les charges. C'est ensuite à lui d'entretenir le ménage et d'en compléter les ressources en prenant, sur ses propres revenus, les sommes nécessaires à la famille. Les deux époux ont donc ici un rôle différent.

3° *Explication historique du système de contribution adopté par le Code.*

D'où vient cette différence ? Pourquoi le mari est-il seul tenu de l'ensemble des charges ? Comment les auteurs du Code, tout en reconnaissant, nous l'avons vu, que mari et femme doivent logiquement être tenus des charges en proportion de leurs facultés, ont-ils adopté une règle toute autre pour l'organisation pratique des régimes matrimoniaux ? A ces questions, seule l'histoire de notre droit et de son évolution peut fournir une réponse.

I. On peut dire que toutes les législations considèrent le mari comme chef du ménage. Dans la société conjugale, comme dans toute société il faut une direction ; c'est ici le mari qui l'assure. Mais ce qui est vrai pour tous pays l'est encore plus en France, où, dès les origines de notre droit, l'autorité de l'époux a été singulièrement renforcée par la communauté, dont la caractéristique est bien la collaboration des époux, mais sous la direction du mari, qui en est le chef, et possède à ce titre la disposition de tous les revenus du ménage.

La femme n'a aucun contrôle sur les dépenses ; elle n'a aucun pouvoir d'administration. Elle ne peut même pas disposer des revenus de ses propres. Tout ce qu'elle a apporté en se mariant est à la disposition du mari. A la dissolution de la communauté, tenue de la

moitié de toutes les dettes, non seulement celles de ménage, mais encore celles contractées par le mari dans son seul intérêt, la femme peut voir toute sa fortune sombrer dans leur paiement, sans que, pendant le mariage, elle ait eu aucun moyen légal d'empêcher son époux de les contracter. Aussi, pour éviter ce fâcheux résultat, permet-on de bonne heure à la femme de renoncer à la communauté et par là de s'exonérer des dettes.

Dès ce moment la contribution de la femme aux charges du ménage est limitée. La femme peut toujours, en effet, conserver une partie de sa fortune libre de toute charge, et elle sera tenue, au maximum, pour ce qu'elle a mis en communauté, c'est-à-dire ses biens meubles et les revenus de ses propres. Quand aux propres eux-mêmes, la renonciation les soustraira aux dettes communes. Ainsi s'est trouvée limitée la contribution de la femme aux dettes de communauté, et par là aux charges du ménage, qui en font partie.

Cette différence de répartition des charges communes ne fait que s'accroître. Avec le développement des obligations personnelles, les pouvoirs du mari sur les biens communs s'accroissent, et, parallèlement à eux, se développent les garanties données à la femme pour lui éviter, à la dissolution de la communauté, les conséquences d'une mauvaise administration. Ces protections tendent toutes à lui faire retrouver ses apports intacts à la fin du mariage, et comme ces

apports représentent précisément la contribution de la femme, cette contribution se trouve être toujours mieux protégée et limitée. C'est ainsi que la femme peut reprendre son apport franc et quitte, participant ainsi aux bonnes chances de la communauté sans même risquer ce qu'elle y fait rentrer. De même, on complète la renonciation par le bénéfice d'émolument, tandis que le mari reste tenu des dettes communes sur tous ses biens. Autant de modifications qui rendent plus inégaux la contribution et les risques pécuniaires des époux, et éloigne le mariage de l'idée de société. La femme n'est plus considérée comme l'égale du mari, mais comme apportant pour une somme déterminée son aide au ménage. Celui-ci dissous, elle reprendra ses apports, exerçant son droit de reprise avant son mari et même, s'il le faut, sur les biens de son époux. Enfin, dernier stade de l'évolution, on permet à la femme d'exclure la communauté, de conserver la propriété de tous ses biens et de ne plus contribuer aux charges que pour une portion déterminée de ses revenus.

II. Tandis que s'opéraient ces transformations, une influence considérable, celle du droit romain, venait en hâter le développement. C'est, en effet, à la renaissance des études romaines que nous devons l'introduction, dans notre droit, de l'idée de dot.

Le droit romain offrait aux juristes le tableau d'un régime matrimonial savamment organisé, mais dont le

principe et l'esprit était l'antithèse du nôtre, puisque, au lieu de reposer sur l'idée d'association, il se fondait sur la séparation des intérêts et des fortunes. Malgré cette séparation, il n'en subsistait pas moins les charges communes du ménage auxquelles il fallait bien subvenir. Les Romains avaient, dans ce but, créé la dot, donation faite au mari « *ad onera matrimonii sustinenda* », et fondement de leur droit matrimonial. Quand la renaissance du droit romain se produisit, les juristes comparèrent les deux droits, et, influencés par le droit romain, crurent voir chez nous cette institution, la dot, comprenant par là tous les biens que la femme apportait, soit en pleine propriété, soit en simple jouissance à la communauté, et qui naturellement contribuaient à l'entretien du ménage. Nos anciens auteurs, se rendant mal compte de tout ce que la dot entraînait avec elle de règles particulières, appelèrent ainsi l'ensemble des apports de la femme commune (et l'on dit couramment qu'en pays coutumier « tous biens de la femme sont dotaux »).

De la confusion des mots naquit celle des choses, et l'on appliqua à la femme française des règles romaines. La dot représentait sa contribution ; le mari seul put l'engager par ses dépenses. Quant à la femme, qui avait cédé au mari ses droits sur ses biens dotaux, elle ne fut plus tenue, dans les dépenses du ménage, que comme mandataire du mari. Elle n'est donc tenue ni personnellement, ni sur le fond

de ses biens propres dont la jouissance seule est dotale. Ainsi le droit romain tendit à faire admettre que la contribution de la femme aux dettes du ménage est limitée.

Autre conséquence de l'étude du droit romain : toutes les garanties et les protections dont il entourait la dot engagèrent nos anciens auteurs, qui y étaient déjà fort enclins, à en faire profiter les apports de la femme commune, et cette influence est une des principales causes de l'extension des mesures protectrices dont nous avons vu la femme profiter (1).

III. Le développement des institutions coutumières et l'influence du droit romain concourent donc au même résultat : la femme cesse d'être, pour les charges, l'associée du mari. Celui-ci les supporte seul. Sans doute il peut y pourvoir avec les meubles et les revenus immobiliers de sa femme, mais la contribution de celle-ci est limitée à ses apports. Elle pourra, au pis aller, les perdre tous, être obligée de renoncer à la communauté ; mais, cette renonciation faite, elle ne peut plus être inquiétée pour dettes de ménage. Ses biens propres en sont affranchis. La contribution de la femme aux charges est donc forfaitaire.

Telle est la situation de la femme dans le ménage à

(1) Pour les détails de cette évolution historique, V. Lefebvre, « Histoire du droit matrimonial français », t. II ; Chéron, « Etude sur l'adage » « Uxor non est proprie socia, sed speratur fore ». Thèse, Paris, 1901.

la fin de l'ancien droit. Nous l'avons vue consacrée par le Code. Les charges du ménage incombent au mari, celui-ci ayant d'ailleurs la dot de sa femme pour l'aider à les supporter. Les auteurs du Code ont bien vu que la seule organisation logique et juste de la contribution était la proportionnalité et ils l'ont appliquée quand la situation pécuniaire des époux n'était pas réglée par le régime matrimonial. Mais, quand ils se sont trouvés en face de la tradition et de coutumes établies, ils ont maintenu le mode de contribution qu'elles comportaient et qui, s'il n'était pas parfaitement équitable, avait au moins pour lui un passé respectable et la solidité des lois anciennes.

§ 2. — Règles suivies par la loi de 1907 en matière de contribution.

Ce que le Code civil n'a pas fait, une loi récente vient de l'accomplir, posant, d'une façon absolue, que les époux ont les mêmes droits et les mêmes devoirs en ce qui concerne la contribution aux charges. Il est vrai que la loi du 13 juillet 1907 a une portée restreinte ne s'appliquant qu'aux produits du travail des époux, mais même ainsi réduite elle n'en a pas moins posé un principe nouveau dans notre droit.

Nous nous trouvons ainsi, aujourd'hui, devant deux législations de tendances contraires, l'une traditionnelle, l'autre novatrice, la première qui fait porter

tout le poids du ménage sur un seul des époux, la seconde qui le répartit sur chacun selon ses forces. Il s'agit de savoir comment peuvent se concilier ces dispositions diverses. Nous examinerons d'abord le procédé de contribution du mari ; ensuite, nous étudierons la façon dont est organisée la contribution de la femme, premièrement sur ses revenus, secondement sur ses salaires.

SECTION II. — CONTRIBUTION DU MARI.

Nous avons vu que, sous tous les régimes, c'est au mari d'entretenir sa famille, quitte à s'aider de la dot de sa femme. Sans revenir sur l'étude des textes d'où découle ce principe, il nous reste à en tirer quelques conséquences.

De ce que le mari est tenu de toutes les dettes du ménage il s'en suit que tous ses biens sont également garants. Il n'en pourra soustraire aucun à la poursuite des créanciers.

Sous les régimes de communauté, il n'y aura pour ceux-ci aucune différence à faire entre les propres du mari et les biens communs. A leur égard, il n'y a qu'une masse de biens, ceux dont le mari a la libre disposition ; et cela quelles que soient les modifications que les époux peuvent apporter au régime de communauté. D'autre part, le mari ne pourra éluder le paiement d'aucune dette. La femme a des moyens

de se dispenser des dettes communes, le mari n'en a pas. Il est tenu de toutes personnellement, et cela n'est que justice puisque lui seul peut les engager. C'est lui en effet qui représente le ménage et qui en règle comme il lui plaît les dépenses.

Il pourra se faire que les revenus dont il dispose deviennent insuffisants, par exemple pour subvenir à des frais imprévus. Ayant la disposition des biens communs, il pourra en disposer ; mais, si eux-mêmes viennent à manquer, il devra aliéner ses propres dans la mesure nécessaire pour se procurer les ressources qui lui font défaut, sans pouvoir jamais entamer les propres de sa femme (1).

Sous les régimes ne comportant pas de communauté, la situation du mari se présente de même façon. Tous ses revenus doivent être appliqués au ménage. Toutes ses ressources doivent être épuisées avant qu'il puisse exiger de sa femme aucune contribution supplémentaire. En revanche, il est vrai, si les charges sont minimales, il profitera seul des bénéfices que la contribution forfaitaire de sa femme pourra lui laisser, et les économies réalisées deviendront sa propriété.

Le mari ne saurait échapper à son obligation illimitée de subvenir aux besoins du ménage. C'est la

(1) Nous réservons naturellement toujours *l'obligation* subsidiaire de la femme de subvenir aux dépenses du ménage au cas de ruine complète du mari.

contre-partie de son pouvoir de chef de famille et les époux ne pourraient y déroger par contrat de mariage pour donner ce rôle à la femme. Ils se heurteraient à la prohibition de l'art. 1388 : « Les époux ne peuvent déroger aux droits qui appartiennent au mari comme chef ». Cette restriction n'est pas en opposition avec la liberté reconnue aux époux de régler leur contribution à leur gré. La femme, sous la séparation de biens par exemple, pourra assumer la plus grande partie des charges ; néanmoins, même sous ce régime, elle devra remettre au mari les sommes représentant sa contribution et c'est lui-même, en principe, qui en réglera la dépense (1). Responsable vis-à-vis des créanciers, il restera donc tenu sur tous les biens des charges du ménage.

La loi de 1907 n'a apporté aucun changement dans le procédé de contribution du mari. Sans doute le salaire de sa femme ne rentre plus jamais dans la masse des biens mis à sa disposition pour subvenir aux charges, mais son obligation d'entretenir le ménage étant personnelle n'en reste pas moins illimitée et il en est tenu sur tous ses biens.

(1) Troplong, t. II, n° 1435 ; Rodière et Pont, t. III, n° 2185 ; Guillouard, « Traité du contrat de mariage », t. III, n° 1223 ; Laurent, t. XXII, n° 281 ; Aubry et Rau, t. V, § 516, note 65 ; Huc, « Commentaire du Code civil », t. IX, n° 276 ; Le Courtois et Surville, « Traité du contrat de mariage », t. III, n° 1488 ; Planiol, t. III, n° 1436. — Riom, 16 février 1853, D., 54, 5, 685 ; Douai, 19 janvier 1897, D., 97, 2, 191.

SECTION III. — CONTRIBUTION DE LA FEMME.

La situation de la femme, en ce qui concerne les charges du ménage, est toute différente de celle du mari. Telle qu'elle résulte du Code civil, elle ne manque pas de présenter, dans bien des cas, de fâcheux inconvénients. C'est pour y remédier que la loi de 1907 a été faite, après qu'on eut essayé, au cours du siècle dernier, plusieurs dispositions légales qui devaient avoir leur répercussion sur l'entretien du ménage. Nous étudierons d'abord la contribution de la femme sur ses revenus d'après les règles du Code et les défauts de cette législation, ensuite les modifications qu'y a apportées, pour les salaires, la loi de 1907.

§ 1. — Contribution de la femme sur ses revenus.

Depuis la loi du 13 juillet 1907, les règles du Code s'appliquent uniquement aux ressources que la femme tire soit de sa fortune personnelle, soit du travail fait en commun avec le mari.

A l'inverse de son époux, la femme n'est pas tenue de supporter l'ensemble des charges, mais seulement de venir en aide au mari, en mettant à sa disposition une certaine quantité de biens ou une portion de ses revenus. Au delà de ces biens ou revenus qui consti-

tuent la dot, la femme n'est pas tenue des charges (1). On peut dire que la dot, au sens large du mot, est la part contributoire de la femme aux charges, en plus de laquelle le mari ne peut rien lui demander. Cette dot est composée de façons diverses et obéit à des règles différentes selon les régimes matrimoniaux. Nous devons donc passer ceux-ci en revue.

1^o Fonctionnement de la contribution de la femme sous les différents régimes.

C'est tantôt les biens eux-mêmes en pleine propriété, tantôt leurs revenus seuls que la femme apporte au mari. Certains régimes tiennent à la fois des deux systèmes, le mari recevant la copropriété de quelques biens de la femme et n'ayant, des autres, que la jouissance. Le premier système n'est représenté que par le régime de communauté universelle. Le dernier comprend les autres régimes de communauté. Quant au second, il englobe les régimes exclusif de communauté, dotal et de séparation. Encore, dans ce dernier, le mari n'a-t-il pas, à sa disposition, les revenus eux-mêmes, mais une somme fixe prise par la femme sur ses revenus et remise par elle au mari.

Quel que soit le mode par lequel s'exécute la contri-

(1) Doit-on considérer la femme comme tenue envers les tiers, même au delà de sa contribution pour les dettes d'entretien d'enfants ? Nous dirons plus loin un mot de cette question. V. *infra*, ch. II, § 7.

bution de la femme, elle est toujours limitativement déterminée.

I. Sous le régime de communauté légale, les biens qui constituent la contribution de la femme sont : d'une part, tous les biens mobiliers qu'elle possède au jour du mariage, ou qu'elle acquerra par la suite à titre de succession ou de donation, et naturellement les revenus que ces biens peuvent produire, — c'est ce qui forme son apport en propriété ; — d'autre part, tous les revenus et fruits des immeubles qui continuent à lui appartenir en propre (art. 1401), — c'est ce qui constitue son apport en jouissance (1).

De tous ces biens le mari à la libre disposition. Son devoir est de les employer aux charges. Il en seront donc le gage. Mais la femme ne saurait, directement ni indirectement, être tenue au delà de la somme qu'ils représentent (2) : directement, parce qu'elle a le droit de refuser toute participation aux charges sur ses pro-

(1) Même depuis la loi de 1907, certains gains de la femme — nous verrons plus loin lesquels — ne restent pas à sa disposition. Faut il alors assimiler ces gains à des revenus de la femme et décider qu'ils font partie de son apport en jouissance aux charges ? Il semble que non. La majorité des auteurs admet, en vertu des articles 1498 et 1530, que ces gains deviennent la propriété de la femme, et que seuls les revenus de ceux qui ont été capitalisés sont à la disposition du mari pour l'entretien du ménage. V. Le Courtois et Surville, t. III, n° 1464 et les références.

(2) Faisons remarquer, une dernière fois, qu'ici, comme dans tous les cas analogues, est toujours réservée l'obligation subsidiaire de la femme de subvenir aux charges sur tous ses biens, en cas de ruine complète du mari.

pres ; indirectement, parce qu'à la dissolution de la communauté elle ne pourra jamais être tenue d'en acquitter le montant sur ces mêmes propres. Les charges du ménage font en effet partie du passif de la communauté, et la femme, qui, commune, n'a pu contrôler l'administration du mari et ses engagements, a toujours deux moyens de se soustraire à ceux-ci : renoncer à la communauté, si elle est tout à fait insolvable (art. 1492) ; l'accepter, mais en faisant valoir son bénéfice d'émolument, si la liquidation peut être fructueuse (art. 1483). Qu'elle prenne l'un ou l'autre de ces partis, la femme, remarquons-le en passant, ne sera jamais tenue personnellement des dettes qu'elle a pu contracter comme maîtresse de maison dans l'intérêt du ménage. Ce faisant, elle a été mandataire du mari et n'a engagé que lui.

Ainsi, il dépendra toujours de la femme de n'être tenue d'aucune charge au-delà de ce qu'elle a mis dans la communauté, de ce que nous appellerons sa contribution forfaitaire. Encore, est-ce là un maximum qui, souvent, ne sera pas atteint, parce que la communauté sera riche et aura plus de biens que de dettes ; et la contribution de la femme se trouvera, de fait, avoir été, durant la communauté, réduite de tout ce que la femme en retirera à sa dissolution.

II. Sous les **régimes conventionnels de communauté**, la situation de la femme est la même, et son droit demeure toujours de s'exempter des charges

communes. Même au cas où, par suite d'un forfait de communauté, la femme serait tenue de toutes les dettes du ménage, elle pourrait encore se soustraire à leur paiement par la renonciation (art. 1524, al. 3). Ainsi, quoiqu'il arrive, la femme ne saurait, sous un régime de communauté, être tenue au-delà de ses apports. Et cela serait vrai encore sous un régime de communauté universelle. Sans doute, ici, l'avantage que la femme retire de la renonciation est bien mince, puisque, ses biens étant tous communs, la renonciation lui fait perdre tout ce qu'elle possède à ce moment ; mais l'avantage existe néanmoins, car les biens qu'elle acquerra par la suite seront exempts de toute charge, tandis que, sur des biens analogues, le mari serait tenu.

III. Sous les régimes ne comportant pas de communauté la contribution de la femme est également forfaitaire. Quand **les époux ont exclu la communauté**, tous les biens de la femme passent sous l'administration maritale et leurs revenus représentent sa contribution (art. 1530). Le mari en disposera à son gré ; mais, ici aussi, les risques de la femme sont limités. Les revenus peuvent être gaspillés, les biens, eux, échappent aux créanciers du mari. A la dissolution du mariage, la femme ne sera tenue d'aucune dette.

IV. **Régime dotal.** La dot est remise au mari pour qu'il entretienne le ménage avec les revenus qu'elle produit (art. 1540). C'est certainement le régime d'où

il ressort le mieux que la participation de la femme aux charges est limitée : d'un côté il y a la dot, créée pour les besoins du ménage ; de l'autre les paraphernaux dont la femme peut disposer à sa guise. Légalement, il n'y aurait rien à reprendre à la conduite d'une femme qui vivrait largement avec les revenus de ces biens, tandis que le mari aurait de la peine à soutenir sa famille avec ses revenus et ceux de la dot (art. 1576) (1).

Si la dot promise au mari ne lui avait pas été payée, ou si elle avait péri toute entière sans sa faute, la femme ne serait-elle pas au moins tenue de remplacer sa contribution dotale par une contribution sur ses paraphernaux ? Non. Elle a par contrat de mariage limité sa contribution aux revenus de sa dot. Au mari les charges ; les risques sont pour lui. Si la dot a péri, c'est à lui à en supporter les conséquences. Quant à un non-paiement de la dot, le mari est dans son tort. Il n'avait qu'à exiger ce paiement. Il ne faudrait pas appliquer ici l'art. 1575, qui règle la contribution de la femme mariée sous un régime dotal sans biens dotaux. Cet article ne prévoit que le cas où il n'y a aucun bien dotal, or ce n'est pas ici le cas puisqu'il y a eu constitution de biens dotaux. De plus, la femme

(1) Il ne faut rien exagérer cependant. S'il était impossible au mari de faire vivre sa famille avec la contribution de la femme, les tribunaux pourraient l'augmenter, par application de l'article 203. V. *infra*, ch. II, § 5.

a spécifié par contrat qu'elle entendait limiter sa contribution aux revenus de sa dot ; or on ne doit considérer l'art. 1575 que comme supplétif de la volonté des époux et il n'y a pas ici à suppléer une volonté qui s'est formellement exprimée. Donc, dans des cas semblables, tant que les biens personnels du mari pourront suffire aux charges, la femme ne contribuera en réalité sur aucune partie de ses revenus (1).

V. Si les époux étaient mariés sous le **régime de séparation de biens** ou, ce qui revient au même, si la femme n'avait que des paraphernaux, elle devrait contribuer aux charges pour le tiers de ses revenus (art. 1537 et 1575). Or que voyons-nous dans ce régime ? La femme, comme il semblerait découler logiquement de la séparation des intérêts pécuniaires des époux, supporte-t-elle directement une partie des dépenses qu'elle règle elle-même, et est-elle tenue de cette portion sur tous ses biens ? Non, ici, encore et toujours, c'est le mari, chef du ménage à qui incombe la charge. La femme s'en désintéresse. Il est dit au contrat de mariage qu'elle contribuera aux charges pour une quote-part déterminée ; chaque année elle devra la fournir au mari, sans avoir à se préoccuper de sa suffisance ou de son insuffisance. Au mari, avec l'aide de ces ressources, à entretenir son ménage et à

(1) Rodière et Pont, t. III, n° 1806 ; Benoît, « Traité de la dot », n° 20 ; Aubry et Rau, t. V, § 541, p. 640. Comp. Le Courtois et Surville, t. III, n° 1485.

faire face, comme il pourra, aux dépenses. La femme n'a rien autre à fournir que sa contribution forfaitaire. Même sous le régime de séparation, le mari garde le dangereux honneur d'être chef du ménage et en assume seul la charge (1).

Ainsi, dans tous les régimes, même ceux où les intérêts des époux sont le plus distincts, se retrouve la règle du Code que le mari seul est tenu de l'entretien de la famille. Les biens que la femme met à sa disposition ne sont qu'un appoint, qui ne saurait dépasser ce qui a été prévu au jour du mariage.

2° Critique de la contribution de la femme telle qu'elle résulte du Code civil.

La contribution de la femme ainsi comprise a un défaut capital. Elle peut fort bien être détournée de sa destination naturelle et ne pas servir à l'entretien du ménage. Cela provient de la concentration dans les mains d'une seule personne, le mari, de tous les revenus qui doivent s'appliquer aux charges.

Si le mari est un homme sérieux, qui comprend qu'une grande responsabilité est le rachat de ses pouvoirs étendus, et qui proportionne ressources et dépenses, le système du Code n'a pas d'inconvénient, au contraire, le mari étant généralement plus apte que la femme à la gestion des intérêts pécuniaires. Mais la

(1) V° Références *supra*, p. 27, note 1.

loi doit se préoccuper aussi des ménages mal dirigés. On peut dire même qu'elle n'est nécessaire que pour ceux-là, les bons ménages n'ayant nul besoin, pour se guider, de la sagesse du législateur. Et c'est précisément dans le cas d'époux peu conscients de leur devoir qu'apparaît l'insuffisance du Code. Que le mari soit joueur, buveur ou dépensier, et le ménage va irrémédiablement à la ruine. Ce ne seront pas seulement ses biens que le mari dissipera, ce seront aussi ceux qui représentent la contribution de la femme, celle-ci, désarmée par la loi, restant sans protection en face de tels abus (1).

Quand la femme est riche, ce défaut du Code se fait moins sentir. L'épouse trouve dans la loi des moyens indirects de protéger ses apports et d'en garantir l'utilisation. L'hypothèque qu'elle possède sur les biens de son mari lui permet souvent de contrôler ses actes. Elle peut aussi choisir un régime matrimonial qui ne laisse à la disposition du mari qu'une part minime

(1) Le système qui concentre toutes les ressources du ménage dans les mains du mari n'a même pas toujours l'avantage d'être efficace contre les dépenses ou le désordre de la femme. Sans compter les pertes que, par sa négligence, elle peut faire subir au ménage, une femme, grâce au mandat tacite, corrolaire obligé de ce système, pourra toujours grever le ménage de dettes énormes, que le mari sera tenu d'acquitter. Dans les grandes villes surtout, comment le mari pourrait-il faire savoir aux fournisseurs qu'il ne paiera pas les dettes de sa femme, quand la jurisprudence exige des notifications directes et individuelles à ceux-ci (Cass., 16 juil. 1889, D., 91, 1, 138; S., 90, 1, 113; Comp. Poitiers, 23 décembre 1889, D., 90, 2, 359).

de ses ressources à elle. Limitant ainsi sa contribution officielle aux charges, elle pourra, si le mari fait de ces ressources un usage répréhensible, employer aux besoins du ménage celles qu'elle s'est prudemment réservées. Ce ne sera pas là sa contribution proprement dite, mais ce sera un moyen détourné d'arriver au même résultat : subvenir aux charges. Le régime conventionnel de séparation lui offrira même la possibilité de ne remettre au mari le montant de sa contribution qu'au fur et à mesure des besoins du ménage, laissant ainsi au mari moins de tentations. Si c'est durant le mariage que s'est révélée l'humeur dissipatrice du mari, la femme aura la ressource de demander la séparation de biens, ou même celle de corps. Enfin, en dehors de tous moyens légaux, la femme riche aura toujours le moyen d'acheter à crédit pour le ménage,

La femme pauvre, au contraire, n'a aucune garantie que ce qu'elle apporte au mari servira au ménage, ou qu'à défaut de toute contribution de sa part, le mari emploiera ses ressources à l'entretien de la famille. Pour elle, à cause des frais d'un contrat de mariage, son régime matrimonial est toujours la communauté légale. Son hypothèque n'aura que bien rarement l'occasion de s'appliquer. Les frais, même réduits par l'assistance judiciaire, ne lui permettront pas d'obtenir la séparation. Quant au crédit, quel est celui des ménages pauvres ! On peut donc dire, qu'après avoir posé le principe de la contribution des époux, le Code

n'a rien fait pour s'assurer que cette contribution serait bien appliquée aux besoins pour lesquels elle est créée : les charges du ménage (1).

3° Premières améliorations apportées au système du Code.

Dès le milieu du xix^e siècle, on commença à se préoccuper d'une si fâcheuse situation, et on voulut faire profiter le ménage des ressources dont il doit normalement jouir. Comme les inconvénients du Code se faisaient surtout sentir dans la classe ouvrière, c'est d'elle que s'occupa d'abord le législateur. Ses premières innovations furent, du reste, modestes. On n'organise pas encore la contribution de la femme indépendante de celle du mari. On veut seulement permettre à la femme de soustraire, à la débauche du mari, les modestes économies qu'elle peut faire en prévision de la vieillesse ou des mauvais jours. A vrai dire, ces lois ne modifient en rien la contribution des époux, mais elles sont les premières manifestations de l'état d'esprit qui a, peu à peu, amené le législateur à sa conception de 1907. A ce titre, et aussi parce qu'elles tendent à une meilleure application des ressources du ménage aux charges, but de la contribution, elles nous paraissent mériter un bref rappel.

(1) V. Glasson, « Le Code civil et la question ouvrière ». Nous verrons, dans notre chapitre III, que la jurisprudence n'a pas suppléé autant qu'elle aurait pu à cette lacune du Code. V° *infra*, ch. III, sect. 1.

La loi du 25 juin 1850, sur la caisse de retraites pour la vieillesse, permet à la femme de renoncer à une communauté obérée, sans perdre ses droits à sa retraite. Celle du 20 juillet 1886 lui donne le droit de faire les versements sans l'assistance de son mari et en dehors de son contrôle. Elle peut alors économiser, sur les ressources du ménage, ce qui est nécessaire pour constituer une pension de retraite.

Ces deux lois n'ont qu'un but étroit : assurer les vieux jours des époux. Toute autre est la portée de la loi du 9 avril 1881, modifiée le 20 juillet 1895. Elle permet à la femme de faire, sans autorisation maritale, des dépôts aux caisses d'épargne, et par là lui fait jouer, dans le ménage, une sorte de pouvoir compensateur des ressources et des charges (1).

Toutes ces lois n'avaient donné à la femme qu'un rôle de second plan, de modératrice des dépenses. Elles comptaient sur son esprit d'économie. Mais elles supposaient, nécessairement, que les ressources des époux seraient appliquées au ménage, ce qui trop souvent ne se produit pas, le mari dépensant, avec ses ressources, celles de la femme. Le ménage se trouve alors privé de toute contribution, et cela par la faute du mari. Il fallait remédier à cette situation.

(1) V. Aftalion, « Les lois relatives à l'épargne de la femme mariée ». Thèse, Paris, 1898.

§ 2. — Contribution de la femme sur ses salaires

Le remède à cette situation fut cherché dans la libre disposition par la femme de ses salaires, complétée par un nouveau système de contribution de l'épouse aux charges du ménage.

La loi du 13 juillet 1907 a été faite moins en faveur de la femme qu'en faveur du ménage. Aucun doute à cet égard. Les nouveaux pouvoirs de la femme, nous dit l'article 2, lui sont « conférés dans l'intérêt du ménage. » Le but a été l'accroissement des ressources de la famille. Les pouvoirs donnés à l'épouse n'ont été que le moyen d'arriver à ce but (1), moyen, du reste, d'une importance considérable par lui-même, et destiné à engendrer, à son tour, des changements profonds dans notre droit matrimonial.

Telle qu'elle, la loi se compose de deux parties. La première donne à la femme des pouvoirs étendus sur les produits de son travail ; la deuxième organise d'une façon plus rationnelle et plus équitable sa contribution sur ses salaires. C'est celle-ci qui nous intéresse ; mais, avant d'étudier le nouveau système de contribution, examinons rapidement les discussions auxquelles son établissement a donné lieu.

(1) Voir le développement de cette idée dans Pichon, « La loi du 13 juillet 1907, *Revue crit. de légis. et de jurisp.* 1908 », notamment, p. 96, 216, 234, 434.

1° *Historique des dispositions de la loi de 1907 intéressant la contribution*

La première proposition de loi, née du mémoire de M. Glasson sur « Le Code civil et la question ouvrière » (1886) fut déposée sur le bureau de la Chambre des Députés, en 1890, par MM. Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut (1). Elle organisait simplement une double procédure : une sorte de séparation de biens partielle et simplifiée, à la suite de laquelle la femme pouvait toucher elle-même ses salaires ; une saisie des salaires du mari, rendue possible dans certaines circonstances.

On voit qu'au début le problème était restreint. On établissait seulement des sanctions contre le mari qui n'employait pas à l'entretien du ménage son salaire ou celui de la femme. Progressivement on accrût les pouvoirs de la femme ; mais, de la conception première de la loi, resta toujours l'idée que ces pouvoirs lui sont confiés dans l'intérêt du ménage.

Une nouvelle proposition de M. Goirand, en 1894 (2), reprit la question sous une forme un peu différente, en donnant à toutes les femmes mariées le pouvoir de « disposer » librement de leur salaire, mais seulement dans les limites de l'administration. La commission de

(1). *J. off.*, 1890 ; Ch., Doc. parl., Ann. n° 862.

(2) *J. off.*, 1894 ; Ch., Doc. parl., Ann. n° 801.

la Chambre fondit les deux propositions en un seul texte, et, dans son rapport du 14 novembre 1895 (1), donna le droit de saisir les salaires, au mari aussi bien qu'à la femme, pour obliger celle-ci de contribuer aux dépenses sur ses gains. On ne voulait pas, en effet, faire naître, chez la femme, les mêmes abus qu'on poursuivait chez le mari. La commission posa aussi le principe que les conjoints participeraient aux charges en proportion de leurs facultés. Tel fut le système de loi voté par la Chambre le 27 février 1896 (2).

La Société d'études législatives discuta de nouveau le sujet en 1901-1902 (3). En ce qui concerne la contribution, la Société demandait que la femme n'ait pouvoir de toucher son salaire que pour les besoins du ménage (4). Dès que elle n'aurait pas appliqué tous ses gains aux charges, le mari aurait pu s'opposer à ce qu'elle en disposa elle-même. Nous verrons, à propos de la quotité de la contribution, sous quelle forme ce principe nous paraît avoir passé dans le texte définitif de la loi.

Telle est, brièvement exposée, l'histoire des dispositions de la loi ayant trait à la contribution. Ajoutons,

(1) *J. off.*, 1895 ; Ch., Doc. parl., Ann. n° 1094.

(2) *J. off.*, 28 février 1896 ; Ch., p. 313.

(3) *Bull. de la Soc. d'Etudes législ.*, 1901-1902. p. 112, 123, 150, 152, 461.

(4) *Bull. de la Soc. d'Etudes législ.*, 1901-1902, p. 464, art. 2 du projet.

pour être complet, qu'à la deuxième délibération devant le Sénat, on érigea les pouvoirs de la femme en règle d'ordre public, prohibant ainsi toutes les dispositions conventionnelles contraires (1).

2° Principe de contribution posé par la loi du 13 juillet 1907

La femme mariée a désormais le droit de toucher les produits de son travail. Elle les administre et peut les aliéner à titre onéreux, ainsi que les économies en provenant. Voilà une masse de biens qui échappe complètement au contrôle du mari. Mais ces biens sont une partie, parfois considérable, des ressources du ménage. Vont-ils être soustraits à leur affectation normale, celle qu'ils avaient, avant 1907, dans les mains du mari ? Non. On a changé leur mode de gestion, on n'a pas changé leur destination. Nous avons vu que c'était même pour assurer celle-ci d'une façon plus certaine que la réforme a été accomplie. Seulement, ce changement dans le mode de gestion devait nécessairement amener un changement dans le mode de contribution. La loi de 1907 décide, en effet, que sur les biens dont elle a la jouissance, la femme contribue elle-même et directement aux charges en en acquittant une part. Puis donc que, depuis la loi

(1) Amendement Maurice Faure et Pouille. *J. O.* 25 mai 1907. Sén., p. 660. — Sur l'histoire de la loi, cf. Sourdois, « La loi du 13 juillet 1907, *Rev. trim. de dr. civ.* », p. 565 et s. ; Pichon, *op. cit.*, p. 25 et s.

de 1907, elle subvient aux charges de façons différentes sur ses salaires et sur ses revenus, il importe de savoir exactement à quelles femmes s'applique le nouveau mode de contribution, et sur quels biens il est assis.

3° Femmes auxquelles s'applique la loi du 13 juillet 1907

Sur ce point, aucune difficulté ne peut surgir. Bénéficiaire de la loi toutes les femmes qui accomplissent un travail rémunérateur indépendant de celui du mari. Dans sa première forme, la loi ne s'appliquait qu'à la classe ouvrière ; mais sa conception s'élargit au cours des débats, et les mots « produits du travail », employés dans l'article 1^{er} de la loi, ont été « choisis exprès », au lieu du mot salaire ou de tous autres mots équivalents, pour bien marquer que la loi s'applique aux travaux des femmes sans distinction de classes (1). On ne peut que se féliciter de cette décision de la loi, toute distinction suivant le genre des travaux ayant amené des difficultés d'appréciation et forcément des injustices (2).

4° Biens sur lesquels la femme doit contribuer aux charges

Cette question n'est pas sans soulever quelques difficultés. Sans entrer dans les détails, nous donnerons les solutions qui nous semblent devoir s'imposer.

(1) Rapport Guillier, *J. O.*, 1907, Sén., Doc. parl., Ann., n° 77.

(2) Comp. Sourdois, *op. cit.*, p. 382.

I. L'article 1^{er} nous disant que la femme a la disposition de tous « les produits de son travail personnel », elle devra contribuer aux charges sur tout ce qui lui sera donné pour la payer de son labeur : salaire, honoraires, commissions, gratifications, indemnités (1), pension de retraite. . . , etc., même gains illicites, ou résultant d'un travail accompli malgré la défense du mari. A ce point de vue, la loi de 1907 ne pourra prêter à une interprétation jurisprudentielle, comme celle du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des petits salaires que les tribunaux ont cru devoir appliquer à certains genres de rétributions et pas à d'autres (2). Un auteur croit cependant qu'on doit écarter « les profits provenant d'un travail non professionnel » (3). Nous pensons que rien dans la loi ou les travaux préparatoires n'autorise cette opinion; au contraire tout l'interdit (4).

Sur ses salaires, la femme pourra faire des économies. Comme la loi lui en laisse la libre disposition (art. 1^{er}) et qu'elle l'oblige d'autre part à contribuer selon ses facultés, les fruits de ces économies devront entrer en ligne de compte pour le calcul de la contribution de la femme sur ses salaires.

La loi de 1907 ne s'applique qu'à l'épouse dont le

(1) Trib. civ. de la Seine, 26 mars 1908, D., 1909, 2, 17.

(2) En ce sens : Lalou, note sous le jugement précité.

(3) Perreau, « Chronique législative », *Rev. crit. de législ. et de jurispr.*, 1908, p. 151.

(4) Le Courtois et Surville, « La loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée », n° 8.

travail est indépendant de celui du mari. Même si employée par lui elle en reçoit un salaire, elle ne doit pas contribuer aux charges dans la forme déterminée par la nouvelle loi, mais d'après les règles de son régime matrimonial. La loi est formelle sur la question du travail en commun (1). Naturellement, on ne devra pas considérer comme commun le travail d'époux qui sont employés dans la même entreprise.

Si c'est la femme qui emploie le mari, devra-t-elle être considérée comme exerçant un travail distinct ? On a proposé une solution ingénieuse (2) : si le mari est rétribué par la femme, celle-ci doit être considérée comme ayant un travail distinct. Sinon, les bénéfices seront traités comme fruits du labeur commun. Dans le premier cas, la contribution de la femme obéira aux règles de la loi de 1907 ; dans le second à celles du Code. Nous ignorons si la jurisprudence consacrera cette distinction, mais elle a le mérite de l'équité envers la femme, qui, assumant la charge de l'entreprise, doit en retirer les profits.

II. Cela nous amène à parler de la femme commerçante. Dans quelle mesure la loi de 1907 est-elle applicable à ses gains ? Pendant l'élaboration de la loi cette question a donné lieu à de vifs débats (3). Tous les

(1) Voyez l'explication qu'en donne M. Pichon, *op. cit.*, p. 414.

(2) Valéry, « La femme commerçante et la loi du 13 juillet 1907 », *Ann. de droit commercial*, 1907, p. 398.

(3). V. Discussion à la Société d'Etudes législatives. *Bull. de la soc.*, 1901-1902, p. 39, 452, 458.

auteurs reconnaissent aujourd'hui que la loi doit lui être appliquée. Mais alors surgissent, dans certains cas, des difficultés pour l'attribution des bénéfices.

Si la femme fait le commerce avec des biens dont le mari n'a pas la jouissance, par exemple si elle est séparée de biens ou si elle fait fructifier ses biens réservés, aucune difficulté. Ayant la libre disposition de tous les bénéfices, elle devra contribuer aux charges sur eux tous, dans la proportion déterminée par la nouvelle loi.

Mais si elle exerce son commerce avec des biens à elle, dont le mari, devrait, en vertu du régime matrimonial, avoir la jouissance, par exemple au cas de régime exclusif de communauté ? Ici les difficultés s'élèvent et les avis diffèrent. Il est certainement injuste de donner à la femme la disposition de tous les bénéfices (1), puisqu'une partie représente les intérêts d'un capital qui devraient être à la disposition du mari. D'autre part, on ne peut la priver de bénéfices dus, en grande partie, à son travail (2). On peut penser à déterminer un intérêt fixe qui reviendrait au mari, le restant des bénéfices allant à la femme ; mais

(1) C'est cependant l'opinion à laquelle, devant les difficultés que lui semblaient présenter les autres solutions, s'est arrêté le rapporteur de la loi devant le Sénat : V. rapport Guillier précité ; Même sens, Baudry-Lacantinerie, « Précis », t. III, n° 250, IV.

(2) Beaucoup d'auteurs n'osent pas se prononcer : Valéry, *op. cit.*, p. 397 ; Sourdois, *op. cit.*, p. 570 ; Perreau, *op. cit.*, p. 151 ; Le Courtois et Surville, *op. cit.*, n° 11.

cette solution semble bien rigide, étant données toutes les circonstances qui influent sur le taux d'un prêt commercial. D'autre part, quel taux choisir ? rien dans la loi ne l'indique. Il faudrait donc l'établir de façon arbitraire !

Reste le système de la ventilation : l'intérêt variera avec chaque espèce, et, s'il est l'occasion d'un différend entre les conjoints, la justice prononcera. Contre ce système on fait valoir sa complexité et les conflits qu'il soulèvera. Peut-être, sur ce point, a-t-on exagéré. M. Pichon fait justement remarquer que la situation des époux n'est pas nouvelle et qu'on la rencontrait, avant la loi de 1907, par le simple jeu des conventions matrimoniales. Or, constate cet auteur, personne ne signale que des difficultés particulières se soient élevées, et, sur cette question, la jurisprudence est à peu près muette. Pourquoi la loi de 1907 serait-elle d'une application plus délicate ? Au moins, avec la ventilation, on a un juste partage des bénéfices entre le travail et le capital. Pour notre part, nous nous rallions volontiers à ce procédé (1).

Du reste, il est de peu d'importance au point de vue de la contribution, qu'on adopte l'un ou l'autre de ces systèmes, tous deux admettant que les bénéfices commerciaux doivent être divisés en deux

(1) En ce sens : Pichon, *op. cit.*, p. 407 ; Bernard et Bonnecase, « La femme mariée commerçante d'après la loi du 13 juillet 1907 », *Rev. trim.*, 1910, p. 30.

parties : l'une allant au mari comme intérêts du capital, l'autre restant à la disposition de la femme comme produits du travail. Il résultera donc, en pareil cas, de cette division, que les règles de contribution du Code et de la loi de 1907 s'appliqueront concurremment : les intérêts du capital devront être considérés comme contribution de la femme telle qu'elle résulte du régime matrimonial ; sur ses gains commerciaux réservés, la femme contribuera d'après les règles de 1907.

Bien entendu, la loi de 1907 ne s'applique pas à la femme qui engage ses capitaux dans une entreprise commerciale, sans exercer elle-même le commerce. Dans ce cas, il n'y a qu'un placement, sur le produit duquel la femme contribue selon les conventions matrimoniales (1).

Sur les gains antérieurs à la loi de 1907, la femme n'a aucun des droits établis par cette loi. Si donc ces biens produisaient des intérêts, ceux-ci devraient, au point de vue de la contribution, être considérés comme des revenus et non comme des salaires (2).

5° Organisation de la contribution de la femme sur ses salaires.

Nous venons de voir quels biens sont soumis aux

(1) Comp. Trib. civ. de la Seine, 29 juillet 1910, *Moniteur des juges de paix*, février 1911, p. 72.

(2) Trib. civ. de la Seine, 20 décembre 1909, *Rev. trim.*, 1910, p. 612 ; Trib. civ. de Lannion, 8 février 1910, *D.*, 1910, 2, 281. — *Contra* : Le Courtois et Surville, *op. cit.*, n° 50.

règles de contribution posées par la loi du 13 juillet 1907. Disons maintenant quelles sont ces règles.

A. — *La femme peut disposer elle-même de sa contribution.* — La loi veut établir l'égalité entre les époux. Pour cela, elle décide que la femme contribuera aux dépenses directement et non plus par l'intermédiaire du mari. Tandis que, d'après le Code, elle lui abandonne une partie de ses biens avec lesquels il subvient aux charges, d'après la loi de 1907 elle contracte elle-même et en son nom personnel les obligations qu'elle juge utile à l'entretien du ménage. Ce n'est plus le mari qui assure à forfait les charges de la famille. La responsabilité en est répartie de façon égale entre les conjoints. Des dépenses communes chacun d'eux supportera sa part. C'est là la grande innovation de la loi. Auparavant, un engagement de la femme sur les biens représentant sa contribution était impossible, même si le mari lui laissait en fait la direction du ménage, car elle agissait alors en mandataire du mari, l'engageant lui et non elle. Aujourd'hui, sous tous les régimes, la femme est seule juge de l'utilisation de sa part contributoire et en dépense elle-même le montant.

I. Ce n'est cependant pas ce que semble dire l'article 1^{er}, alinéa premier, qui donne à la femme « sur les produits de son travail personnel... les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens. » Or,

sous le régime de séparation, elle n'a pas le droit de disposer elle-même de sa contribution mais doit la remettre au mari. Faut-il conclure de là que, malgré la loi du 13 juillet 1907, la femme est toujours contrainte de verser sa contribution aux mains du mari pour qu'il en dispose ? Evidemment non. Ce serait décider juste le contraire de ce que désire la loi. Ce n'est pas dans l'article premier qu'on doit chercher la pensée du législateur sur la question, mais quelques lignes plus bas, dans l'alinéa 3 : « la femme peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner, à titre onéreux, les biens » acquis par son travail ; et dans l'article 7, d'où il résulte clairement que la contribution de chacun des époux reste à la disposition de celui qui la doit, pourvu qu'il en fasse bénéficier le ménage. Par conséquent, la femme est libre d'employer sa contribution sur ses gains elle-même et comme elle le juge utile. Quant au renvoi à l'article 1449, il faut y voir une façon de s'exprimer malheureuse de la loi qui peut s'expliquer par ce fait que le législateur, voulant libérer la femme du contrôle marital, n'a cru pouvoir mieux faire que de l'assimiler à la femme mariée sous le régime le plus libéral pour elle, le régime de séparation, sans se douter qu'il lui donnait des pouvoirs nouveaux beaucoup plus étendus que sous la séparation (1).

1) Comp. Lerebours-Pigeonnière et de la Morandière, notes par-

II. Les nouveaux pouvoirs, que la femme tient de la loi de 1907, diminuent d'autant ceux que possédait le mari sous les divers régimes matrimoniaux.

Sous un **régime de communauté**, le mari avait la gestion des gains de la femme. Il pouvait, par conséquent, s'en servir pour payer les dettes contractées dans son intérêt personnel. Aujourd'hui c'est impossible. Les biens réservés sont hors de sa portée ; et ce qu'il y perd, le ménage le gagne (1). La contribution de la femme sur les produits de son travail ne sera pas détournée de sa destination : l'entretien de la famille.

De même, sous un **régime exclusif de communauté**, ou sous un **régime dotal** quand tous les biens sont dotaux, la loi de 1907 innove en faisant passer des mains du mari dans celles de la femme l'administration des salaires de celle-ci. Mais ici s'élève une difficulté : si l'épouse s'est constituée en dot tous ses biens présents et à venir, doit-on décider que les économies sur ses salaires seront libres entre ses mains, ou qu'elles seront dotales ? La question présente

lementaires, *Rev. trim.*, 1907, p. 844, en note. — M. Pichon (*op. cit.*, p. 103 et s.), relève toutes les différences entre le régime de séparation et le régime auquel sont soumis les biens réservés.

(1) S'ensuit-il que la femme ne puisse pas faire profiter le mari de ses biens réservés, en s'en portant caution ? Non, ce pouvoir ne semble pas pouvoir lui être retiré. En ce sens : Pichon, *op. cit.*, p. 43 ; Chéron, « La contribution des époux aux charges du ménage et la loi du 13 juillet 1907 », *Rev. trim.*, 1909, p. 769 ; Lecourtois et Surville, *op. cit.*, n° 32 bis.

un grand intérêt, car, si elles sont considérées comme biens dotaux, elles seront, comme telles, inaliénables. Cette conséquence suffit à trancher la question. Il est inadmissible que l'on rende inaliénables des biens que la loi a voulu mettre à la disposition de la femme pour qu'elle en fasse profiter le ménage. De plus, alors que toute femme mariée aurait intérêt à économiser sur son salaire en prévision de l'avenir, seule la femme dotale, dont le contrat de mariage a précisément voulu protéger les biens, serait poussée à dépenser tous ses gains sous peine de les voir devenir indisponibles. Ce serait là une inconséquence, qui, du reste, a été, si l'on en juge par les travaux préparatoires, prévue et repoussée par le législateur (1). La plupart des auteurs écartent donc l'idée de dotalité (2).

Faut-il alors voir, en ces biens, des paraphernaux ? Nous ne le croyons pas (3). Ce qui caractérise les paraphernaux est de ne pas être destinés aux charges. Or tous les gains de la femme, sous le régime dotal comme sous les autres régimes, sont destinés au ménage en vertu de la loi de 1907 et répondent des dettes d'intérêt familial. Il y a donc là une catégorie nouvelle de biens ; il ne faut pas lui appliquer la

(1) Rapport Violette ; *J. O.*, 1907, Ch., Doc. parl., Ann., p. 960 et 961.

(2) Pichon, *op. cit.*, p. 102 ; Chéron, *op. cit.*, p. 770 ; Le Courtois et Surville, *op. cit.*, n° 31.

(3) Les auteurs que nous venons de citer sont pourtant de cet avis.

terminologie ancienne qui ne cadre pas avec elle. Qu'on appelle simplement ces biens « réservés ». Cette expression récente a l'avantage de désigner la même espèce de biens sous tous les régimes.

Sous le **régime de séparation de biens** lui-même, la loi de 1907 a changé l'organisation de la contribution, puisque la femme peut aujourd'hui disposer de sa part contributive sur ses salaires, ce qui était impossible autrefois.

Il pourra se faire que la contribution de la femme soit prise partie sur ses salaires, partie sur ses revenus. On appliquera alors concurremment les règles de la loi de 1907 et celles du Code, chacune dans leur sphère propre.

Si les gains de la femme étaient suffisants, pourrait-elle prendre sur eux seuls le montant entier de sa part contributive, enlevant ainsi au mari la disposition de toute sa contribution ? Oui, car si la femme s'est réservée l'administration de tous ses biens, c'est qu'elle n'entendait pas engager, pour sa contribution, les revenus de tels ou tels d'entre eux, mais contribuer comme elle l'entendrait sur l'ensemble de ses revenus. Si donc elle s'arrange pour que toute sa contribution reste entre ses mains en vertu de la loi de 1907, le mari ne pourra pas se plaindre. Elle contribue aux charges dans la proportion qui lui incombe, cela suffit.

III. Si les pouvoirs de la femme se sont accrus, et si elle a désormais la libre disposition d'une partie

des ressources du ménage, par contre sa responsabilité s'est développée en même temps. Quand elle contractera pour la famille, ce n'est pas sa seule contribution qui deviendra le gage des créanciers, ce seront tous les biens réservés. L'article 3 est formel : « les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers ». C'est là une différence de la plus haute importance avec ce qui se passait avant 1907. Alors la contribution de la femme était forfaitaire. Le mari seul était tenu, sans limites, des dettes du ménage ; l'épouse n'était jamais engagée pour plus que sa contribution. Aujourd'hui, plus de forfait pour la femme. Comme son mari, elle est tenue sans limite de toutes les dettes. Naturellement, l'engagement de la femme ne porte que sur les biens réservés ; sur les autres, sa contribution reste toujours forfaitaire ; mais, même réduite à ces proportions, la réforme est considérable. Il y a aujourd'hui des femmes qui, au moins sur une partie de leurs biens, sont tenues de toutes les dettes contractées pour le ménage par elle ou leur mari. Cela ne pouvait jamais se produire avant la loi de 1907.

La loi marque donc, à la fois, un accroissement de pouvoirs et de responsabilités de la femme puisque celle-ci dispose désormais d'une partie des ressources du ménage, et qu'en revanche elle est tenue des charges sur tous les biens réservés (1).

(1) Aussi a-t-on pu dire que « la femme est, par rapport aux biens

IV. Parmi ses nouveaux pouvoirs il y en a un que nous devons signaler, parce qu'il ira parfois contre le désir de la loi d'assurer les ressources de la famille. La femme peut engager ses biens réservés pour toute autre chose que l'intérêt du ménage (art. 1). Celui-ci pourra en souffrir si la femme les dissipe. Cette disposition s'explique par le désir du législateur de faire, en même temps qu'une loi en faveur de la famille, une loi en faveur de la femme, à qui il désirait laisser toute latitude pour l'emploi de ses salaires (1). Du reste, le danger de voir la femme gaspiller ses biens, au lieu de contribuer aux charges, semble peu grave. Le mari reste suffisamment armé contre une épouse dépensière ou frivole. Il peut user de sanctions contre la femme : saisie des salaires, retrait des pouvoirs. Il peut aussi, suppléant la femme, engager, pour les dépenses du ménage, les biens réservés. Voyons dans quelles conditions.

B. — *Le mari peut suppléer la femme et engager les biens réservés dans l'intérêt du ménage.* — La femme n'est pas seule à pouvoir engager, pour les besoins du ménage, les biens réservés. La loi de 1907

réservés, le chef de la communauté ». Lerebours-Pigeonnière et de la Morandière, *loc. cit.*

(1) Cela a permis aussi d'éviter l'énumération des dépenses de ménage permises à la femme, ce dont il faut se féliciter, les dispositions législatives de ce genre étant souvent défectueuses. M. Chéron, *op. cit.*, p. 768, estime que c'est la raison qui a décidé le législateur.

le permet également au mari. Cela résulte de l'article 3, alinéa 2 : les biens réservés « pourront l'être (saisis) aussi par les créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage. » C'est un dernier effort de la loi pour assurer l'application à l'entretien de la famille des deniers représentant la contribution de la femme.

Faut-il voir là une sorte de mandat tacite donné au mari pour suppléer sa femme qui ne participerait pas aux charges comme elle le devrait (1) ? Nous ne le croyons pas. Les pouvoirs de gérer ses biens n'ont été confiés à la femme que dans l'intérêt du ménage. Ils n'ont donc été retirés au mari que dans ce même intérêt ; la restriction de ses pouvoirs est limitée par le but même de la loi. D'où il suit, que, s'il emploie, pour le ménage, les biens réservés, il ne le fera pas en vertu d'une délégation tacite de la femme, mais en vertu des pouvoirs propres qu'il avait avant la loi de 1907 et qu'il nous paraît avoir conservé, depuis, dans l'intérêt du ménage. Et cela est si vrai, qu'aux termes de l'article 3 il ne pourra engager ces biens que si le régime matrimonial lui en donnait le droit avant 1907. Si la loi avait pensé ici à un mandat tacite, elle aurait dû, sous peine d'être illogique, reconnaître au mari le pouvoir de disposer

(1) C'est le procédé employé par la jurisprudence pour permettre à la femme de faire face aux dépenses du ménage, quand le mari n'y subvient pas spontanément. V. *infra*, ch. III, sect. I.

des biens réservés dans tous les cas, dans la mesure où ils doivent alimenter la contribution de la femme. La loi ne l'a pas fait. C'est donc par une survivance de ses droits, et non en vertu d'un mandat tacite, que le mari peut engager, pour le ménage, les biens réservés.

Nous venons de dire que le mari ne peut employer les biens réservés que s'il avait ce pouvoir avant la loi de 1907. Sous la plupart des régimes, l'application de cette règle n'entraîne aucune difficulté. Il n'en est pas de même quand les conjoints sont mariés sous un régime de séparation de biens ou sous un régime dotal sans biens dotaux et que la femme ne possède d'autres ressources que les produits de son travail. Jusqu'à quel point, alors, le mari peut-il engager les biens réservés ?

Avant la loi de 1907, il avait, sous ces régimes, la disposition de la part de salaires que la femme lui remettait comme contribution (art. 1537 et 1575). Depuis 1907, la femme en dispose elle-même ; mais le mari pourra-t-il, si elle n'emploie pas aux charges une contribution suffisante, engager les biens réservés pour les dépenses du ménage ? Trois solutions peuvent se présenter à l'esprit : le mari peut engager tous les salaires ; il ne peut en engager aucun ; il peut les engager dans la proportion où il aurait pu le faire avant la loi de 1907. De ces trois solutions les deux premières doivent être écartées comme contraires à

l'article 3 qui donne au mari le droit d'engager les biens réservés s'ils se trouvaient à sa disposition antérieurement à la loi de 1907, mais qui ne lui en donne le droit que dans ce cas. Reste donc seule possible la troisième solution : les créanciers du mari ayant contracté dans l'intérêt du ménage pourront saisir les biens réservés, mais seulement dans la proportion où les revenus de ces biens auraient été à la disposition du mari avant la loi de 1907.

Cette solution est grosse de complications et de difficultés ; c'est cependant la seule permise par l'article 3 (1). C'est aussi la seule qui concorde avec notre opinion, que les pouvoirs du mari d'engager les biens sur lesquels la femme doit contribuer aux charges ne sont pas la conséquence d'un mandat tacite, mais la persistance de droits qui appartenaient au mari avant 1907, droits alors sans contrôle, limités, aujourd'hui, aux intérêts du ménage.

On a dit que cette solution « s'harmonise mal avec l'esprit de la loi qui est d'affecter ces biens (réservés) aux dépenses domestiques (2). » Il nous semble que l'expression de cette pensée n'est pas tout à fait juste. Sans doute, comme l'ajoute le même auteur, « on ne peut guère hésiter à trouver fâcheuse la restriction

(1) En ce sens : Chéron, *op. cit.*, p. 772. *Contra* : Le Courtois et Surville (*op. cit.*, n° 27), qui pensent que le mari n'a plus le droit d'engager aucun des biens réservés.

(2) Chéron, *op. cit.*, p. 773.

apportée par l'article 3, § 2 au pouvoir reconnu au mari d'engager les biens réservés dans l'intérêt du ménage » ; mais cette restriction, pour fâcheuse qu'elle soit, nous semble être, au contraire, tout à fait dans l'esprit de la loi, novatrice avec une grande prudence, qui a moins voulu transformer le mode de contribution de la femme, qu'assurer l'application exacte de cette contribution aux charges du ménage. Cela apparaît bien dans le soin que la loi a pris de n'apporter aucune modification aux règles fondamentales des régimes matrimoniaux. Le mode de contribution n'a pas été transformé parce qu'il paraissait injuste, mais parce qu'il ne se prêtait pas toujours à la stricte application des ressources de la femme aux charges. Le résultat de cet état d'esprit a été de ne permettre au mari d'engager les biens réservés que si la femme manque à son devoir de contribution sur ces biens, et de ne lui donner un tel pouvoir que dans la mesure où il l'aurait eu avant la loi de 1907.

Pour résumer toutes les règles actuelles concernant la contribution de la femme, nous dirons que sa part contributoire sur les produits de son travail reste en ses mains et qu'elle en dispose sous sa seule responsabilité, tandis que sa contribution sur ses autres biens est, comme par le passé, à la disposition du mari qui l'emploie sans contrôle.

Les dépenses du ménage peuvent donc, aujourd'hui,

être faites par les deux époux parallèlement. Leur contribution s'emploie de façons indépendantes. Le mari a la disposition de ses biens et des apports matrimoniaux de la femme ; la femme, celles des produits de son travail. Le ménage a désormais deux chefs en ce qui concerne les dépenses : le mari et la femme.

SECTION IV. — MODIFICATIONS SUBIES PAR LA CONTRIBUTION DURANT LE MARIAGE

Jusqu'à maintenant nous ne nous sommes préoccupés que du fonctionnement normal de la contribution. Mais deux ordres de faits peuvent amener des perturbations dans l'application de ces règles. L'un des époux peut refuser injustement sa participation aux charges ; des événements de diverses sortes peuvent se présenter qui nécessitent des changements dans l'organisation de la contribution. Nous laisserons de côté, pour le moment, la première hypothèse qui ne saurait motiver un changement quelconque dans la contribution et appellent seulement des sanctions ; nous l'étudierons dans notre chapitre III. Nous allons, au contraire, passer en revue les divers cas dans lesquels on peut concevoir une transformation des règles de la contribution. Ces cas peuvent se grouper sous trois chefs selon que les époux continuent à vivre ensemble, ou sont séparés de fait, ou sont séparés par suite d'une intervention judiciaire.

§ 1. — Les époux continuent à vivre ensemble.

Bien que la vie commune ne soit pas rompue, deux faits, l'interdiction du mari et la séparation de biens judiciaire, semblent pouvoir modifier l'organisation de la contribution. Nous allons voir qu'un seul mérite d'être pris en considération.

1° Interdiction du mari

Quand le mari est interdit, la femme n'est pas d'office sa tutrice (art. 507). Le tribunal peut nommer un autre tuteur. Celui-ci, ayant l'administration des biens de l'interdit, devra les employer, non seulement « à adoucir son sort et accélérer sa guérison » (art. 510), mais encore à entretenir sa famille. Pratiquement, il remettra à l'épouse les revenus qu'elle emploiera au mieux des intérêts du ménage. On a cru pouvoir dire qu'il ne fallait plus voir là l'exécution du devoir de contribution du mari, mais simplement une pension alimentaire servie à la femme par le tuteur. L'argument qu'on fait valoir est celui-ci : le devoir de contribution suppose la qualité d'époux chez celui qui en est tenu, qualité dont ne peut se prévaloir le tuteur. Les sommes qu'il remet à la femme ne sont donc pas représentatives de la contribution mais d'une pension (1).

(1) Laurent, t. III, n° 57 ; Rimbeaud, « Du secours alimentaire

Nous ne pensons pas que ce raisonnement soit juste. La contribution du mari doit être considérée comme continuant à s'exercer sous sa forme normale. Sans doute le tuteur versant à la femme les revenus du mari ne remplit pas un devoir conjugal, mais il ne doit être considéré que pour ce qu'il est, c'est-à-dire un gérant des intérêts du mari. C'est pour le mari qu'il agit et pour lui permettre d'accomplir son devoir de contribution. La situation serait la même si le mari, absent, avait confié ses intérêts pécuniaires à un gérant. Personne ne dira qu'il n'y a plus ici contribution mais pension ; pourquoi alors faire cette différence en cas d'interdiction ? De plus, ce serait admettre que l'interdiction peut, à elle seule, supprimer une des conséquences du mariage, la participation aux charges, ce qui n'est pas admissible (1).

Il est bien évident que, si l'on n'admet pas l'idée de pension quand l'interdit reste au domicile conjugal, il n'y a aucune raison de le faire quand l'état du malade oblige de l'en éloigner. Enfin la question serait identique si le mari n'était pas interdit mais simplement interné par application de la loi du 30 juin 1838.

2° Séparation de biens judiciaire

Durant le mariage, la contribution est toujours

entre époux » (thèse, Toulouse, 1896), p. 25 ; Parmentier, « Des aliments entre époux » (thèse, Paris, 1901), n° 23. — Aix, 5 mars 1842, D., 43, 2, 116.

(1) Houques-Fourcade, *op. cit.*, t. III, n° 2129 bis.

susceptible, sous quelque régime que les époux soient mariés, d'être modifiée par la séparation de biens (art. 1441 et 1563). Celle-ci admise par le tribunal, la contribution n'obéira plus aux règles du régime matrimonial primitif mais à celles de la séparation.

D'une façon générale, la séparation de biens obéissant aux mêmes règles, qu'elle soit conventionnelle ou judiciaire, nous renvoyons à nos développements antérieurs. Cependant quelques différences sont à signaler. Nous en trouverons une importante en traitant de la quotité de la contribution. Signalons seulement ici celles qui concernent l'organisation.

I. On sait que, sous les régimes de communauté, pour éviter la ruine de la femme, déjà commencée au moment de la demande en séparation, le Code décide que les effets de la séparation rétroagiront au jour de la demande (art. 1443, alin. 2). La liquidation des reprises de la femme ayant lieu à ce jour, c'est à ce jour aussi que commencera le nouveau mode de contribution. La femme ne touchera donc ses revenus que déduction faite de la part contributoire qu'elle aurait dû verser au mari depuis ce jour, calculée selon le nouveau mode de contribution (1).

Cependant, si la demande reconventionnelle du mari exige un examen trop long, et que le montant de la contribution de la femme ne puisse être immé-

(1) Toulouse, 30 décembre 1891, D., 92, 2, 95.

diatement fixé, il est de jurisprudence courante de repousser la compensation et de disjoindre les deux questions (1).

Quand les époux sont mariés sous le régime dotal, on s'est demandé si les intérêts de la dot couraient du jour du jugement, ou dès le jour de la demande. Si l'on adopte cette dernière opinion, qui semble la plus sûre à cause de l'art. 1563 qui renvoie à l'art. 1445, ce que nous venons de dire pour la communauté sera aussi exact pour le régime dotal (2).

II. Nous avons vu que, même sous le régime de séparation, la femme ne peut disposer elle-même de sa contribution sur ses revenus. Elle doit la remettre au mari qui l'emploie sans contrôle. C'est là la seule vraie doctrine qui devrait s'appliquer même si la séparation est judiciaire, le mari gardant, même alors, sa qualité de chef de l'union conjugale. On ne peut donc pas dire, comme un auteur (3), que l'article 1449 permet à la femme d'employer elle-même sa contribution. Cet article lui rend bien l'administration de ses biens, mais il ne faut pas confondre ces deux choses bien distinctes : l'administration et la contri-

(1) Troplong, t. II, n° 1437 ; Guillouard, t. III, n° 1228 ; Le Courtois et Surville, t. III, n° 1495 ; Planiol, t. III, n° 1188. — Bordeaux, 1^{er} février 1845, D., 45, 4, 470 ; S., 45, 2, 580. — *Contra* : Riom, 11 février 1845, S., 1845, 2, 580.

(2) Agen, 29 avril 1868, S., 68, 2, 129 ; Dijon, 3 décembre 1869, D., 70, 2, 161 ; S., 70, 2, 17.

(3) Odier, « Traité du contrat de mariage », t. I, p. 375, n° 401.

bution, et ce n'est pas enlever à la femme l'administration de ses biens ou la perception de ses revenus que de l'obliger de remettre sa part contributoire au mari.

Néanmoins, les tribunaux, tenant compte des intérêts en jeu, autorisent souvent la femme à employer elle-même sa contribution quand le mari est dissipateur (1). Cette jurisprudence, si elle ne trouve aucune base dans les textes du Code, n'en a pas moins une raison péremptoire d'exister. C'est que sans elle la séparation ne produirait que la moitié de ses effets. Il faut tenir compte de ce que la séparation est demandée au cas de ruine consommée ou prochaine du mari. Si les tribunaux n'accordaient pas à la femme la disposition de sa contribution, on pourrait bien, par la séparation, sauver la fortune de la femme, mais, la plupart du temps, le mari, dissipateur ou malheureux, trouverait encore le moyen de gaspiller la contribution de la femme sans subvenir aux charges. M. Huc (2) ne voit qu'un remède à cette situation : que la femme fasse pratiquer entre ses mains des saisies-arrêts par les fournisseurs non payés. Mais ce palliatif serait bien souvent insuffisant. Aussi doit-on approuver une jurisprudence, si sage (3), et qui semble encore trouver dans la loi de 1907 un encouragement.

(1) Req., 6 mai 1835 ; S., 35, 1, 415 ; Caen, 8 avril 1851, D., 52, 1, 127, S., 51, 2, 720 ; *Contra* : Riom, 16 février 1853, D., 54, 5, 685.

(2) Huc, t. IX, n° 216.

(3) Rodière et Pont, t. III, n° 2185 ; Colmet de Santerre, t. VI,

Du reste, là doit s'arrêter le pouvoir de la femme, qui ne saurait jamais, sans une autorisation de justice, disposer elle-même de sa contribution, même si elle subvenait seule aux dépenses du ménage (1).

III. Une deuxième modification, en sens inverse, peut atteindre la contribution. En vertu de l'art. 1451 du Code civil, la séparation de biens peut prendre fin, à tout moment, par le seul consentement des époux. Mais alors, ils ne pourront que consacrer, par un nouveau contrat, leur régime matrimonial primitif. La loi veut ainsi éviter les fraudes envers les tiers. La contribution obéira donc aux mêmes règles qu'avant la séparation.

Tout ce que nous venons d'exposer, concernant la séparation de biens judiciaire, n'intéresse en rien la contribution des époux sur les produits de leur travail. Celle-ci, restant absolument indépendante des régimes matrimoniaux, ne saurait être affectée en aucune façon par les transformations qu'ils peuvent subir.

§ 2. — Les époux sont séparés de fait

Il peut se faire que la bonne entente qui devrait présider aux relations des époux soit détruite et que

n° 99 bis, III ; Guillouard, t. III, n° 1223 ; Aubry et Rau, t. V, § 516, texte et note 63 ; Jouis, t. II, n° 496 ; Lecourtois et Surville, t. III, n° 1489 ; Planiol, t. III, n° 1437. — *Contra* : Laurent, t. XXII, n° 2-2 ; Huc, *loc. cit.* ; Baudry-Lacantinerie, « Précis de dr. civ. », t. III, n° 157.

(1 Nancy, 28 janvier 1841, Répert. Dalloz, V. Contrat de mariage n° 1930 ; V. aussi *suprà*, p. 27, note 1.

la vie commune soit rompue. Cela peut résulter soit de la volonté d'un seul des conjoints qui abandonne le domicile conjugal, soit d'une entente entre eux deux pour mettre fin, en dehors de toute séparation prononcée par justice, à une existence commune devenue insupportable.

Au cas d'abandon, aucune difficulté théorique ne saurait surgir. Si, comme c'est probable, celui qui a quitté le domicile conjugal ne participe plus aux charges, il devra y être contraint par les moyens que nous indiquerons.

Si les époux se séparent d'un commun accord tout en continuant à supporter les charges selon les règles de leur régime matrimonial, rien ne sera changé (1).

Mais il arrivera souvent, qu'en se séparant, les époux auront réglé, par une convention, leurs futures relations pécuniaires et leur subvention à ce qui reste des charges du ménage. Or, s'ils ont établi entre eux une convention, c'est, apparemment, pour modifier sur quelque point leur contribution. La question se pose alors de savoir si cette convention est valable et dans quelles limites.

Nous pensons que cette convention est nulle et qu'aucun des époux ne peut en exiger de l'autre l'accomplissement. Elle viole deux règles du Code :

(1) La cessation de la vie commune n'entraîne pas la fin de toutes les charges du ménage. Certaines subsistent, entre autres celles d'entretien des enfants communs.

celle de l'immutabilité des conventions matrimoniales (art. 1395) qui défend aux époux d'apporter la moindre modification à leur régime durant le mariage, et celle qui prohibe la séparation de biens amiable (art. 1443). Ne serait-ce pas en effet une sorte de séparation amiable que cette convention, non opposable sans doute aux tiers, mais qui produirait des résultats entre les époux ? Un conjoint pourra donc toujours réclamer à l'autre sa contribution selon le régime matrimonial (1).

Si les époux avaient, pendant un certain temps, satisfait à la convention, seraient-ils en droit, puisque celle-ci est nulle, d'exiger la répétition des sommes qu'ils auraient pu verser en plus de leur contribution ? Au premier abord cela semble naturel, et cependant les conjoints ne nous paraissent pas avoir ce droit. Remarquons que la convention a été absolument volontaire. Celui qui a payé ne saurait se prévaloir d'une erreur ; il ne remplit donc pas la condition nécessaire pour la répétition de l'indû (art. 1377). Peut-on même dire que ces sommes n'étaient pas dues ? Non, car nous savons que, si normalement

(1) Cette question s'est généralement posée sous une forme moins large et un peu différente, celle d'une pension servie par l'un des époux à l'autre, suivant une convention passée entre eux au moment de la séparation. On se prononce généralement pour la nullité de cette convention. La jurisprudence est en ce sens depuis 1860, Nîmes, 9 mai 1860, S., 60, 2, 577. — V. Parmentier, *op. cit.*, n° 68 et s. ; Rimbeaud, *op. cit.*, p. 27 et les références.

l'obligation de subvenir aux charges se répartit entre les époux selon leurs conventions nuptiales, en réalité elle pèse pour le tout sur chacun d'eux (art. 203 et 1448) (1). Celui qui a payé plus que la part qui lui incombe d'après le régime matrimonial ne pourra donc répéter les sommes payées. Ce qui produit de l'effet, ici, ce n'est pas la convention, qui est nulle, c'est la volonté de payer.

En revanche, si l'un des conjoints a payé moins que sa part, nous croyons que l'autre pourra lui réclamer le complément. L'époux favorisé par la convention ne saurait s'en prévaloir, puisqu'elle est nulle. Il est débiteur de la contribution en vertu du régime matrimonial. Il doit l'acquitter.

§ 3. — Le ménage est légalement dissous.

L'introduction d'une instance en séparation ou en divorce ne modifie pas en principe le fonctionnement du régime matrimonial. Le ménage subsiste, le mari en reste le chef, la contribution aux charges demeure soumise aux mêmes règles et, en particulier, le mari continue à disposer de la part contributoire de la femme sur ses revenus. Cependant celle-ci, autorisée à avoir un domicile séparé, peut recevoir du mari une pension alimentaire, ce qui ne se produirait jamais si la vie commune continuait.

(1) V. *suprà*, p. 7.

Quand le tribunal a prononcé la séparation de corps, la vie commune cessant, il ne peut plus être, à proprement parler, question de charges et de contribution. Les enfants doivent cependant être entretenus. Comme la séparation de corps entraîne celle de biens (art. 311, al. 2), cette charge doit être supportée non d'après les conventions nuptiales, mais d'après l'article 1448. La contribution obéira donc aux mêmes règles que sans la séparation de biens principale.

Nous ferons seulement deux remarques. Quand la femme est séparée de corps, elle n'est plus soumise à l'autorité maritale (art. 311, nouv. alin. 3). Elle a la libre disposition de tous ses biens. Si elle a la garde des enfants, sa contribution à leur entretien ne saurait donc, même prise sur ses revenus, passer par les mains du mari ni être soumise à aucun contrôle de sa part, contrairement à ce qui se passe au cas de séparation principale. Si la garde des enfants est confiée au mari, celui-ci recevra de la femme une pension.

C'est en effet par une pension que s'exerce désormais la contribution. Le tribunal, en remettant la garde des enfants à l'un des deux époux, décide qu'il lui sera payé par l'autre une pension représentant sa part contributoire à leurs frais d'éducation et d'entretien. La contribution de celui qui a la garde s'exécute normalement. Si les enfants étaient confiés à une tierce personne, les époux feraient chacun une pension à cette personne.

Quand les époux sont divorcés, la situation est la même au point de vue de la contribution. De même, si la séparation est, par la suite, convertie en divorce.

Plus tard, les époux ou anciens époux pourront peut-être se réconcilier. S'ils étaient simplement séparés, leur contribution aux nouvelles charges sera réglée soit par le régime de séparation de biens, leur régime matrimonial actuel, sous lequel ils peuvent demeurer, soit par leur régime primitif, le seul que, pour respecter le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, ils peuvent adopter par un nouveau contrat (art. 1451). S'ils étaient divorcés, ils devraient, pour la même raison, adopter leur ancien régime (art. 295) ; leur contribution sera donc réglée de la même façon qu'avant le divorce.

CHAPITRE II

QUOTITÉ DE LA CONTRIBUTION

Dans quelle proportion les époux subviennent-ils aux charges ? C'est la question de quotité, devenue singulièrement plus importante depuis la loi du 13 juillet 1907. Nous étudierons successivement la quotité de la contribution quand les époux n'ont que des revenus ou que le mari seul travaille ; quand ils n'ont que leur salaire ; quand ils ont à la fois des revenus et des salaires.

SECTION I. — LES ÉPOUX N'ONT QUE DES REVENUS, OU LE MARI SEUL TRAVAILLE.

§ 1. — Contribution du mari.

A proprement parler, la contribution du mari n'est pas limitée à telle ou telle quotité. On ne peut généralement pas dire qu'il supporte la moitié, les trois quarts des charges. L'organisation même de la contribution s'y oppose. En tant que chef du ménage il est

tenu de toutes les charges, et comme la contribution de la femme est toujours limitée, il est impossible que la sienne le soit. Sa part contributoire variera continuellement et sera représentée par la différence entre les ressources que la femme lui apporte et l'ensemble des charges.

Il y a cependant un cas où la contribution du mari est fixée à une quotité constante. C'est quand la séparation de biens, principale ou accessoire, a été prononcée par les tribunaux. De même, quand les époux sont divorcés et que subsistent des enfants. La quotité de la contribution du mari est fixée alors par le juge à une part proportionnelle à ses revenus (art. 303 et 1448).

§ 2. — Contribution de la femme.

A l'inverse de celle du mari, la contribution de la femme est limitée. Les sommes que celle-ci emploie aux charges seront toujours les mêmes dans un même ménage, quels que soient les besoins de la famille. Elles ne varieront qu'autant que varieront d'une année à l'autre les revenus affectés aux besoins du ménage.

1^o Régimes de communauté.

Sous ces régimes, la contribution de la femme sera plus ou moins étendue selon la quantité de ses biens qui deviennent communs. Remarquons que, si les

revenus des époux sont tous absorbés par les dépenses du ménage, comme leurs revenus sont tous communs, les époux se trouvent contribuer en proportion de leurs ressources. Mais hors ce cas, plutôt rare, et si la moindre partie de ces revenus peut être économisée, on ne peut théoriquement plus dire qu'ils contribuent en proportion de leurs facultés, parce qu'à la dissolution de la communauté ces économies seront partagées, entre eux, par parts égales et non dans la proportion des revenus tombés en communauté de leur chef. La contribution de celui qui a le moins de revenus sera, de ce fait, toujours inférieure à ce qu'elle devrait, proportionnellement, être (1). Pour que les conjoints contribuent en proportion de leurs revenus, il faudrait que ceux-ci soient égaux, condition rarement remplie.

Nous devons à la vérité d'ajouter qu'en pratique, surtout si la communauté dure de longues années, ce raisonnement perdra beaucoup de son importance, car, plus longue sera la communauté et plus tardive sa

(1) Prenons un exemple. Supposons au ménage 10 000 francs de revenus ; 6.000 francs tombant en communauté du chef du mari, 4.000 francs du chef de la femme. Les dépenses sont de 8,000 fr. par an. Si nous liquidons la communauté au bout d'une année, il reviendra à chaque époux la moitié des économies, c'est-à-dire 1,000 francs. Le mari se trouvera donc avoir effectivement contribué aux charges pour (6,000 — 1,000) 5,000 francs, et la femme pour (4,000 — 1,000) 3,000 francs ; alors qu'en proportion de leurs revenus le mari aurait dû contribuer pour 4,800 francs, et la femme pour 3.200 francs. Dans notre hypothèse, la femme est donc avantagée. Si la communauté durait plusieurs années, le raisonnement serait semblable.

dissolution, moins se fera sentir la différence de proportion des contributions pendant le mariage. Aussi peut-on dire que le régime de communauté est encore celui où les charges du ménage sont le plus équitablement réparties entre les époux, et que, *pratiquement*, leur contribution peut être, jusqu'à la liquidation de la communauté, considérée comme proportionnelle à leurs revenus.

2° Régimes non communautaires.

On peut concevoir alors pour la femme plusieurs façons de déterminer sa contribution. Elle peut la fixer à une somme annuelle invariable, ou, ce qui s'en rapproche, se constituer une dot, dont les revenus, sensiblement les mêmes d'une année à l'autre, forment une contribution indépendante du montant des charges et même des variations que peut subir, dans son ensemble, la fortune de la femme. Elle peut encore la fixer, par rapport à ses revenus, par exemple aux deux tiers, à la moitié de ceux-ci. Ce n'est déjà plus une somme fixe que la femme remet au mari, car ses revenus varieront suivant les années, mais la quotité reste forfaitaire par rapport aux charges. Enfin, la femme peut promettre une contribution proportionnelle aux charges, par exemple la moitié de celles-ci. C'est certainement la façon la plus logique et la plus juste de comprendre la contribution de la femme.

Ce n'est cependant pas celle du Code. Les articles 1537 et 1575 portent en effet, qu'au cas de séparation de biens ou de régime dotal ne comprenant que des paraphernaux, la femme, sauf convention contraire, doit contribuer aux charges jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus.

Cette décision est doublement fâcheuse. On peut s'étonner que la quotité soit évaluée non d'après les charges, mais d'après les revenus de la femme. La seule justification qu'on pourrait trouver de cette règle serait le désir du Code de ne pas exposer l'épouse à voir sa contribution grossie par les dépenses inconsidérées du mari. Deuxième critique : la quotité de la femme est vraiment trop minime. En abandonnant le tiers de ses revenus au mari, elle met son entretien à sa charge. On se demande alors à quoi peuvent bien servir les deux autres tiers de ses revenus. La loi paraît estimer ainsi que les époux subviennent à l'entretien de leur famille avec le tiers seulement de leurs ressources, car le mari ne peut, raisonnablement, pas être tenu de fournir plus que sa femme. C'est bien peu, même pour l'époque où le Code a été rédigé et pour un pays économe.

La décision du Code est d'autant plus étrange que, dans l'ancien droit, la contribution de la femme, en pareil cas, était toujours proportionnelle à ses ressources (1). C'est du reste la solution qui a été main-

(1) Pothier, « Communauté », n° 464.

tenue pour la séparation judiciaire (art. 1448). La persistance de ce principe si juste est d'autant plus intéressant à noter que c'est surtout au cas de séparation judiciaire que la répartition des charges est réglée par la loi. Quand c'est par contrat que les époux adoptent la séparation de biens, ils n'oublient pas de régler leur contribution à leur goût et les articles 1537 et 1575 n'ont ainsi que bien rarement l'occasion de s'appliquer.

Les dispositions de l'article 1575 peuvent faire naître quelques difficultés. Cet article n'est applicable qu'au cas où il n'y a aucun bien dotal. Si donc il y avait des biens dotaux, mais qui ne produisent pas de revenus, l'article 1575 ne saurait être invoqué et la femme ne subviendrait aux charges pour aucune part (1). La situation serait la même si la dot était simplement espérée, par exemple s'il y avait constitution de biens à venir, car la dot n'existe pas ; elle est seulement éventuelle. D'autre part, nous avons vu (2), que si la dot n'avait pas été payée ou avait péri même sans faute de la part du mari, la femme ne saurait être tenue de contribuer sur ses paraphernaux tant que le mari aura des ressources personnelles suffisantes

(1) Le Courtois et Surville, t. III, n° 1485. Comp. un jugement du tribunal de paix de Paris, XIV^e, du 15 septembre 1904 (*Le Droit*, 25 novembre 1904), décidant que l'article 1537 ne peut être invoqué qu'autant que la femme a des biens productifs de revenus.

(2) V. *suprà*, p. 33.

pour faire vivre sa famille. Voilà donc une série de cas où la contribution de la femme est réduite à zéro et où toutes les charges incombent au mari.

A propos de la contribution de la femme dotale qui a obtenu la séparation de biens, des auteurs (1) se sont demandés si la femme qui aurait des paraphernaux considérables ne pourrait pas « échapper à l'application de l'article 1448 en offrant d'abandonner tous les revenus de la dot au mari, alors d'ailleurs que celui-ci conserverait assez de fortune pour suffire aux charges du ménage ? » A cette question, ils répondent par l'affirmative. En effet, la séparation, étant établie dans l'intérêt de la femme, ne doit jamais tourner à son détriment ; et c'est bien ce qui arriverait si, ayant des paraphernaux importants, sa contribution en vertu de l'article 1448 était plus considérable que les revenus de la dot. La solution inverse causerait du reste un vrai préjudice à la famille puisqu'elle mettrait aux mains du mari, reconnu dissipateur, plus de revenus qu'avant la séparation. Faisons du reste remarquer la rareté de cette hypothèse, la séparation étant généralement demandée en cas de ruine du mari et celui-ci étant dès lors incapable de fournir le moindre subside à sa famille.

Tout ce que nous avons dit dans ce paragraphe reste aussi juste si, à des revenus insuffisants pour

(1) Rodière et Pont, t. III, n° 2183.

l'entretien des siens, le mari ajoute l'appoint de ses salaires, et même si la femme travaille avec son mari. Dans ces deux cas, la loi de 1907 ne peut s'appliquer. La contribution des époux continue donc à être déterminée par leur régime matrimonial.

SECTION II. — LES ÉPOUX N'ONT QUE LEUR SALAIRE.

Examinons le cas où les époux vivent uniquement de leur travail et où, par son genre d'occupation, la femme a la libre disposition de ses salaires. Ce n'est plus alors le Code qui règle la quotité de la contribution, mais la loi de 1907.

§ 1. — **Les époux contribuent en proportion de leurs salaires.**

L'article 7 de la nouvelle loi nous dit que chacun des époux doit « subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage. » Voilà un tout autre principe que celui de 1804. La part que chaque conjoint doit supporter est proportionnelle aux gains de l'autre et aux charges du ménage. Rien de plus juste. La loi, établissant une sorte de séparation des gains, ne pouvait mieux faire qu'appliquer le principe qui doit logiquement régir la contribution sous un régime de séparation.

Tandis que sur ses revenus la quotité de la femme

est forfaitaire, sur ses salaires elle est proportionnelle aux charges. Elle pourra varier suivant que les dépenses seront plus considérables une année que l'autre ou que le mari gagnera plus ou moins, mais, de toutes façons, une fois sa contribution proportionnelle acquittée, le mari ne pourra rien exiger de plus d'elle.

On a dit (1) cependant que la loi de 1907 était loin d'être aussi équitable qu'elle le paraissait, et que la contribution de la femme continuerait à comprendre tous ses salaires. On s'appuie sur l'article 2 de la loi qui dit qu' « en cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés dans l'intérêt du ménage... notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en faire prononcer le retrait... par le tribunal. » Si, dit-on, les pouvoirs ne sont donnés à la femme que dans l'intérêt du ménage, elle devra employer tous ses gains à le soutenir sous peine de voir le mari lui faire retirer ses pouvoirs : « Même en collaborant dans une mesure raisonnable... elle ne reprend pas sa liberté (2). » Dès lors plus de contribution proportionnelle.

Ce n'est pas notre avis, et nous pensons que les articles 2 et 7 se concilient fort bien. Peut-être, à l'exemple des lois inspiratrices de la nôtre, un des

(1) Pichon, *op. cit.*, p. 232 et s., p. 430, 433.

(2) Pichon, *op. cit.*, p. 234.

deux aurait-il suffi pour éviter tout abus de pouvoir de la femme ; mais, telles qu'elles, non seulement ces dispositions ne se contredisent pas, mais elles se complètent, s'appliquant à des hypothèses différentes. On doit considérer l'article 7 comme réglant la quotité de la contribution. La femme supporte une part des charges en rapport avec ses facultés, moyennant quoi elle est quitte vis-à-vis du ménage. Quant à l'article 2, il trouve son application toute naturelle quand la femme ou bien ne sait pas employer de façon profitable pour le ménage les sommes que cependant elle y affecte, ou bien dissipe les gains qui, n'ayant pas servi à alimenter sa contribution, devraient être économisés pour l'entretien non immédiat mais éventuel de la famille. Toute autre façon de comprendre la loi réduirait à néant ses effets, et il est inadmissible qu'on ait fait une loi qui se détruise soi-même. L'article 2 n'intéresse donc pas la quotité de la contribution (1). Du reste, M. Pichon reconnaît qu'une solution semblable est très satisfaisante, mais il l'attend d'une large interprétation de la loi par les tribunaux, tandis qu'en réalité la loi n'a nul besoin d'être interprétée, son texte ne pouvant, à notre avis, donner lieu à aucune confusion.

De ce que la contribution de la femme est proportionnelle à ses gains, il s'en suit nécessairement que

(1) Chéron, *op. cit.*, p. 774.

celle du mari l'est aussi. Il ne peut en être autrement, les contributions des époux étant complémentaires et devant faire face à elles deux à l'ensemble des charges.

§ 2. — Comparaison entre la quotité établie par la loi de 1907 et celle reposant sur les anciens principes.

Voyons maintenant quelle est la différence, sous les divers régimes, entre la quotité établie par la nouvelle loi et celle qui reposait sur le principe du Code.

1° Régimes de communauté.

Sous ces régimes, si le mari désire que sa femme contribue sur ses salaires, il devra veiller à ce que cette contribution s'effectue au fur et à mesure des besoins du ménage, et, si c'est nécessaire, employer envers elle les moyens de contrainte que la loi met à sa disposition. Si ce sont les salaires du mari seul qui font vivre la famille, la femme, à la dissolution de la communauté, trouvera les siens intacts. Elle aura donc intérêt à renoncer à la communauté pour garder les produits de son travail (art. 5), et, en définitive le mari aura seul contribué aux charges pendant l'union.

A part ce cas, qu'il est donné au mari d'éviter, la quotité sera égale à ce qu'elle était auparavant et à ce qu'elle est encore sur les revenus. Nous avons vu que la contribution des époux peut, jusqu'à la dissolu-

tion de la communauté, être considérée, pratiquement, comme proportionnelle à leurs revenus. La loi de 1907, en établissant la règle de proportionnalité, ne change donc rien, en pratique, à ce qui existait précédemment.

Bien mieux, elle ne change rien non plus en théorie, et cela tient encore à la répartition, à la fin du mariage, des gains économisés. Si les salaires ont été dépensés au jour le jour, les époux auront évidemment contribué en proportion de leurs gains. La règle de proportionnalité sera encore sauvegardée si la femme renonce à la communauté et emporte ses biens réservés. Mais si les époux ont fait sur les produits de leur travail des économies, celles-ci seront, au cas d'acceptation de la communauté par la femme, partagées entre les époux par parties égales, et non en proportion des gains réalisés par chacun d'eux. Et cette répartition, ici comme pour les revenus, ne permet plus de considérer les époux comme ayant, pendant le mariage, contribué aux charges en proportion de leurs salaires (1) (à moins naturellement que ces salaires ne fussent égaux). Peut-être, si le mariage a duré longtemps et que les économies soient peu importantes, la différence avec une contribution exactement proportionnelle sera-t-elle minime, mais cette

(1) On pourrait refaire ici un raisonnement analogue à celui que nous avons fait pour les revenus. V. p. 75, note 1.

différence existe et on peut dire que sur leurs salaires et en dépit de la loi de 1907 les époux ne contribuent pas aux charges en proportion de leurs facultés.

2° Régimes ne comportant pas de communauté.

Ici la loi de 1907 joue un rôle considérable. Depuis lors, les époux contribuent toujours en proportion de leurs salaires et la part contributoire de la femme n'est plus la même que pour les revenus. La quotité, au lieu d'être figée à une somme déterminée, varie avec l'étendue des charges et le montant des salaires du mari (1).

Nous allons donner quelques exemples, en nous plaçant sous le régime de séparation et en supposant que la contribution n'a pas fait l'objet de dispositions spéciales dans le contrat de mariage.

A) La contribution varie avec l'étendue des charges. — Supposons que le mari gagne 6,000 fr., la femme 3,000 fr. et que les charges s'élèvent à 6,000 fr.

S'il s'agissait de revenus, la contribution de la femme serait de 1,000 fr. (tiers de ses ressources), celle du mari de 5,000 fr. (reste des charges). —

(1) Il est rare, mais non impossible, de rencontrer des époux n'ayant d'autres ressources que leurs salaires, mariés sous un régime autre que le régime légal. On peut supposer, par exemple, que des revers de fortune obligent les époux à gagner leur vie.

Comme il s'agit de salaires, la loi de 1907 s'applique et la femme contribuera pour le tiers des charges, soit 2,000 fr., puisque son salaire est le tiers des gains du ménage ; le mari contribuera pour les deux tiers, pour la même raison, soit 4,000 fr. Avec la nouvelle loi la contribution de la femme passe donc du cinquième au tiers des charges.

Si, les salaires restant les mêmes, nous élevons les dépenses à 7,000 fr., la femme y contribuera toujours pour le tiers et le mari pour les deux tiers, puisque la proportion entre leur salaire reste la même. Elle devra 2,333 fr. au ménage (au lieu de 1,000 fr. avant 1907) ; lui, 4,666 fr. (au lieu de 6,000 fr.). La contribution de la femme passe donc du sixième au tiers.

Si, au contraire, les dépenses se réduisent à 2,700 fr., la femme devra 900 fr. et le mari 1,800 fr. (au lieu de 1,000 fr. et 1,700 fr., avant 1907). Ici la femme est avantagée par la nouvelle loi.

B) **La contribution d'un époux varie avec le montant des salaires de l'autre.** — Supposons que le mari gagne 6,000 fr., la femme 3,000 fr. et que les dépenses soit de 6,000 fr. La contribution de la femme est de 2,000 fr., celle du mari de 4,000 fr. (au lieu de 1,000 et 5,000 fr.).

Si le mari gagne 9,000 fr., les autres données restant semblables, la contribution de la femme sera de 1,500 fr., celle du mari de 4,500 fr. (au lieu de 1,000 fr. et 5,000 fr.).

Si le mari ne gagne que 5,000 fr., la femme devra 2,250 fr. ; le mari, 3,750 fr. (toujours au lieu de 1,000 fr. et 5,000 fr.).

On pourrait multiplier et compliquer les exemples ; ceux-ci suffisent à montrer que la contribution des époux varie selon deux facteurs : l'ensemble des charges et le montant des salaires de l'autre époux. Ainsi, en ce qui concerne les salaires, les art. 1537 et 1575 sont abrogés et remplacés par l'art. 7 de la loi du 13 juillet 1907.

Peut-être, en choisissant un régime non communautaire, la femme a-t-elle formellement exprimé son désir de ne contribuer aux charges que pour une somme forfaitaire. En ce cas, quelle règle devra-t-on appliquer, de celle choisie par la femme ou de celle établie par la loi de 1907 ? Comme cette situation délicate se présente surtout au cas où les époux ont d'autres ressources que leur salaire, nous l'étudierons dans notre section III.

§ 3. — Dettes subsistant après la dissolution de la communauté.

Il peut se faire qu'à la fin du mariage il y ait des dettes de ménage non acquittées. Quelle en sera la répartition entre les époux ?

S'il y avait communauté entre les conjoints et que

la femme l'accepte, les dettes seront payées pour moitié par chacun d'eux (art. 1482).

Si la femme refuse la communauté, elle est néanmoins tenue d'une part de ces dettes (loi du 13 juillet 1907, art. 5), et cette part nous semble devoir être égale à celle qu'elle aurait supportée si la communauté avait continué. En effet, si ces dettes avaient été acquittées durant le mariage, comme elles l'auraient dû, la femme y aurait contribué en proportion de ses salaires. Il n'y a aucune raison pour que ces dettes payées après le mariage ne se répartissent pas de même façon entre les époux. Si donc les créanciers du ménage poursuivaient l'un d'eux pour le tout, celui-ci aurait droit d'exiger sa part de son conjoint.

Il en serait de même si les époux étaient mariés sous un régime ne comportant pas de communauté.

SECTION III. — LES ÉPOUX ONT A LA FOIS DES REVENUS ET DES SALAIRES.

La question est plus délicate alors de savoir comment calculer la quotité de chacun des époux. Comment concilier les règles du Code et celles de la loi du 1907 ? Et si on ne peut les concilier auxquelles donner la préférence ?

I. Sous les **régimes de communauté**, nous avons vu que l'application de la loi de 1907 ne modifie pas

en définitive la quotité de la contribution des époux. Il ne devrait donc pas y avoir de conflit entre les règles en présence.

Cependant, dans la pratique, si, durant la communauté, un époux refuse d'employer aux charges une part raisonnable de ses salaires, il faudra l'y contraindre, et, pour cela, déterminer sa part contributive. Cette détermination devra se faire de la même manière que sous un régime non communautaire où la femme s'en serait rapportée au législateur du montant de sa contribution. En effet, tant que dure la communauté, la femme peut, pour ses salaires, être considérée comme séparée de biens, et ses revenus tombant en communauté comme l'équivalent de la contribution de la femme séparée sur ses revenus. Nous allons donc déterminer la part contributive des époux sous les régimes non communautaires.

II. Régimes ne comportant pas de communauté.

On se trouve alors en présence de revenus et de salaires sur lesquels la contribution se réalise selon des modes différents. Faut-il décider que loi primera le Code et que désormais sur l'ensemble de ses ressources la femme contribuera en proportion de ses facultés ? Ou bien l'inverse ; et qu'ayant limité sa contribution, elle ne sera pas tenue au delà de son forfait, même sur les salaires ? Ou bien encore que les deux règles s'appliquent conjointement, chacune sur l'espèce de ressources pour laquelle elle a été spécialement édictée.

M. Chéron opte pour la première opinion. Pour lui la femme doit contribuer sur l'ensemble de ses ressources en proportion de ses facultés. Si son forfait sur les revenus égale sa part proportionnelle sur toutes ses ressources, elle pourra garder ses salaires. S'il lui est inférieur elle devra compléter sa contribution avec ses gains (1).

Ce système, qui a pour lui l'avantage de la simplicité, ne nous semble pas l'exacte application de la lettre et de l'esprit des textes. Nous croyons que la question ne peut se résoudre qu'à l'aide d'une distinction. Des solutions différentes doivent être données selon que la femme choisit un régime non communautaire sans indiquer de façon spéciale le montant de sa contribution ; ou qu'elle détermine exactement, dans le contrat de mariage, sa part contributoire.

Premier cas. — La femme n'a pas spécifié par contrat le montant de sa contribution, s'en remettant sur ce point aux dispositions législatives.

L'article 7 nous paraît avoir abrogé les articles 1537 et 1575 en ce qui concerne les salaires. Sinon quel serait le sens de cet article ? Mais nous croyons qu'il laisse subsister entièrement ces mêmes articles en ce qui concerne les revenus. Cela nous paraît résulter des termes mêmes de l'article 7 qui ne donne le droit

(1) M. Chéron (*op. cit.*, p. 777), ne justifie du reste pas son opinion.

de saisie que sur les salaires. Quant aux mots « dans la mesure de ses facultés » du même article, ils ne doivent s'entendre que des produits du travail, la loi ne parlant jamais que de ceux-ci (1). La femme, en s'en rapportant au législateur de la quotité de sa contribution, a voulu se soumettre pour ses revenus aux articles 1537 et 1575, et pour les salaires à l'article 7 qui les remplace. Donc, sur ses revenus, sa contribution sera limitée au tiers de ceux-ci ; sur ses salaires, elle sera proportionnelle aux charges.

Reste à déterminer la part de charges qui devra être supportée par les revenus du ménage et celle qui devra l'être par les salaires. Il nous semble que ces parts doivent s'établir en proportion du montant des revenus et des salaires du ménage.

Ainsi, pour établir les quotités des époux, on doit commencer par faire, des charges, deux parts proportionnelles aux revenus et aux salaires du ménage. Sur la part à supporter par les revenus, la femme contribuera pour le tiers des siens ; le mari pour le reste. Sur la part à supporter par les salaires, les époux contribueront en proportion de leurs gains.

Exemple : Le mari a 4,000 francs de revenus et 5,000 francs de salaires, soit, au total, 9,000 francs de ressources ; la femme a 2,000 francs de revenus et

(1) En ce sens, Paix, Charenton-le-Pont, 16 février 1910, D., 1910, 2, 281. — *Contra* : Chéron, *op. cit.*, p. 786 ; Lalou, note sous jug. précité.

1,000 francs de salaires, total 3,000 francs ; le ménage dispose de 9,000 francs. Les dépenses s'élèvent à 7,200 francs.

Les revenus forment le tiers des ressources totales ; les salaires les deux tiers. Les revenus devront donc supporter le tiers des dépenses, soit 2,400 francs ; les salaires les deux tiers, soit 4,800 francs.

Des dépenses à prendre sur les revenus, la femme paiera le tiers, soit 800 francs ; le mari paiera le reste, soit 1,600 francs. Les autres dépenses seront acquittées par les époux en proportion de leurs salaires. La femme en paiera le sixième, soit 800 francs ; le mari les cinq sixièmes, soit 4,000 francs. Au total le mari fournira au ménage 5,600 francs, la femme, 1,600 francs (1).

Remarquons que le mari n'a que 1,000 francs de revenus alors que sa contribution sur ceux-ci s'élève à 1,600 francs. Ce sera à lui et non à la femme à fournir la différence, parce que la contribution de la femme sur ses revenus est limitée forfaitairement. Il devra donc prendre les 600 francs qui lui manquent sur ses salaires ; seulement cette somme ne représentera pas sa contribution sur ses salaires, mais sera le complément de sa part contributoire sur ses revenus.

(1) D'après le système de M. Chéron, les époux étant tenus des charges en proportion de leurs ressources, le mari contribuerait pour 4,800 francs, la femme pour 2,400 francs.

Deuxième cas. — Le contrat de mariage stipule expressément que la contribution de la femme s'élèvera à une part déterminée de ses ressources.

Dans ce cas, la volonté des époux prime les dispositions législatives de 1907 et la femme doit sa contribution forfaitaire, qu'elle soit moindre ou plus forte que celle qui résulterait de la nouvelle loi.

Cela résulte de la liberté des conventions matrimoniales. Avant 1907, les époux pouvaient régler à leur gré leur contribution. La loi a-t-elle sur ce point modifié la législation ? Non. Elle ne prévoit que le cas où l'un des conjoints ne veut pas contribuer. Elle règle alors sa participation aux charges, mais cela n'implique nullement l'obligation pour les époux de se conformer à la quotité de la contribution organisée par la loi s'ils préfèrent répartir autrement les charges entre eux. Rien ne permet de donner à la loi cette interprétation. Ils continueront donc à régler leur contribution comme il leur plaît et la femme à limiter la sienne forfaitairement ou à l'accroître, si bon lui semble.

Quant à l'article 1^{er}, qui frappe de nullité toute clause du contrat de mariage contraire à la loi, il ne peut s'entendre que de la première partie de la loi qui organise l'administration des biens réservés, et non de la deuxième qui traite de la contribution.

Du reste, ou bien le forfait de contribution est avantageux pour la femme, et en ce cas on ne peut que se féliciter du résultat, qui cadre si bien avec

l'esprit de la loi dont un des buts a été la protection des salaires féminins ; ou bien le forfait lui est désavantageux, et même alors on ne saurait plaindre la femme parce qu'elle fournit sa contribution volontairement et aussi parce que, si la loi a protégé la femme, c'est moins pour elle-même qu'en vue de faire profiter le ménage de cette protection. Ainsi, de toutes façons, le forfait ne va jamais contre le but primordial de la loi : fournir des ressources au ménage.

Nous avons réservé tout à l'heure la question de savoir si la femme qui n'a d'autres ressources que ses salaires, mais qui est mariée sous un régime non communautaire, ne peut pas, comme avant la loi de 1907, fixer sa contribution à une somme forfaitaire. C'est là, en réalité, la même question que celle étudiée ci-dessus, la présence de revenus ne changeant en rien les données du problème. Elle doit donc recevoir la même solution.

Si nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur tout ce que nous avons dit à propos de la quotité, nous nous apercevons que la loi de 1907 a, en somme, fort peu modifié l'état de choses existant. Sous les régimes de communauté, la quotité de la contribution n'est pas changée. Sous les autres régimes elle ne le sera que si la femme n'a pas par contrat fixé sa contribution à une somme forfaitaire, ce qui se produit rarement.

SECTION IV. — PREUVES QUE LA CONTRIBUTION A ÉTÉ FOURNIE

Comment un époux pourra-t-il prouver qu'il a fourni sa contribution ? Devra-t-on exiger une preuve écrite de la délibération ? Cela ne semble pas possible étant donnée la situation d'un ménage. Pour la femme en particulier, « la dépendance, dans laquelle elle se trouve placée, crée pour elle une impossibilité morale d'exiger une quittance de son mari » (1). Il faudra donc appliquer l'article 1348 du Code civil, qui dispense de la preuve littérale toutes les fois qu'il y a à son obtention une impossibilité physique ou morale. La preuve de la contribution pourra être faite par tous les moyens, et, en particulier, par témoins. Depuis 1907, les époux employant chacun leur contribution sur leurs salaires, les quittances des fournisseurs pourront être utiles pour prouver que les sommes dues au ménage ont été dépensées à son profit.

Telle est l'opinion de la Cour de Paris (2) qui décide, dans une espèce très proche de la nôtre, « qu'entre époux, et sur les débats touchant leurs intérêts pécuniaires, on admettra sans difficulté des moyens de justification qui, rarement, seraient recevables entre étrangers. » Une décision plus ancienne (3) a même

(1) Aubry et Rau, t. V, § 516, note 72.

(2) Paris, 26 mars 1883, S., 86, 2, 53.

(3) Trib. d'appel de Paris, 2 messidor an XI, rapportée par Le Courtois et Surville, t. III, n° 1488, note 3 ; S. Chr.

décidé, exactement dans notre cas, que « le conjoint tenu de contribuer aux dépenses du ménage ne saurait être forcé, au moins après un laps de temps considérable, de justifier par des quittances en forme, du paiement de sa contribution. » Nous pensons même que jamais, même après un temps très court, ces quittances ne pourraient être exigées.

Cependant, si un des époux avait soulevé des contestations sur la réalité du paiement, l'autre époux pourrait exiger, il serait même prudent qu'il le fit, des quittances en règle (1).

SECTION V. — AUGMENTATION DE LA CONTRIBUTION DE LA FEMME
AU CAS D'INSUFFISANCE DES RESSOURCES DU MARI

Il arriva quelquefois que, pendant le mariage, l'un des époux ne pourra continuer à fournir sa contribution. Si les dépenses ne peuvent être restreintes, il faudra bien trouver le moyen de compenser la moins-value des ressources du ménage, et, tout naturellement, vient à l'esprit l'idée que celui des époux dont la fortune ne diminue pas devra contribuer aux charges pour une part plus considérable qu'auparavant. Ainsi la répartition de celles-ci entre les conjoints n'est laissée à leur libre arbitre qu'autant que chacun d'eux peut fournir la quote-part de contribution promise

(1) Rodière et Pont, t. II, n° 899 ; Jouitou, t. II, n° 494.

dans les conventions matrimoniales. Si l'un se trouve dans l'impossibilité de le faire, l'autre sera tenu d'une part d'autant plus grande.

Cela ressort nettement des dispositions du Code. L'article 203 met à la charge de chaque époux l'obligation entière d'entretien des enfants, principale dépense du ménage. Les conjoints ne sauraient donc éluder, par convention entre eux, une partie de cette obligation. L'un d'eux ne pouvant fournir sa part, l'autre le fera en son lieu et place. C'est ce qui est dit en propres termes dans l'article 1448, alinéa 2. La jurisprudence, abondante sur ce point, est approuvée par la doctrine entière (1).

Ce que nous venons de dire s'applique aussi bien au mari qu'à la femme. Seulement, quand ce sont les ressources de la femme qui diminuent, il n'est nul besoin, pour obliger le mari à augmenter sa contribution, de faire appel au principe de l'article 203. Il est, en effet, tenu de toutes les charges en sa qualité de chef de ménage, et cela suffit pour qu'il soit obligé d'accroître sa part contributoire de tout

(1) Demolombe, t. IV, n° 4; Aubry et Rau, t. VI, § 547, p. 72; Demante, t. I, n° 285 *bis*; Laurent, t. III, n° 43; Huc, t. II, n° 190; Houques-Fourcade, t. III, n° 1997; Planiol, t. I, n° 1683. — Agen, 18 juin 1851, D., 51, 2, 228; S., 52, 2, 17; Nîmes, 26 juillet 1853, D., 53, 2, 247; S., 53, 2, 688; Bordeaux, 18 janvier 1888, S., 88, 2, 132; Cass., 21 mai 1890, D., 90, 1, 337; Paris, 26 avril 1892, D., 93, 2, 175; Cass., 6 août 1894; D., 95, 1, 199; S., 94, 1, 416.

ce que la femme ne pourra fournir de la sienne. Pratiquement, c'est donc à elle seule qu'il sera fait application de l'article 203.

La contribution de la femme pourra donc être augmentée quand les ressources du mari deviennent insuffisantes. Cela sera possible même si le mari s'est chargé seul de l'entretien du ménage, ou si les époux ont adopté le régime dotal. Sans doute, dans ce dernier cas, l'article 1540 décide que les charges ne doivent être supportées que par les biens dotaux, et l'article 1575 implique la même solution ; mais la loi suppose que le mari peut de son côté entretenir la famille. Sinon la femme devra contribuer sur les parapher-naux (1).

Il en serait de même, encore que les liens du mariage soient relâchés par la séparation de corps ou même brisés par le divorce. La participation à l'entretien des enfants peut alors être réglée à l'amiable par les époux dans l'acte de liquidation de la communauté. Elle peut aussi être fixée par le tribunal et sera alors proportionnelle à leurs ressources, mais, de toutes façons, si l'un d'eux ne possède rien, l'autre sera tenu de la totalité des dépenses.

Si, plus tard, la situation de fortune des parents

(1) Rodière et Pont, t. III, n° 1990 ; Laurent, t. XXIII, n° 449-450 ; Aubry et Rau, t. V, § 532, note 4 ; Guillouard, t. III, n° 1680 et s. ; Huc, t. IX, n° 402 ; Planiol, t. III, n° 1433. — Req., 2 juillet 1851, S., 51, 1, 509 ; Metz, 17 août 1858, D., 59, 2, 130 ; S., 59, 2, 49.

change, une nouvelle décision judiciaire pourra modifier leur contribution. Il n'est pas, sur ce point, de jugement, même définitif, qui ne puisse un jour ou l'autre être appelé à subir quelque transformation, pour proportionner les charges aux facultés des époux (art. 303 et 1448) (2).

C'est la même solution qui a été adoptée par la loi du 13 juillet 1907, article 10 : les jugements qui obligent les époux à contribuer aux charges « pourront, même lorsqu'ils seront devenus définitifs, être modifiés, si la situation respective le justifie. »

SECTION VI. — RECOURS DE CELUI DES ÉPOUX QUI A PAYÉ
POUR L'AUTRE.

Pour des raisons diverses, la femme a pu être amenée à fournir au ménage des sommes plus élevées que celles dont elle était tenue par les conventions matrimoniales. Nous en avons vu un exemple dans la section précédente ; d'autres cas peuvent se présenter, faisant tous naître une même question : la femme, qui a fourni plus que sa contribution, a-t-elle droit de répéter ce qu'elle a payé en trop ? Nous devons distinguer selon qu'elle a dépensé seulement ses revenus ou qu'elle a entamé ses capitaux.

(1) Rodière et Pont, t. III, n° 2181 et 2182 ; Guillouard, t. III, n° 1218 ; Laurent, t. XXII, n° 278 ; Le Courtois et Surville, t. III, n° 1483 bis ; Planiol, *loc. cit.*

§ 1^{er}. — La contribution annuelle a été plus forte que la quotité due.

I. Quand la femme est mariée sous le régime de séparation ou le régime dotal, une partie de ses revenus reste à sa disposition. En pratique, il arrive souvent que, peu experte aux affaires financières, elle laisse ces revenus aux mains du mari. Si cette situation est régularisée par un mandat formel donné au mari, aucune difficulté, il est tenu comme tout mandataire (art. 1577). Mais si la femme a seulement laissé au mari, et par conséquent au ménage, la disposition journalière de ces biens, elle ne pourra plus tard se prévaloir de son contrat de mariage pour demander la restitution des sommes dépensées. Elle est considérée comme ayant volontairement abandonné ces revenus au ménage. Elle pourra, par la suite, gérer elle-même ses biens, mais, pour le passé, elle n'a aucune répétition (art. 1539 et 1578), même si elle offre de prouver que ces revenus n'ont pas profité à la famille, mais seulement au mari (1).

(1) Cette dernière conséquence est de jurisprudence constante (Cass., 17 janvier 1860, S., 60, 1, 264), et ne se discute même plus (Cass., 18 juin 1908 ; S., 10, 1, 369). Approuvée par la grande majorité des auteurs (Laurent, t. XXIII, n° 453 ; Guillouard, t. III, n° 1685 ; Aubry et Rau, t. V, § 541, p. 641 ; Huc, t. IX, n° 404 ; Le Courtois et Surville, t. III, n° 1515 ; Jouitou, t. II, n° 556 ; Planiol, t. III, n° 1461, note 1 et 1661), elle nous semble cependant dépasser le but de la loi : éviter les recherches, blessantes pour le mari, de

Depuis la loi du 13 juillet 1907, une situation analogue peut se présenter sous tous les régimes, et devra être résolue de la même façon. Si la femme abandonne au mari la gestion de ses biens réservés, et qu'elle se trouve ainsi contribuer aux charges dans une proportion plus grande que lui, elle ne pourra répéter ce qu'elle a payé en trop. Cette solution est d'autant plus certaine que ces biens, pour être réservés, n'en sont pas moins communs et destinés aux charges (1).

II. Nous avons vu qu'en cas de ruine du mari la femme était tenue pour le tout des charges du ménage. Pourra-t-elle au moins, s'il revient à meilleure fortune, exercer une répétition pour tout ce qu'elle a payé à sa place, de manière à rétablir la contribution telle qu'elle aurait dû être ? Non. L'obligation de subvenir aux charges pèse sur les époux en proportion de leurs facultés. Si donc l'un d'eux ne possède rien, la part contributoire *due* par l'autre comprendra toutes les charges. En payant les dépenses journalières la femme n'a donc fait qu'acquitter sa propre dette, et elle ne saurait prétendre à aucun remboursement.

savoir si les revenus ont été dépensés dans l'intérêt du ménage ou dans celui du mari (note de Naquet sous Cass., 28 janvier 1901 ; S., 1902, 1, 73 ; Rodière et Pont, t. III, n° 1981-1982 ; Charmont, *Rev. crit.*, 1903, p. 17 et s., et sous Cass., 18 juin 1908, précité.

(1) Comp. Trib. civ. de Lannion, 8 février 1910, D., 1910, 2, 281. V. *infra*, p. 108.

Elle ne pourra pour l'avenir que demander une réduction de sa contribution de façon à la mettre en rapport avec les nouvelles ressources du mari (1).

Rappelons que nous avons adopté une solution analogue en ce qui concerne les produits du travail.

Ceci dit pour le cas où le mari ne peut subvenir aux charges pour sa part.

Mais si le mari fortuné n'avait pas fourni au ménage les sommes qu'il était légitimement en droit d'en attendre, et avait laissé à sa femme tous les frais, il n'est pas douteux qu'elle aurait une action pour le remboursement de l'avance faite, de même que si le mari avait, sous un régime de séparation par exemple, payé de ses deniers toutes les dépenses, il pourrait réclamer à la femme sa part contributoire.

Ce recours s'ouvrirait, entre les époux, même pour les dépenses d'entretien d'enfants, car, bien qu'ils soient tenus chacun pour le tout de cette charge, ils n'en sont pas moins tenus, entre eux, selon leur contrat mariage, tant que leur situation pécuniaire permet son application (2). « Ce recours, écrit M. Wahl (3), peut être considéré comme fondé sur un mandat, non

(1) Troplong, t. II, n° 1456; Rodière et Pont, t. III, n° 2243; Guillaouard, t. III, n° 1227; Laurent, t. XXII, n° 280; Aubry et Rau, t. V, § 516, texte et note 62; Le Courtois et Surville, t. III, n° 1493. — Riom, 20 juillet 1853, D., 55, 2, 358; S., 54, 2, 607; Cass. 11 avril 1902, D., 1903, 1, 465.

(2) Paris, 26 juillet 1862, D., 63, 2, 112.

(3) Note (§ 11), sous Paris, 7 décembre 1907; S., 1909, 2, 129.

seulement (ce qui est évident) si c'est en vertu d'une convention préalable entre les conjoints que l'un des époux était chargé de faire l'avance des frais d'entretien, mais encore dans le cas contraire ; car, chacun des époux étant tenu, suivant la jurisprudence, de subvenir entièrement aux frais d'entretien sous réserve d'un recours contre son conjoint, on peut fort bien soutenir qu'il a été constitué par la loi mandataire de ce dernier pour avancer les frais. Le recours du mandataire n'existe pas seulement en cas de mandat conventionnel ; il existe dans toute espèce de mandat, l'art. 1999 du Code civil ne faisant pas de distinction ». Sans doute, il ne peut être question de gestion d'affaires pour expliquer ce recours, car l'époux qui a payé l'entretien ne l'a pas fait pour rendre service à son conjoint, mais parce que la loi l'y oblige ; mais pourquoi faire intervenir ici l'idée de mandat qui, si elle n'est pas en contradiction avec les textes, n'en ressort néanmoins pas du tout ? ne suffit-il pas de remarquer, pour justifier le recours, qu'il y a eu une *versio in rem*, et que l'époux qui n'a pas fourni sa contribution peut être poursuivi par l'autre puisqu'il s'est enrichi à ses dépens ? On évite ainsi l'application des règles du mandat qui soulèveraient des difficultés.

La même solution s'impose, pour des raisons identiques, si, l'entretien des enfants ayant été supporté par un seul des conjoints, celui-ci réclame à l'autre, qui n'a pas cessé d'être solvable, sa part contributoire

sur les produits de son travail. Le remboursement des sommes avancées pourra être exigé.

§ 2. — Des biens ont été aliénés pour subvenir aux charges.

Si les époux sont momentanément gênés, ils seront obligés d'entamer leur capital pour subvenir aux charges du ménage. Il y a là, alors, de la part du conjoint propriétaire du bien aliéné, une sorte de supplément de contribution, parfaitement justifié par les circonstances, mais qui porte atteinte au régime de cette contribution. On peut alors se demander — et c'est par là que la question nous intéresse — si l'époux, qui a ainsi diminué sa fortune, pourra obtenir de l'autre, au cas où le ménage recouvrerait des ressources suffisantes, une compensation pour tout ce qu'il aura fourni en plus de sa contribution ?

I. **Pour le mari**, la réponse va de soi. Il n'a jamais droit à aucune récompense pour les biens qu'il a dû aliéner pour subvenir aux charges. Cela résulte de toute l'économie du système légal de contribution. Le mari, chef du ménage, est tenu sur tous ses biens des charges du dit ménage. Il ne saurait rien réclamer à la femme s'il a été contraint de s'appauvrir. Nous avons expliqué tout cela longuement dans notre chapitre I ; nous n'y reviendrons pas.

II. La question, **au regard de la femme**, appelle

généralement la solution opposée. Chaque fois qu'elle aura été obligée d'entamer ses capitaux pour subvenir aux charges, elle pourra en demander récompense au mari. Elle a, en effet, payé plus qu'elle ne devait, et, puisque sa contribution est limitée tandis que celle du mari ne l'est pas, celui-ci doit seul, en définitive, supporter cet accroissement de charges.

Ainsi, sous les *régimes de communauté*, si la femme a dû, au cours du mariage, aliéner un de ses propres pour subvenir aux dépenses du ménage, elle aura droit, à la dissolution de la communauté, à une récompense sur les biens communs et ceux du mari. Sans doute, ce droit sera souvent plus théorique que pratique (1), puisqu'on suppose la communauté obérée, mais enfin il existe et pourra quelquefois s'exercer efficacement.

Solution semblable sous un *régime exclusif de communauté*. Si la femme a vendu un de ses biens pour subvenir aux charges, ou s'est engagée personnellement envers les créanciers, ce qui revient au même puisqu'alors toute sa fortune devient leur gage, elle aura droit à une compensation, sa part contributive ayant été dépassée.

De même encore, si une femme *séparée de biens* entame ses capitaux, ou si une femme dotale aliène quelque *paraphernal*, elle pourra en réclamer la valeur au mari retourné à meilleure fortune.

(1) Chéron, *op. cit.*, p. 754.

On s'est demandé s'il en serait de même au cas où, en vertu de l'art. 1558, ce serait le *capital dotal* qui aurait été aliéné, et un auteur (1) a cru pouvoir répondre qu'alors la femme n'aurait aucun recours contre son mari, parce que la loi lui fait un devoir d'aliéner ses biens dotaux pour entretenir le ménage. Un autre auteur (2) n'admet le recours de la femme que si la vente du bien a été une source d'enrichissement pour le mari, — si elle lui a, par exemple, permis de remonter un commerce, — et le lui refuse si le prix du bien a été simplement dépensé pour subvenir aux charges, la femme ayant alors seulement acquitté son obligation (3).

La confusion est visible ici entre l'obligation, dont nous avons reconnu la femme tenue sur tous ses biens, et la contribution, qui règle la répartition de cette obligation entre les époux. Par contrat la femme a limité sa contribution à ses revenus dotaux. Sans doute, si le ménage a de pressants besoins d'argent, l'immeuble dotal pourra être aliéné, aussi bien d'ailleurs que tout autre bien de la femme. Mais pas plus ici qu'ailleurs, celle-ci n'est tenue de supporter définitivement cette charge, qui dépasse la contribution

(1) Jouitou, t. II, n° 255.

(2) Hue, t. IX, n° 472.

(3) Sur la question de savoir si la femme aura recours pour tout ce qui aura été pris sur ses capitaux, ce que nous pensons, ou seulement dans la mesure où l'époux s'est enrichi, V. Lecourtois e Surville, t. I, n° 796 et 803, et t. III, n° 1720.

fixée par contrat de mariage. Il faut donc ici, comme dans tous les autres cas, donner à la femme, contre le mari, un recours pour tout ce qui a été pris sur sa dot (1). Ainsi seulement se trouvera respecté l'esprit du régime dotal qui limite si jalousement la contribution de la femme (2).

L'épouse, ayant aujourd'hui la libre disposition des produits de son travail, sera quelquefois obligée d'aliéner un *capital réservé* pour parer à des dépenses de ménage urgentes. Pourra-t-elle, en des temps meilleurs, recourir contre le mari, et obtenir de lui le remboursement de ce capital ? Nous ferons une distinction.

Si les époux sont mariés sous un régime non communautaire, ce capital, étant propre de la femme, devra lui être remboursé par le mari, seul tenu indéfiniment de toutes les charges.

S'ils ont adopté un régime de communauté, une question préalable se pose. Il faut se demander, en effet, si la loi de 1907 considère les biens réservés

(1) C'était d'ailleurs la solution expressément admise par la coutume de Normandie (art. 541). — En ce sens : Troplong, t. IV, n° 3456; Marcadé, sur art. 1558, n° 2; Guillouard, t. IV, n° 2028; Le Courtois et Surville, t. III, n° 1720; Chéron, *op. cit.*, p. 757. — Nîmes, 24 août 1842, S., 42, 2, 475; Trib. civ. des Andelys, 22 juin 1891, Pand. fr., 93, 2, 290, Req., 11 avril 1902, D., 1903, 1, 465 et note de Guénée.

(2) La jurisprudence ne permet cependant pas aux créanciers de la femme d'exercer ce recours à sa place. Elle voit là, avec juste raison, un droit personnel. Cass., 10 novembre 1897, D., 98, 1, 296; S., 98, 1, 353 et note de Boutaud.

comme communs, sauf à être soumis à un régime d'administration spécial et à être soustraits de la masse partageable en cas de renonciation de la femme ; ou comme propres de la femme tombant exceptionnellement dans la masse commune en cas d'acceptation. Dans le premier cas, la femme n'a jamais droit à une récompense, parce qu'elle a simplement acquitté les dettes communes que sont les charges du ménage avec des biens communs. Dans le second cas, au contraire, elle y aura droit, à condition de renoncer à la communauté.

Nous pensons que la première façon d'envisager la loi de 1907 est seule juste, étant donné que cette loi n'a pas voulu toucher à la question de propriété des biens réservés (1). Ceux-ci restent donc, en principe, communs, et la femme n'a droit à aucune récompense quand elle a payé avec eux les dettes du ménage.

SECTION VII. — LA FEMME PEUT-ELLE ÊTRE, SANS ENGAGEMENT PERSONNEL, TENUE, ENVERS LES CRÉANCIERS DU MÉNAGE, AU DELA DE SA CONTRIBUTION ?

Cette question, qui semble au premier abord se rattacher à l'obligation aux charges, mérite d'être examinée ici parce que, selon le sens dans lequel on la résoudra, elle aura une répercussion énorme sur la quotité de la contribution de la femme. Il est bien

(1) Pichon, *op. cit.*, p. 220 ; Le Courtois et Surville, *op. cit.*, n° 39. — Trib. civ. de Lannion, 8 février 1910, D., 1910, 2, 281.

évident, en effet, qu'admettre la poursuite directe de la femme par les créanciers du ménage, sans qu'il y ait d'engagement personnel de sa part, et alors qu'elle a déjà fourni au mari sa contribution, c'est la déclarer tenue indéfiniment des dettes de ménage ; car son recours contre le mari ne sera pas toujours possible ou efficace. On arrive ainsi à des solutions pratiques enlevant beaucoup d'importance au principe que la contribution de la femme est forfaitaire quand elle est prise sur ses *revenus*. Si l'on n'admet pas la poursuite directe des créanciers, on reconnaît, au contraire, un effet pratique considérable aux règles limitant la contribution de la femme.

La doctrine est assez divisée sur ce point. On peut répartir les auteurs en trois groupes d'après leur opinion.

Les uns admettent que la femme, même sans engagement formel, est tenue personnellement de toutes les charges, aussi bien de celles de ménage proprement dites que de celles d'entretien d'enfants (1). On s'accorde généralement pour repousser cette théorie ; car, alors, que signifieraient les nombreuses dispositions du Code qui supposent le mari agissant et contractant, et la femme lui versant seulement une part contributoire ?

L'opinion la plus répandue et qui paraît avoir passé

(1) Troplong, t. II, n° 1440 ; Guillouard, t. III, n° 1222 ; Aubry et Rau, t. V, § 516, note 67. — En ce sens, un arrêt de la Chambre des Requêtes du 27 janvier 1837. D., 37, 1, 142 ; S., 37, 1, 161, qu'on considère comme motivé en fait. — Voir une vive critique de cette opinion dans Laurent, t. XXII, n° 284. — Comp. Rodière et Pont, t. III, n° 1999.

dans la jurisprudence (1) n'admet la poursuite de la femme par les créanciers que pour l'entretien des enfants, parce qu'il y a là, dit-on, en vertu de l'art. 203 « une obligation personnelle de la femme, qui est tenue d'y pourvoir de ses deniers et au besoin pour le tout (2) ». On ajoute que la femme ne saurait, par la contribution, se libérer de cette obligation autrement que vis-à-vis de son conjoint, et que, si le mari ne fait pas honneur à ses engagements, les créanciers pourront s'en prendre à elle, « les conventions pouvant bien régler la part contributoire des époux dans l'acquittement de cette obligation, mais ne pouvant les soustraire aux poursuites personnelles auxquelles son inexécution les expose tous deux (3) ».

Mais, ici, ces auteurs eux-mêmes se séparent, les uns ne permettant de poursuivre la femme que si le mari est insolvable (4), d'autres allant encore plus loin et autorisant la poursuite même au cas de solvabilité du mari, mais, dans ce cas, pour moitié des charges d'éducation seulement (5). Bien entendu, on réserve toujours le recours de la femme contre son mari.

(1) Agen, 13 juillet 1849, D., 49, 2, 168 ; S., 49, 2, 367 ; Paris, 20 mai 1850, S., 50, 2, 387 ; Agen, 18 juin 1851, D., 51, 2, 223 ; S., 52, 2, 17 ; Bordeaux, 19 janvier 1888, S., 88, 2, 132.

(2) Planiol, t. III, n° 1438.

(3) Houques-Fourcade, t. III, n° 2001.

(4) Dutruc, « Traité de la séparation de biens judiciaire », n° 301 et 302 ; Planiol, *loc. cit.*

(5) Huc, t. II, n° 190 et t. IX, n° 276 ; Houques-Fourcade, *loc. cit.* — Cass., 21 mai 1890, D., 90, 1, 337, avec note de de Loynes ; S., 91, 1, 81, avec note de Bourcart.

Enfin, une troisième opinion, qui nous semble plus en harmonie avec l'esprit du Code, repousse toute idée d'obligation de la femme envers les tiers, aussi bien pour dettes d'entretien d'enfants que pour dettes de ménage proprement dites, à moins qu'il y ait, de sa part, un engagement personnel (1). Sans doute, fait-on remarquer, envers l'enfant l'obligation des parents est égale ; mais la façon de s'en acquitter est différente, et il s'en suivra pour le mari et la femme une différence dans leurs rapports avec les tiers. La femme est déchargée de son obligation par la remise à son conjoint du montant de sa contribution ; le rôle de la femme n'apparaît pas aux yeux des créanciers ; il se développe tout entier, peut-on dire, à l'intérieur du ménage. Au contraire, le rôle du mari est tout externe. Le mari est chef, perçoit les revenus de la femme affectés aux charges et les emploie seul. La question est alors de savoir, au cas d'insolvabilité du mari, qui il sera plus juste de sacrifier des créanciers ou de la femme. Contre la femme on fait valoir qu'elle doit surveiller l'emploi que le mari fait de sa contribution ; mais on oublie une chose, c'est que la femme n'a pas ce pou-

(1) Laurent, t. XXII, n° 284 (souvent cité en sens contraire) ; Le Courtois et Surville, t. III, n° 1491 ; Chéron, *op. cit.*, p. 760. — Telle est du reste la doctrine traditionnelle : Bourjon, « Dr. commun de la France », t. I, p. 511 ; Pothier, « Communauté », n° 464 ; Denizart, V° « Séparation », n° 3 ; cf. Merlin, Rép. V° « Séparation de biens », sect. 2, § 5, n° 8.

voir, que, « même lorsqu'elle supporte tous les frais, elle ne fait jamais que contribuer (1) », et que le mari, de l'aveu de tous, emploie cette contribution comme bon lui semble. Pas plus qu'elle n'a le droit de s'occuper de l'emploi de sa contribution, la femme n'a celui de s'occuper de l'éducation des enfants, tant que le père a la puissance paternelle. Pourquoi, alors, faire une différence entre les dettes de ménage proprement dites et les dettes d'entretien d'enfants, quand la femme n'a pas plus d'autorité pour l'engagement des unes que des autres ? Si quelqu'un est en faute ici, n'est-ce pas plutôt le créancier ? Il sait bien que, chef du ménage, le mari seul engage les dépenses ; c'est avec lui qu'il traite, à lui qu'il fait crédit. S'il s'agit des enfants, c'est lui seul qui dirige leur éducation et les place en pension. Le créancier aurait donc dû se renseigner sur la solvabilité du mari. S'il ne l'a pas fait, il est en faute. Quant à l'épouse, « elle a dû verser, volontairement ou après poursuites, sa contribution aux charges du conjoint. Si elle l'a fait, on ne peut pas dire qu'elle a mal payé ». Comment, alors, pourrait-elle « être contrainte de payer une seconde fois sur la poursuite du tiers ?... S'il en était ainsi, notre législation consacrerait une iniquité (2) ».

(1) Laurent, *loc. cit.*

(2) Le Courtois et Surville, *loc. cit.*

En résumé, la femme ne devrait jamais être considérée comme obligée envers les tiers pour entretien d'enfants ou pour autres dettes de ménage, à moins d'obligation personnelle de sa part. De cette façon, sa part contributoire ne dépasserait jamais le montant auquel l'ont fixée les conventions matrimoniales. Inversement, si on pouvait prouver un engagement personnel de la femme, qu'en pratique les créanciers ne manqueront jamais d'exiger si le crédit du mari ne leur inspire pas confiance, elle serait tenue sur tous ses biens ; mais ce serait alors en dehors de sa contribution, comme garante du mari et non comme épouse.

L'opinion que nous venons d'adopter en entraîne une autre sur un sujet que nous avons réservé (1) : la femme renonçante est-elle tenue des frais d'éducation faits avant la séparation de biens judiciaire ? Non, devons-nous répondre, puisque nous pensons qu'elle ne peut être tenue, vis-à-vis des tiers, au delà de sa contribution (2).

Toute cette section ne s'applique, répétons-le, qu'à la contribution sur les revenus. S'il s'agissait de contribution sur les salaires, la femme serait tenue, vis-à-vis des créanciers du ménage, sur tous ses biens réservés, puisque c'est elle qui emploie directement sa part contributoire sur les produits de son travail.

(1) V. *suprà*, p. 29.

(2) Le Courtois et Surville, t. III, n° 1485 bis.

CHAPITRE III

SANCTIONS

Si l'un des époux refuse de fournir sa contribution bien qu'elle soit exactement déterminée, des moyens doivent exister de le contraindre à remplir son devoir. Nous trouvons en effet dans la loi des sanctions contre la mauvaise volonté des époux.

Ici encore, comme pour l'organisation, comme pour la quotité de la contribution, se retrouvent deux systèmes bien distincts : l'un, organisé par le Code, et, sinon complété, du moins amélioré par la jurisprudence ; l'autre, établi par la loi du 13 juillet 1907. Le premier s'applique aux revenus, le second aux produits du travail, sans que jamais leurs effets puissent se confondre ; car les sanctions organisées par la loi du 13 juillet 1907 n'ont ni remplacé, ni suppléé celles du Code ; elles s'y sont seulement juxtaposées pour le cas spécial de contribution sur les salaires.

SECTION I. — SANCTIONS APPLICABLES AUX REVENUS DES ÉPOUX.

Comme conséquences du procédé de contribution du Code, nous allons retrouver le mari traité en chef, et la femme mal défendue contre les fautes de son conjoint.

§ 1. — **Sanctions contre la femme.**

Le mari est particulièrement favorisé. La plupart du temps toute sanction est superflue, mais, s'il en a besoin, la loi les lui accorde largement.

I. **Régimes où toute sanction est inutile.** Ce sont ceux où le mari a l'administration des biens sur lesquels est prise la contribution de la femme : régimes de communauté, exclusif de communauté, dotal. Il jouit des revenus de la femme, les perçoit et les administre lui-même. Quel besoin aurait-il d'une sanction ? N'a-t-il pas, contre la mauvaise volonté de son épouse, mieux qu'une sanction : la perception directe et l'usage de sa contribution ? Une sanction serait du reste impossible à établir, le mari ne pouvant se saisir lui-même.

II. Il n'en est plus de même si les époux sont mariés sous un **régime de séparation** conventionnelle ou judiciaire, ou sous un régime dotal ne comportant que des paraphernaux. Alors la femme perçoit elle-

même ses revenus et le mari peut craindre, qu'au lieu de lui remettre la part représentant sa contribution, elle ne garde le tout. Pour éviter la réalisation de ces craintes, une mesure est suffisante : permettre au mari de saisir les revenus détournés. C'est, à défaut de texte formel, ce que la jurisprudence, s'inspirant de principes certains, a fait. Le mari peut saisir, des revenus de la femme, une part égale à ce que devrait être sa contribution.

Peut-on aller plus loin et lui octroyer des garanties pour l'avenir ? La première et la plus sûre de toutes consisterait, dans la perception des revenus et dans l'administration, par le mari, d'une partie des biens de la femme suffisante pour assurer sa contribution (1). Mais il faut rejeter une telle pratique comme contraire à l'article 1449 qui donne à la femme séparée l'administration de tous ses biens. D'autre part, si le mari est créancier de son épouse, et s'il a comme tel les mêmes actions que tout créancier contre son débiteur, il n'a, pas plus qu'un autre, le droit de s'en approprier directement les revenus (2).

D'autres sûretés spéciales, cautionnement, hypothèque, sont-elles possibles ? La doctrine et la juris-

(1) Guillouard, t. III, n° 1226, admet cette pratique si la femme a déjà refusé sa contribution.

(2) Rodière et Pont, t. III, n° 1995 ; Jouitou, t. II, n° 493. — Bordeaux, 27 avril 1831, Rép. Dalloz, V° « Contrat de mariage », n° 1936 ; S., 31, 2, 208.

prudence sont d'accord pour dire que non. Les garanties ne peuvent exister que si elles ont été stipulées par les parties intéressées ou si elles sont accordées par la loi. Or, le mari ne peut montrer aucune convention ou se prévaloir d'aucun texte de loi ; il n'a droit, par conséquent, à aucune garantie (1). Cependant, si la femme a déjà fait montre de mauvaise volonté et si l'on peut craindre qu'elle refuse sa part contributoire, les tribunaux accordent soit un versement à titre de garantie, soit même une caution ou une hypothèque (2). Si on remarque que la condamnation de la femme au paiement de sa contribution entraîne une hypothèque judiciaire, on voit que le mari est généreusement protégé contre l'humeur dissipatrice de son épouse.

Une dernière hypothèse peut se présenter : la femme, lasse des réclamations de son mari, pourrait-elle lui abandonner l'administration et la jouissance de ses biens ? Non ; un tel engagement serait nul ; il violerait le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, en substituant, de façon détournée, à

(1) Troplong, t. II, n° 1438 ; Guillouard, t. III, n° 1226 ; Odier, t. I, n° 401 ; Rodière et Pont, t. III, n° 2186 ; Aubry et Rau, t. V, § 516, texte et notes 63 et 64 ; Laurent, t. XXII, n° 283 ; Huc, t. IX, n° 276 ; Chéron, *op. cit.*, p. 780 ; Le Courtois et Surville, t. III, n° 1488. — Riom, 3 février 1821, S., 23, 2, 23 ; Bordeaux, précité ; Poitiers, 17 février 1842, S., 42, 2, 472 ; Agen, 7 mars 1870, D., 70, 2, 131 ; S., 70, 2, 233.

(2) Poitiers et Agen, précités. — *Contra* : Rodière et Pont, *loc. cit.* ; Laurent, *loc. cit.* ; Aubry et Rau, *loc. cit.*

un régime de séparation, une sorte de régime exclusif de communauté (1). Cependant, si la convention avait été exécutée pendant un certain temps, il faudrait voir là une remise des revenus de la femme au mari, analogue au cas prévu par l'article 1539 (2).

Rappelons enfin que si la contribution de la femme devenait insuffisante, par suite de la diminution des ressources du mari, et qu'elle ne veuille pas l'augmenter, le mari pourrait l'y faire contraindre par les tribunaux.

§ 2. — Sanctions contre le mari.

Des protections dont la loi a gratifié le mari pour lui assurer la contribution de la femme, retrouvons-nous l'équivalent dans l'hypothèse inverse, quand il s'agit d'obliger le mari, soit à employer lui aussi une part raisonnable de ses ressources aux charges du ménage, soit à utiliser dans ce sens les sommes que la femme lui remet ? Disons tout de suite que la jurisprudence est ici en défaut, et que la femme n'a que des moyens très insuffisants pour exiger du mari l'entretien de la famille.

(1) Guillouard, t. III, n° 1187; Le Courtois et Surville, t. III, n° 1492. — Bordeaux, 23 mars 1848, D., 48, 2, 192; S., 48, 2, 345.

(2) On peut se demander, à propos de ces diverses questions, à quel moment la contribution est exigible ? Elle est destinée à être dépensée pour faire vivre la famille. Comme les pensions alimentaires, elle doit être payée d'avance.

I. La femme peut-elle saisir le mari ? — La première sanction qu'on imagine contre un débiteur qui ne paie pas, c'est la saisie. Ne peut-on voir dans le mari un débiteur du ménage et dans la femme un représentant de ce ménage pour saisir les revenus qui en sont détournés ? Ce n'est pas ce que pense la jurisprudence qui est assez dure pour la femme. Elle admet, avec les auteurs (1), que l'épouse abandonnée, ou qui a de justes motifs d'abandonner le domicile conjugal (2), réclame une pension pour elle et ses enfants. Elle admet aussi que la femme, séparée de son mari et qui a entretenu seule les enfants, peut saisir les biens de celui-ci pour le forcer à rembourser sa part contributive (3), mais, hors le cas de cessation de la vie commune, les tribunaux, approuvés par la majorité des auteurs (4), n'admettent ni la saisie par la femme de

(1) Laurent, t. III, n° 56 ; Huc, t. II, n° 232 ; Houques-Fourcade, t. III, n° 2136 ; Parmentier, *op. cit.*, n° 54 ; Rimbeaud, *op. cit.*, p. 29 — Bordeaux, 3 février 1853, D., 53, 2, 10 ; S., 53, 2, 260 ; Req., 20 novembre 1860, D., 61, 1, 303 ; Civ., 12 janvier 1874, D., 74, 1, 153 ; Req., 2 janvier 1877, D., 77, 1, 162 ; S., 77, 1, 237 ; Cass., 11 décembre 1888, S., 91, 1, 466. Pau, 8 mai 1890, S., 91, 2, 3 ; Douai, 26 mars 1901, D., 1902, 2, 188 ; Caen, 30 juin 1903, D., 1904, 5, 416.

(2) Certains auteurs et quelques décisions de tribunaux refusent cependant la pension à la femme quand elle a quitté, même avec de justes motifs, le domicile conjugal. V. Références dans Houques-Fourcade, *loc. cit.*, note 2.

(3) Paris, 7 décembre 1907, D., 1908, 2, 209 ; S., 1909, 2, 129.

(4) Laurent, t. III, n° 52 et 57 ; Aubry et Rau, t. V, § 470, note 3 ; Le Courtois et Surville, t. I, n° 193 ; Houques-Fourcade, t. III, n° 2129 ; Beudant, t. I, n° 309 ; Huc, t. II, n° 231. — Nancy, 6 juillet 1895, D., 96, 2, 181 ; S., 97, 2, 45.

ses propres revenus quand le mari ne les emploie pas aux charges, ni la saisie des revenus du mari quand il ne contribue pas, sur ses biens, aux dépenses du ménage.

De cela on donne deux raisons. Il serait, dit-on d'abord, impossible d'organiser une saisie, les revenus des époux, spécialement sous le régime de communauté, ne faisant qu'une seule masse entre les mains du mari. A cela on peut répondre que, si les revenus ne sont plus distincts une fois mis à la disposition du mari, il n'en est pas moins vrai que, par leur origine, ils le sont parfaitement, et qu'on pourrait fort bien, même sous un régime de communauté, saisir ceux du mari à leur entrée dans la masse des ressources du ménage.

Mais une deuxième objection, la vraie, a été faite contre la saisie : comment l'autoriser sans porter atteinte à l'autorité du mari ? N'est-il pas, en tant que chef, libre de disposer sans contrôle des ressources du ménage ; et ne serait-ce pas lui faire subir indirectement celui de la femme que l'obliger à justifier, devant les tribunaux, des sommes qu'il a dépensées pour le ménage ? — Et quand cela serait, répondent d'excellents auteurs (1), quel mal y aurait-il ? Le mari est-il un despote, et, parce qu'il est chef de famille, est-il au-dessus de toute juste critique ? Raisonner ainsi

(1) Tissier, *Rev. crit.*, 1897, p. 609 ; Chéron, *op. cit.*, p. 784 ; Pichon, *op. cit.*, p. 426.

« c'est plus que respecter un principe ; très évidemment c'est en permettre l'abus sans contrôle et sans recours (1). » Or la loi n'a donné tous ses pouvoirs au mari que pour mieux assurer la vie de la famille. Si, par sa faute, elle manque de ressources, il faut non pas se servir du principe de la loi pour aggraver le mal, mais, au contraire, le tempérer pour tâcher d'éviter la détresse du ménage. Il faut placer l'intérêt de celui-ci au-dessus de l'autorité maritale. Procéder autrement c'est enlever toute sanction au devoir du mari de subvenir aux charges ; c'est « supprimer en fait une obligation formellement établie par le Code » (2).

Si logique que soit cette argumentation, il n'en est pas vrai que la jurisprudence refuse à la femme tout droit de saisie (3). Cependant un arrêt de la Cour de Bruxelles, du 29 mai 1820, admet que l'épouse peut faire condamner le mari à lui fournir les choses nécessaires à l'existence, et cela pendant la vie commune, mais en précisant les choses qui lui manquent. Laurent, qui approuve cet arrêt (4), fait observer qu'il n'y a pas là une dérogation au principe qu'entre époux vivant en commun il n'y a pas lieu à pension alimentaire, mais qu'il faut simplement voir dans cet

(1) Pichon, *loc. cit.*

(2) Chéron, *loc. cit.*

(3) V. les motifs caractéristiques de l'arrêt, précité, de la cour de Nancy.

(4) Laurent, t. III, n° 57.

arrêt la sanction de l'obligation pour le mari de fournir à sa femme ce qui est nécessaire à sa subsistance. Pourquoi alors ne pas élargir cette action, ne pas donner à la femme un moyen de contraindre le mari à fournir, non pas telle ou telle chose, mais une contribution raisonnable sur ses revenus ? Pourquoi, devant la faute du mari, laisser la femme impuissante ? Il y a certainement là une interprétation trop étroite du Code, et la jurisprudence s'est laissé fasciner par l'autorité du mari.

II. **Mandat.** Les tribunaux n'en ont pas moins tenté de protéger la femme, et cela par l'extension, qu'il y ait ou non vie commune, du mandat tacite qu'elle possède pour les dépenses du ménage. Quand le mari ne remet pas à la femme l'argent nécessaire, le juge continue à voir dans les achats à crédit de celle-ci l'exécution du mandat marital (1). Il est même allé beaucoup plus loin et a reconnu le mari tenu de dettes faites par sa femme dans l'intérêt du ménage alors qu'il avait formellement déclaré ne pas vouloir payer ces dettes. Un arrêt de la Cour de Dijon est typique (2). Un sieur de Chanay, en instance de séparation de corps, avait fait défense à un hôtelier, chez qui sa

(1) V. les arrêts rapportés par de Loynes, note dans Dalloz, 1891, 2, 257. — Basset, « Le rôle de la femme mariée dans la gestion des intérêts pécuniaires de l'association conjugale » (thèse, Paris, 1896), p. 285 et s. L'auteur y montre que le motif déterminant de la jurisprudence en matière de mandat est l'intérêt de la famille.

(2) Dijon, 11 juillet 1872, S., 73, 2, 104.

femme s'était retirée avec ses enfants, de les recevoir et de les nourrir. L'hôtelier, n'en ayant pas pas moins fourni l'entretien, en demanda le remboursement à de Chanay qui fut condamné pour cette raison qu'il n'avait « pu avoir un seul instant la pensée, quels qu'aient été les torts qu'il impute à Collet (l'hôtelier), de s'exonérer entièrement, pour le temps dont il s'agit, de l'obligation que la loi lui impose vis-à-vis des enfants, en laissant à la charge de celui-ci tous les soins et frais de son exécution » ; qu'il n'a pas justifié avoir rempli ses devoirs en fournissant à la femme une pension, et qu'il ne peut être dispensé de payer ces dépenses par cette raison que Collet a hébergé la dame de Chanay alors qu'il le lui avait formellement interdit. Il est vrai que cet arrêt fut cassé par la Cour de cassation (1); mais il résulte clairement des motifs de l'arrêt de cassation qu'il ne l'a été que pour annuler la pension de la femme, qui était dans son tort en abandonnant le domicile à elle assigné par le président du tribunal, et qu'il approuve la décision de la Cour d'appel en ce qu'elle oblige le mari à rembourser les fournitures faites, malgré sa défense, pour l'entretien des enfants.

La jurisprudence a donc trouvé dans le mandat tacite un moyen indirect de contraindre le mari à entretenir la famille; mais combien ce moyen est

(1) Cass., 12 janvier 1874, S., 74, 1, 305.

insuffisant ! Pour que les tribunaux admettent le mandat il faut que les dépenses faites par la femme aient été proportionnées aux ressources du ménage. Cela est fort logique, mais, du coup, le système de la jurisprudence manque son but. Les fournisseurs ne peuvent connaître les moyens de leurs clients, et, plutôt que de voir leurs notes diminuées par le juge, ils s'abstiendront de faire crédit. Il faudrait donc que la femme ait la disposition de l'argent du ménage et puisse payer comptant, mais nous avons vu précisément, qu'au moins en cas de vie commune, la jurisprudence lui refusait de saisir les revenus du mari.

III. **Séparation de corps.** Il ne reste alors qu'une ressource à la femme, c'est de se mettre dans la situation où on lui permet cette saisie, c'est-à-dire de demander la cessation de la vie commune, la séparation de corps. Elle l'obtiendra certainement pour injure grave (1), et pourra alors saisir, des revenus du mari, ce qui lui est nécessaire pour elle et ses enfants. Seulement, on peut trouver cette sanction bien brutale et aussi à double tranchant, car c'est frapper la femme en même temps que le mari que l'obliger à demander la séparation ; et l'on ne lit pas sans quelque surprise ces motifs d'un jugement repoussant une demande en pension alimentaire faite par une femme vivant avec

(1) Nancy, 28 janvier 1841. Rép. Dalloz. V° Cont. de mar., n° 1950; Nancy, 6 juillet 1895, précité.

son mari : « attendu que les faits allégués seraient de nature, s'ils étaient établis, à faire prononcer la séparation de corps, mais qu'ils ne seraient point susceptibles de justifier la demande de pension alimentaire déférée à l'appréciation de la Cour » (5). Ainsi une femme demande du pain, on lui offre la rupture de la vie conjugale ! Il y a là de quoi s'étonner.

Sans doute la seule crainte de la séparation peut amener le mari à de meilleurs sentiments ; mais si ce résultat n'est pas atteint et que la femme ne mette pas sa menace à exécution, la famille sera, par la suite, encore plus mal partagée. On objecte encore que les ménages sont bien rares qui subsistent quand les discussions sont à ce point vives qu'elles finissent au prétoire. Peut-être ; mais peut-être aussi une jurisprudence permettant la saisie des revenus du mari dès que celui-ci commence à manquer à ses devoirs aurait enrayé le mal et empêché une rupture. C'est ce que la loi de 1907 a fait pour les salaires.

Ainsi, tandis que le mari a toujours des sanctions suffisantes pour obtenir de sa femme sa contribution sur ses revenus, l'épouse se trouve à peu près désarmée contre la mauvaise volonté d'un conjoint qui ne veut pas supporter sa part de charges, et, pour retrouver quelques moyens d'action, elle est obligée de cesser la vie commune.

(1) Nancy, 6 juillet 1893, précité.

SECTION II. — SANCTIONS APPLICABLES AUX SALAIRES DES ÉPOUX

Dans les sanctions qu'elle a établies, la loi de 1907 est aussi différente de la législation antérieure qu'elle l'est en matière d'organisation et de quotité de la contribution. Tandis què, d'après le Code et la jurisprudence qui en est issue, les époux sont traités de façons différentes, sous l'empire de la loi de 1907 leur situation est semblable. Le législateur a compris qu'à l'égalité des devoirs devait correspondre l'égalité des sanctions, et il l'a établie. Il faut l'en féliciter. Voici donc le principe de la loi nouvelle : le mari et la femme peuvent saisir réciproquement leur salaire, quand l'un d'eux ne subvient pas aux charges de son propre mouvement et dans la proportion que nous avons déterminée. Cette saisie est autorisée par le juge de paix après une brève procédure de conciliation et d'instruction.

Nous examinerons successivement les conditions de cette saisie et la procédure à laquelle elle est soumise.

§ 1^{er}. — **Qui peut saisir ?**

Les deux époux sont désormais sur un pied parfait d'égalité. La femme peut saisir les salaires du mari s'il ne subvient pas spontanément aux charges, c'est la grande innovation de la loi au point de vue des

sanctions, et, naturellement, le mari conserve le pouvoir de saisie sur les salaires de son épouse si c'est elle qui ne participe pas aux dépenses communes.

La saisie est permise même si les conjoints n'ont pas d'enfants issus du mariage. La proposition Jourdan (1), qui limitait au tiers des salaires le droit de saisie au cas d'absence d'enfance, fut élargie, et, dans le texte définitif, les droits des époux sont semblables, qu'il y ait ou non des enfants.

La même proposition n'autorisait aussi la saisie qu'au cas où le mari abandonnerait la femme. Rien de tel n'a passé dans la loi et, même quand la vie commune continue, l'épouse a le droit de saisir les salaires du mari, s'il ne remplit pas son devoir. Cependant, une difficulté en sens inverse est née : on s'est demandé si la saisie, dans la forme que lui a donnée la loi de 1907, pourrait encore s'exercer au cas de séparation de fait des époux. Nous admettrons pour l'instant cette opinion, nous réservant de la justifier plus loin, et nous nous demanderons seulement dans quelle mesure les conjoints séparés de fait peuvent se saisir l'un l'autre. Pour l'époux abandonné, pas de difficultés. Il pourra toujours se procurer, par la saisie, la contribution de l'autre (2). De même, si la femme n'a abandonné le

(1) V. p. 41.

(2) Paix Saint-Gilles, 15 mai 1908, D., 1908, 5, 59. — En sens inverse, l'époux à qui est imputable la séparation de fait ne peut saisir, pour contribution aux charges, les salaires de l'autre : Paix Brest, 8 octobre 1909, D., 1910, 2, 281.

domicile conjugal que par la faute du mari, elle pourra saisir ses salaires (1). Si, au contraire, elle ne peut invoquer de griefs contre lui pour justifier son départ, il n'y a pas lieu d'autoriser la saisie du mari (2). Tout ceci n'est, en somme, que la confirmation de la jurisprudence antérieure (3).

Les époux dont le mariage est antérieur à la loi du 13 juillet 1907 peuvent-ils exercer la saisie organisée par cette loi ? Cela ne peut faire de doute même pour le mari. L'article 11 a bien un sens un peu étroit quand il dit que « les dispositions de la présente loi pourront être invoquées même par les femmes mariées avant sa promulgation » ; mais, du moment que la procédure nouvelle s'applique en faveur de la femme, on ne peut en refuser l'avantage au mari. Quant aux termes de l'article, ils s'expliquent parce que la loi a eu surtout pour but le développement des pouvoirs de la femme ; c'était donc à son égard que la précision de la rétroactivité était nécessaire.

(1) Paix Paris XVIII^e, 4 octobre 1907, D., 1908, 5, 19 ; Paris, 7 décembre 1907, D., 1908, 2, 209 ; S., 1909, 2, 129 ; Paix Montebureau, 13 avril 1910, *Bulletin spécial des décisions des juges de paix*, 1911, p. 2.

(2) Paix Versailles, 9 novembre 1910, *Bull. spéc. des décis. des juges de paix*, 1911, p. 1. — Si l'époux fautif ne demandait que des aliments, on ne saurait les lui refuser ; seulement il ne s'agirait plus de contribution aux charges mais de pension alimentaire ; V. note de Planiol, D., 91, 2, 349.

(3) Le Courtois et Surville, *op. cit.*, n° 21 ; Chéron, *op. cit.*, p. 788 ; Gaudemet, *Rev. trim.*, 1909, p. 380 ; Lalou, note, D., 1909, 2, 17.

Enfin, il n'est pas inutile de faire remarquer que la femme a le droit de saisir les salaires du mari même si sa profession n'est pas indépendante de la sienne, même si elle n'en exerce aucune. C'est toute femme qui peut saisir les gains de son époux. Cela résulte des termes généraux de l'article 7. La loi a donc créé deux catégories de femmes : celles qui, travaillant, peuvent administrer les produits de leur labour ; celles dont le mari gagne sa vie, et qui, toutes, quelles que soient leurs occupations personnelles, peuvent, en cas de besoin, saisir le salaire marital.

§ 2. — But de la saisie.

L'article 7 nous dit : « Faute par l'un des époux de subvenir... aux charges du ménage, l'autre époux pourra... saisir-arrêter... ». C'est donc pour contraindre un des époux à subvenir aux charges du ménage que l'autre peut saisir son salaire. Mais qu'entend la loi par le mot « ménage » ? Cette question, qui semble oiseuse au premier abord, mérite cependant d'être étudiée de près, en raison d'une opinion soutenue par un savant auteur dont l'analyse nous semble ici en défaut. En un mot, il s'agit ici de déterminer si l'époux peut saisir les salaires de l'autre uniquement pour son entretien personnel, ou pour toutes les dépenses de la famille et en particulier pour celles nécessitées par les enfants. M. Wahl adopte la

première opinion (1) ; nous croyons, avec la Cour de Paris (2), que la seconde est seule juste. Les arguments de M. Wahl sont de trois sortes : l'un tiré de l'histoire de la loi ; d'autres, de son esprit et de ses dispositions générales ; le dernier, du texte même de l'article 7.

Les premiers projets de loi ne donnaient le droit de saisie qu'au cas d'existence d'enfants. Cette condition ayant été supprimée, M. Wahl en déduit que l'époux n'a plus le droit de saisir dans l'intérêt de toute la famille mais seulement dans le sien. Nous ne pouvons accepter ce raisonnement. Que la condition ait été supprimée, c'est évident ; mais qu'il en résulte une diminution des pouvoirs de l'époux, non. On avait d'abord admis la saisie sous certaines conditions pour éviter les abus de saisie pour intérêt personnel des époux ; quand on a supprimé ces conditions, on a, par là, augmenté le droit de saisie pour entretien personnel, mais on ne l'a nullement diminué en ce qui concerne l'entretien des enfants. Et on ne peut vraiment trouver autre chose dans le passage du rapport cité par M. Wahl (3).

Voici le deuxième argument : « Si l'un des époux avait le droit de se faire attribuer à lui-même les

(1) Note (§ II) sous Paris, 7 décembre 1907, S., 1909, 2, 129.

(2) Paris, 7 décembre 1907, D., 1908, 2, 209 ; S., 1909, 2, 129.

(3) Comp. rapport Guillier, J. O., 1907, Sén., Doc. parl., Ann., p. 54.

sommes destinées à l'entretien des enfants, la loi ne se comprendrait plus ; car, pourquoi l'époux saisissant aurait-il, surtout si c'est la femme qui n'a pas la gestion des affaires du ménage, qualité *pour se faire verser les salaires de son conjoint et les verser ensuite lui-même aux enfants* ? Ne serait-il pas plus naturel que le mari fut condamné à faire lui-même ce versement ? Et comment se ferait-il que la loi n'eut pas pris les précautions nécessaires pour que les salaires, saisis par l'époux et touchés par lui, fussent consacrés à leur véritable destination ? » Et M. Wahl ajoute que, le cas de séparation de fait mis à part, si le législateur avait voulu accorder la saisie pour les frais d'entretien des enfants au domicile commun, il aurait vraisemblablement « apporté à ce droit certaines limitations, et, au lieu d'admettre la saisie sans restriction, aurait permis à l'époux saisi d'engager un débat sur le point de savoir s'il n'y a pas lieu de lui confier à lui-même l'entretien de l'enfant, ou de le confier à un tiers, auquel seraient versées les sommes saisies. » — Il semble qu'on perde ici de vue le but et la portée de la loi. Nous avons vu qu'elle a été conçue pour donner à l'épouse fidèle à son devoir, à la femme en particulier, le moyen de procurer des ressources à la famille. On a envisagé l'hypothèse où le mari dissipe l'argent du ménage ; on a apporté à cette situation le remède le plus sage, en donnant alors à la femme la disposition de cet argent. Et maintenant on se demande

pourquoi l'époux saisissant aurait le droit de se faire attribuer à lui-même les sommes destinées aux enfants ? Mais, précisément, parce que le conjoint saisi n'emploie pas ces sommes comme il le faudrait. Si, en pareil cas, l'époux raisonnable ne prend pas l'intérêt des enfants, qui est-ce qui le prendra ? Seront-ce les enfants eux-mêmes, souvent très jeunes ? Faudra-t-il leur faire nommer un administrateur *ad hoc*, alors qu'on en possède un et le meilleur de tous : la mère ? On dit que l'époux devrait être condamné à faire lui-même le versement. Mais à qui le fera-t-il, ce versement ? Aux enfants ? C'est impossible. On ne voit alors que l'autre époux pour le recevoir. Quant aux précautions pour que les salaires saisis aillent à leur vraie destination, sont-elles si nécessaires, et ne peut-on pas faire crédit à l'époux et surtout à la femme qui en aura eu le courage, — car il lui en faudra souvent un véritable, — de saisir les revenus de son conjoint ? Enfin, quoi qu'on en dise, la saisie n'est pas admise sans restriction. Le juge de paix a le devoir de faire une enquête avant de l'autoriser. Si elle est permise, on peut avoir la certitude que l'intérêt des enfants est en de meilleures mains qu'auparavant, car rien n'est plus grave pour un père ou une mère que de ne pas subvenir à l'entretien de ses enfants.

Reste l'argument tiré des termes mêmes de l'art. 7. Celui-ci donne à l'époux le droit de saisir, des salaires

de son conjoint, une part « en proportion de ses besoins ». Voilà, dit-on, la preuve que la saisie ne peut avoir lieu que pour entretien personnel de l'époux. — C'est vraiment attacher une bien grande importance à une locution. Le législateur moderne n'est pas à ce point soigneux de ses expressions qu'on puisse, pour un mot, supprimer les conséquences les plus importantes d'une loi, car il ne faut pas s'illusionner, adopter l'interprétation de M. Wahl c'est restreindre considérablement la portée de la loi de 1907. Du reste, si l'on réfléchit que l'époux saisissant supporte, au moment où il demande la saisie, tout le poids de la famille, on peut très bien entendre par « ses besoins », non seulement ses besoins personnels, mais encore ceux auxquels, par la faute de son conjoint, il est obligé de subvenir seul, ceux des enfants. L'expression n'est donc pas aussi étroite qu'elle en a l'air. Enfin l'art. 7 emploie aussi les mots « charges du ménage », et ce sont eux qui révèlent le vrai but de la saisie, car ils sont répétés dans le titre de la loi et expriment fort bien la pensée, si claire, du législateur : fournir des ressources à la famille, au père, à la mère, aux enfants (1).

(1) Pour diminuer la force d'argumentation de ces mots, les auteurs que nous combattons raisonnent par l'absurde. Les charges du ménage, disent-ils, ne comprennent pas seulement l'entretien des parents et des enfants, mais encore toutes les pensions alimentaires et autres charges qui naissent du mariage. Ils en déduisent que, la saisie n'ayant certainement pas été établie pour subvenir à

Tout le raisonnement de M. Wahl tend du reste à un but : repousser le principe que, depuis la loi de 1907, un époux peut agir contre son conjoint pour l'obliger à contribuer à l'entretien de l'enfant, avant d'avoir fait lui-même la dépense de cet entretien. Cela suppose, en effet, que les parents contractent, en vertu de l'art. 203, l'obligation d'entretenir l'enfant, non pas vis-à-vis de l'enfant, mais l'un vis-à-vis de l'autre ; et c'est ce que n'admet pas M. Wahl (1). Pour notre part, nous ne verrions, à l'application d'un tel principe, que des avantages, et nous ne pourrions qu'applaudir à une jurisprudence qui, déjà esquissée avant la loi de 1907 (2), entrerait résolument dans une telle voie. Peut-être faut-il en voir la première espèce dans l'arrêt précité de la Cour de Paris. Quel meilleur protecteur de l'enfant, en effet, que ses parents, et comment ne pas donner le plus de pouvoirs possible à celui des deux qui prend son intérêt contre l'autre ? Nous n'irons pas plus loin dans cette question d'obligation, et, pour en revenir à celle qui nous intéresse, nous

ces charges, ne doit pas s'appliquer davantage à l'entretien des enfants, mais seulement à celui du ménage, *stricto sensu*, c'est-à-dire des époux. Pourquoi ne pas vouloir prendre les mots « charges du ménage » dans leur acception la plus commune et la plus naturelle, en entendant par là l'entretien des conjoints et de leurs enfants ?

(1) Dans le même sens : Houques-Fourcade, t. III, n° 2018 ; Planiol, t. I, n° 1681 et 1686 ; Bourcart, note sous Cass., 21 mai 1890, S., 91, 1, 81. Comp. Chéron, *op. cit.*, p. 748, note 1.

(2) Nancy, 15 avril 1899, S., 1902, 2, 153 et note de Tissier.

dirons qu'un époux peut saisir, des salaires de l'autre, une part suffisante, non seulement pour assurer son entretien personnel, mais encore, s'il le faut, celui des enfants communs. La Cour de Paris a interprété fort correctement le texte législatif.

Une autre question peut se rattacher au but de la saisie. Le juge de paix peut-il autoriser la saisie alors que les besoins du demandeur ne sont ni immédiats, ni indispensables ? Nous pensons que oui. Ce n'est pas une raison parce qu'un des époux a des moyens d'existence pour lui laisser supporter seul toutes les charges du ménage. Qu'en cas de ruine d'un des conjoints l'autre les supporte toutes, rien de plus juste ; mais, si les deux époux ont des ressources, ils doivent l'un et l'autre contribuer aux dépenses. Sitôt que l'un manque à son devoir, l'autre peut l'y contraindre, fut-il lui-même fortuné. Le juge de paix ne doit pas être considéré comme une sorte de juge de référé parant à des situations urgentes par des décisions provisoires. Ses jugements sont définitifs, tant, au moins, que la situation des époux reste la même, et il doit, comme le veut la loi, obliger les époux à contribuer en proportion de leurs facultés (1).

(1) En sens contraire : Paix, Charenton, 16 février 1910, D., 1910, 2, 281 et note critique de Lalou.

§ 3. — **Objet de la saisie.**

La saisie portera naturellement sur les salaires gagnés par l'époux saisi et qui lui sont encore dûs ; mais la loi de 1907 va plus loin et présente à ce sujet une particularité remarquable. La saisie-arrêt peut frapper des créances qui ne sont pas encore échues, des salaires non encore gagnés. C'est une sorte de saisie éventuelle qui se réalisera au fur et à mesure que les créances viendront à terme. Cela résulte des termes de l'art. 7 et présente un grand avantage. L'époux saisissant n'a pas besoin de renouveler la saisie chaque fois que des salaires sont échus. Il est autorisé, une fois pour toutes, pour les salaires à venir. Toute autre législation aurait été inefficace, étant données les dates rapprochées auxquelles sont d'habitude perçus les gains (1).

En sens inverse, la saisie peut-elle porter sur des gains déjà économisés ; frappe-t-elle les salaires capitalisés ? Pour soutenir l'affirmative, on peut faire valoir qu'il s'agit véritablement là de produits du travail, et que la loi ne fait aucune distinction entre les salaires capitalisés et ceux qui ne le sont pas. Mais M. Chéron fait remarquer qu'il y a deux raisons pour repousser une telle doctrine (2). D'abord le mari serait avantagé :

(1) Houques-Fourcade, t. III, n° 2129 quinquies ; Chéron, *op. cit.*, p. 787 ; Le Courtois et Surville, *op. cit.*, n° 24.

(2) Chéron, *op. cit.*, p. 789.

tandis qu'il pourrait saisir les biens réservés dont la qualité est facile à prouver (arg. art. 4), la femme ne pourrait jamais en faire autant envers le mari, celui-ci pouvant toujours prétendre que ses économies ne proviennent pas de ses salaires mais de ses revenus, et aucune preuve contraire ne pouvant être faite. Cet argument ne nous semble pas irréfutable, car la loi de 1907 n'a pas établi la parfaite égalité des époux, nous le verrons à propos de l'art. 2, et on pourrait, à la rigueur, soutenir qu'il y a là une seconde inégalité voulue par la loi. Mais une autre raison est péremptoire : l'art. 7 ne parle que de saisie-arrêt ; or, si la loi avait permis la saisie des économies, elle aurait prévu aussi la saisie immobilière, car les économies peuvent être placées en immeubles, et il serait inadmissible qu'elles soient saisissables ou non selon qu'elles consisteraient en valeurs mobilières et immobilières. A cela on peut ajouter que la loi n'a pas un but si large. De sa conception primitive de la loi ouvrière, elle a toujours gardé, surtout dans sa deuxième partie, comme une atmosphère de pauvreté avec laquelle ne s'allie pas la saisie des capitaux.

Pour les mêmes raisons, la saisie de la loi de 1907 ne pourrait davantage s'exercer sur les fruits de ces capitaux. Ce ne sont vraiment plus là des salaires mais des revenus, auxquels on doit appliquer — uniquement, du reste, en ce qui concerne la contribution — la législation ancienne.

§ 4. — **Montant de la saisie.**

Comment le juge évaluera-t-il la part pour laquelle l'époux poursuivi doit être tenu de contribuer aux charges ? Il devra nécessairement faire une enquête pour connaître la situation pécuniaire des époux. Quand l'un d'eux aura, en plus de ses salaires, des revenus, fixera-t-il la part contributoire de l'époux d'après l'ensemble de ses ressources ou seulement d'après ses salaires ? Nous avons étudié la question à propos de la quotité. Nous n'y reviendrons pas. Nous rappellerons seulement qu'une solution unique est impossible, et que des distinctions s'imposent (1).

§ 5. — **Juge compétent.**

Le juge de droit commun en matière de saisie-arrest des salaires et des petits traitements est le juge de paix (loi du 12 janvier 1895). C'est lui aussi qui décide des pensions alimentaires n'excédant pas 600 francs par an et fondées sur les articles 205 et 207 du Code civil (loi du 12 juillet 1905, art. 7). Ce juge était donc tout indiqué pour examiner la question de contribution des époux sur leurs salaires. Il est de plus tout près des plaignants et ses décisions sont rendues

(1) V. p. 88 et s.

rapidement et sans frais, choses particulièrement nécessaires en ces sortes d'affaires.

I. Le juge compétent est toujours celui du domicile du mari. Ainsi, lorsque celui-ci voudra poursuivre la femme qui l'a abandonné, il le fera devant le juge de son domicile à lui. L'épouse a en effet pour domicile légal celui du mari. D'ailleurs cela n'entraînera jamais d'injustice (art. 7).

II. Pour que le juge de paix soit compétent, il faut que l'époux demandeur prétende à une contribution de son conjoint « aux charges du ménage ». Nulle difficulté si les conjoints vivent ensemble. Mais on s'est demandé, devant les termes de la loi, si celle-ci s'appliquerait encore au cas où les époux ne vivraient plus ensemble mais seraient séparés de fait. Il n'y a plus alors de ménage ; et un jugement du tribunal de Boulogne (1) n'a pas admis, dans ce cas, la compétence du juge de paix. Il n'en est pas moins vrai que la difficulté soulevée n'existe pas, et que le juge de paix est compétent même au cas de séparation de fait. C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation, réformant le jugement de Boulogne (2).

Il ressort bien en effet des travaux préparatoires que la saisie-arrêt peut être autorisée, que la vie com-

(1) Trib. civ. de Boulogne-sur-Mer, 5 mars 1908, D., 1909, 2, 17 et note critique de Lalou.

(2) Cass., 1^{re} février 1909, D., 1909, 1, 85 ; S., 1909, 1, 209 et note de Tissier ; Paix, Brest, 8 octobre 1909, D., 1910, 2, 281.

mune continue ou ait cessé, et que la loi veut moins parler ici de ménage que de mariage. Le projet de la loi du Sénat de 1905 ne prévoyait même la saisie qu'au cas d'abandon de la femme par le mari. Le texte s'élargit peu à peu et prévoit même le cas où les époux vivent ensemble, mais tout en restant plus particulièrement destiné, en pratique, au cas de séparation. Cette phrase d'un rapport est particulièrement typique et suffirait à elle seule à lever les doutes : les expressions employées par la loi « englobent le cas, qui est le plus fréquent, d'abandon par un des conjoints du domicile conjugal (1) ». Le tribunal de Boulogne alléguait encore un autre motif, l'inutilité de la saisie au cas de séparation, la jurisprudence ayant déjà paré, par une pension alimentaire, à cette situation. Mais à cela on peut répondre qu'une simplification de procédure et une diminution de frais ne sont pas choses inutiles, et que, de plus, il serait inadmissible que l'époux vivant avec son conjoint échappa à la saisie qui le frappe par l'abandon du domicile conjugal (2).

III. Le juge de paix doit donc recevoir la demande de saisie-arrêt, même au cas de séparation de fait des époux. Mais peut-il, de plus, la déclarer bien fondée ? La Cour de cassation ne s'est pas prononcée sur ce point. La difficulté provient de ce qu'une enquête sera

(1) Rapport Guillier, *J. O.*, 1907. Sén., Doc. parl., Ann., n° 77.

(2) Le Courtois et Surville, *op. cit.*, n° 21 ; Gaudemet, *op. cit.*, p. 380 ; Chéron, *op. cit.*, p. 788.

nécessaire pour prouver les torts de l'époux, et que l'appréciation de ces torts aurait, dit-on, l'inconvénient de faire apprécier par le juge de paix les dissentiments d'entre époux qui peuvent donner lieu à une séparation de corps. Le juge de paix serait, par là, amené à statuer sur une matière de la compétence du tribunal civil. Aussi le tribunal de paix de Brest (1) n'a-t-il pas cru devoir procéder à une enquête pour déterminer les torts de l'époux défendeur ; et il a donné au demandeur un délai pour introduire une instance en divorce, passé lequel délai la saisie des salaires de l'époux deviendrait caduque. Nous pensons que le juge de Brest s'est doublement trompé.

Le juge de paix, puisqu'on lui a reconnu compétence pour déterminer la contribution des époux sur leurs salaires, doit avoir les moyens de rechercher qui a raison, c'est-à-dire de faire une enquête, et cela même au cas de séparation de fait des époux puisque sa compétence est reconnue même alors. La seule logique exige cette solution ; elle est de plus très juridique. Les scrupules du juge de Brest ne sont pas fondés. Le juge de paix qui autorise une saisie des salaires ne se prononce ni sur le même point, ni d'après les mêmes raisons que le tribunal civil auquel on demande la séparation. Au juge civil les époux réclament la cessation d'un devoir, celui de vie commune ; au juge

(1) Paix, Brest, précité.

de paix ils demandent l'accomplissement d'un autre devoir, celui de contribution. Le tribunal civil ne doit prononcer la séparation que pour des motifs limitativement énumérés par la loi ; le juge de paix n'a qu'une question à résoudre : l'époux défendeur est-il dans son tort en ne participant pas aux charges. Il ne saurait donc y avoir de conflit de compétence.

Quant à l'obligation, que le juge de Brest impose à l'époux demandeur, d'introduire une instance en séparation dans un certain délai, sous peine de voir la saisie-arrêt devenir caduque, elle ne saurait être approuvée. Une telle décision est illégale. La séparation de fait n'est pas défendue par la loi, du moins quand les époux sont consentants ; elle est même reconnue par les tribunaux qui souvent tiennent compte de cette situation. La décision du juge de Brest est, de plus, funeste ; n'aurait-elle pas pour effet d'augmenter le nombre des séparations de corps toujours plus regrettables que les séparations de fait auxquelles les époux peuvent plus facilement mettre fin (1) ? Ainsi, le juge de paix, pour savoir de quel côté sont les torts, pourra recourir aux mesures habituelles d'instruction, notamment à une enquête.

(1) M. Lalou (note dans D., 1910, 2, 281) fait valoir, pour repousser l'opinion du juge de Brest, qu'avant 1907, le Tribunal civil pouvait ordonner l'enquête. Il en conclut que, le juge de paix ayant succédé aux pouvoirs du tribunal civil, doit avoir, comme lui, le pouvoir d'enquêter. Cela est logique certes, mais n'est-ce pas là précisément ce qu'il faut démontrer ?

IV. Tout ce qui précède n'a trait qu'à la séparation de fait des époux. Par contre, ce n'est plus le juge de paix mais le tribunal civil ou son président qui sont compétents pour déterminer la contribution, dès qu'une instance en séparation ou divorce a été introduite. La question de contribution n'est plus alors qu'un point d'un litige plus important et plus complexe sur lequel le tribunal civil seul peut statuer; et, puisque un juge supérieur est incidemment saisi de cette question, le juge de paix n'a plus aucun pouvoir et doit se dessaisir de l'affaire. L'instance en séparation forme un tout dont on ne peut distraire aucune partie (arg. des art. 238, al. 2 et 5 et 240, al. 2 du Code civ.).

A plus forte raison, quand la contribution a été fixée par le tribunal ou son président, l'époux demandeur ne saurait-il y renoncer pour en demander une plus forte au juge de paix (1). De même, celui-ci ne serait plus compétent pour la simple autorisation d'une saisie-arrêt, si la contribution avait été fixée par le tribunal civil, qui, ayant déterminé le montant de cette contribution, doit être seul à connaître des difficultés d'application de sa décision et des moyens propres à en assurer l'exécution (2). Si l'autorisation avait été accordée avant l'introduction de la procédure de séparation, elle cesserait de plein droit de produire

(1) *Contra* : Paix, Saint-Nazaire, 26 juillet 1909. D., 1910, 2, 9.

(2) Paix, Brest, précité; Trib. civ. de Toulouse, 30 octobre 1909, D., 1910, 2, 281.

ses effets le jour où le président du tribunal fixera la contribution des époux aux charges pendant l'instance (1).

V. Quel est le taux de la compétence du juge de paix ? La loi de 1907 est muette sur ce point. Faut-il en conclure que sa compétence est illimitée, ou, au contraire, qu'étant exceptionnelle, elle ne peut dépasser celle qui est fixée d'une façon générale par la loi du 12 juillet 1905 ?

Si l'on s'en rapporte à l'esprit de la loi de 1907, il n'est pas douteux que la compétence du juge de paix est illimitée. On a voulu simplifier et rendre plus rapide une procédure qui, la plupart du temps, ne portait que sur de faibles sommes ; il n'est même pas venu à l'esprit du législateur qu'il y eût quelque utilité à limiter les pouvoirs d'un juge qui, pratiquement, reste celui des classes modestes. D'autre part, si on restreint le taux de compétence, on va forcément enlever à la loi une grande partie de son efficacité. Combien de personnes, qui n'auraient pas hésité à aller devant le juge de paix, reculeront à l'idée d'une procédure civile pour une somme peu importante, et préféreront perdre leurs droits que l'exercer dans des conditions onéreuses ?

Malgré les raisons pratiques qui militent en faveur de la compétence absolue du juge de paix, le tribunal

(1) Paix, Brest, précité.

civil de Châlons-sur-Marne s'est prononcé contre elle (1). Il donne comme motif de sa décision le silence de la loi de 1907. Il trouve inadmissible que les pouvoirs d'un juge n'aient pas de limite. Faute par la loi d'en avoir prévu une, il applique la plus généralement adoptée pour le juge de paix et décide qu'il n'est compétent que pour les demandes n'excédant pas 600 francs. A l'appui de son raisonnement, le tribunal de Châlons fait remarquer qu'une loi du 8 juillet 1907, voulant établir une compétence plus étendue du juge de paix, n'a pas manqué de la prévoir expressément. Si peu de temps après, la loi du 13 juillet, si elle avait eu le même désir, l'aurait clairement exprimé, elle aussi. Enfin, si la loi déroge au droit commun en permettant au juge de paix de statuer sur une saisie-arrest, rien n'indique qu'elle y déroge sur un autre point ; en conséquence le taux de la compétence demeure celui de 1905.

Ces arguments sont sérieux, mais sont-ils vraiment suffisants pour restreindre l'application de la loi, et l'esprit de celle-ci ne peut-il suppléer à la lettre du texte ? D'abord, il ne manque pas d'exemples de lois en vertu desquelles on reconnaît au juge une compétence illimitée sans que cela soit écrit au texte (2). L'argument tiré de la loi du 8 juillet 1907 n'est pas

(1) Trib. civ. de Châlons-sur-Marne, 19 mars 1909, *Gaz. des trib.* 4 juin 1909, D. 1910, 2, 9.

(2) V. Lalou, note dans D., 1910, 2, 9.

non plus sans réplique. Il s'agit précisément de savoir si, dans la loi du 13 juillet, le législateur n'a pas été victime d'un oubli, en ne spécifiant pas que la compétence du juge de paix serait illimitée. Enfin, si d'aucun mot de la loi on ne peut déduire une compétence absolue du juge, rien non plus, dans la loi, ne s'oppose à cette compétence. On dit que le juge de paix est un tribunal d'exception, et que, les exceptions étant d'interprétation stricte, on ne peut, sans texte, étendre les pouvoirs du juge de paix hors de sa compétence habituelle. Mais, comme l'a très finement exprimé un auteur (1) « il s'agit ici, non pas d'application de la loi par voie d'analogie hors du domaine que délimite le texte législatif, auquel cas il faudrait appliquer strictement la loi, mais précisément de délimiter le domaine de la loi », et, pour cela, il faut s'inspirer de son esprit. On doit donc souhaiter que la jurisprudence ne rétrécisse pas le champ d'application de la loi et reconnaisse au juge de paix une compétence sans limitation de taux.

§ 6. — **Procédure.**

La procédure par laquelle un époux peut contraindre l'autre à subvenir aux charges sur ses salaires est

(1) Gaudemet, *op. cit.*, p. 669. Dans le même sens : Chéron, *op. cit.*, p. 787 ; Lalou, note précitée ; Houques-Fourcade, t. III, n° 2129 *quinquies* ; Tissier, note dans S., 1909, 1, 209, col. 3.

extrêmement simple ; elle ne nécessite pour ainsi dire aucun frais, et sa rapidité en assure la pleine efficacité. Le demandeur n'a qu'à adresser une demande au juge de paix. Le greffier de la justice de paix cite les époux à comparaître, en envoyant à chacun d'eux une simple lettre recommandée dans laquelle est mentionnée la nature de la demande. — Les conjoints doivent comparaître en personne, sauf le cas d'empêchement absolu et dûment justifié (art. 8). Si le juge ne peut alors les concilier, il doit, selon les règles que nous avons exposées, évaluer le montant de la contribution à laquelle est tenu l'époux poursuivi ; il autorise la saisie-arrêt si elle lui paraît nécessaire.

Le jugement est signifié au conjoint et au tiers saisi à la requête de l'époux qui en bénéficie. Cette seule signification vaut attribution au saisissant des sommes dont la saisie a été autorisée (art. 9). Aucune autre procédure n'est nécessaire. Par conséquent, l'époux saisi pourra changer de patron, il ne pourra se soustraire à la saisie. La simple signification, au nouveau débiteur, du jugement autorisant la saisie, suffit pour que celle-ci continue à produire tous ses effets (1). Le jugement est exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel, et sans caution. L'époux saisi ne peut donc d'aucune façon en retarder l'effet. En

(1) Rappelons qu'ainsi la saisie porte sur des sommes qui ne sont pas encore dues.

l'absence de dispositions spéciales, l'opposition et l'appel seront soumis aux règles du droit commun.

Les effets du jugement se produiront tant qu'un nouveau jugement, provoqué par l'époux saisi, ne sera pas venu lui rendre la disposition de ses salaires. Mais il pourra se faire aussi que la première décision de justice soit modifiée à la requête de l'époux saisissant, et que la nouvelle augmente la contribution primitive. L'article 10 nous dit que les jugements, même devenus définitifs, peuvent toujours être modifiés, si la situation respective des conjoints le justifie.

§ 7. — Conflit de saisies.

Si la saisie pour contribution aux charges n'est pas la première sur les salaires, et, qu'avant elle, d'autres aient été établies comme garanties de créances diverses, à laquelle faudra-t-il donner la préférence ? A la première en date, ou à celle qui garantit la créance la plus intéressante, la créance du ménage ? La loi n'en dit rien, mais, d'après le rapport fait à la Chambre des Députés (1), il faudrait considérer la saisie pour contribution aux charges comme ayant le caractère alimentaire, et par conséquent comme privilégiée. C'est également ce qui paraît ressortir des termes absolus de l'article 9. La majorité des auteurs est en ce sens (2).

(1) Rapport Violettes ; *J. O.*, 1907, Ch., Doc. parl., Ann., n° 1128.

(2) Houques-Fourcade, t. III, n° 2129 quinquies ; Le Courtois et

Et cela est très logique. Comment admettre qu'un créancier puisse se faire payer alors que le ménage n'a pas de quoi vivre ? Ne doit-on pas assurer avant tout la subsistance de la famille ? Sans doute, des créanciers seront quelquefois lésés, mais, entre deux intérêts, il faut satisfaire au plus légitime. Du reste, le juge de paix, en fixant le montant de la contribution et en autorisant la saisie, ne pourra-t-il tenir compte des saisies qui pèsent déjà sur les salaires de l'époux, et que celui-ci ne manquera pas de faire remarquer, car elles diminuent d'autant ses facultés de contribution. Enfin, remarquons qu'un tel conflit sera moins aigu depuis la loi du 17 juillet 1907, qui permet au tiers débiteur de remettre au saisi les sommes qui ne seraient pas nécessaires pour garantir le saisissant.

Si le conflit s'élève entre une saisie pour contribution et une saisie pour une autre dette alimentaire, il faudra, ces deux dettes étant privilégiées et la loi n'établissant entre elles aucun rang, faire concourir les créanciers (1).

Surville, *op. cit.*, n° 22, note 1 ; Sourdois, *op. cit.*, p. 583 ; Chéron, *op. cit.*, p. 787, note 3 ; Wahl, note dans S., 1909, 2, 129.

(1) *Contra* : Moride, « Des modifications apportées par la loi du 13 juillet 1907 au régime de la communauté légale », thèse, Paris, 1908, p. 188.

SECTION III. — SANCTIONS CONTRE L'ÉPOUX QUI COMPROMET LE
LE CAPITAL DONT LES REVENUS DOIVENT PROFITER AU MÉNAGE

Tout en satisfaisant au jour le jour à sa contribution, un époux, peut par des actes de dissipation ou d'imprudence, compromettre le patrimoine dont les revenus font vivre le ménage. La protection de ces biens est donc une protection indirecte des ressources du ménage, et nous devons rechercher si le législateur l'a organisée.

La fortune du mari peut être dilapidée par lui, sans que la femme ait d'autre moyen de s'y opposer que la nomination d'un conseil judiciaire (art. 514 et 490 comb.). Cette sanction est certainement très énergique ; elle l'est même trop. Devant la gravité de ses conséquences, la femme hésitera à l'employer, ou ne le fera que dans les cas d'absolue nécessité. De plus, la procédure délicate à suivre et les frais qu'elle entraîne restreindront considérablement les cas où cette sanction pourrait s'exercer. La femme pourra bien demander la séparation de biens, mais, ce faisant, ce n'est pas la fortune du mari qu'elle protège ; c'est la sienne. On peut donc dire que l'épouse n'a aucun moyen pratique d'empêcher son mari de gaspiller sa fortune et de diminuer par là les ressources du ménage (1).

(1) Cependant, si le mari a des immeubles, la femme, grâce à son hypothèque, peut exercer un sérieux contrôle sur ses principaux actes.

Le mari est-il mieux armé contre sa femme ? Oui. Remarquons d'abord que sous tous les régimes, sauf celui de séparation, le mari ayant l'administration d'au moins une partie des biens de la femme, la prodigalité de celle-ci est moins à craindre. Le mari aura aussi le droit de lui faire nommer un conseil judiciaire, si la nécessité s'en fait sentir, ce qui sera bien rare car l'autorité maritale donne à l'époux un contrôle permanent sur les actes de sa femme.

Mais, de plus, la loi du 13 juillet 1907 a prévu une sanction contre l'épouse qui dissiperait les salaires non employés immédiatement aux charges (art. 2). Ainsi que nous l'avons déjà dit (1), l'article 2 ne contredit pas l'article 7. Le cas prévu ici nous paraît être celui-ci : après avoir contribué dans la proportion voulue aux charges du ménage, la femme n'a pas utilisé tous ses salaires ; elle garde la gestion des sommes disponibles ; mais, au lieu de les économiser en vue des besoins futurs de la famille, elle les dissipe. Le mari peut alors lui faire retirer ses pouvoirs d'administration en vue de conserver ces biens comme ressources éventuelles du ménage. Rappelons, en effet, que la loi de 1907 n'a donné à la femme ses pouvoirs que « dans l'intérêt du ménage » (art. 2). Si donc, après avoir contribué dans une juste mesure aux dépenses journalières, elle se trouve posséder encore une partie de

(2) V. p. 81.

ses gains, elle ne pourra les employer à sa fantaisie, mais seulement de telle façon que l'intérêt du ménage n'en souffre pas. Pour sanctionner cette obligation de la femme, qui n'a pas son équivalent chez le mari, celui-ci peut lui faire retirer l'administration des biens réservés. Nous ne nous attarderons pas sur la légitimité ou l'injustice d'une telle obligation ; nous avons voulu seulement indiquer que, même depuis la loi de 1907, tous les salaires de la femme étaient directement ou indirectement consacrés au ménage.

Le retrait des pouvoirs d'administration de la femme étant une question plus délicate et plus grave que l'évaluation de la contribution, ce n'est pas devant le juge de paix mais devant le tribunal civil que le litige sera porté. Cependant, en cas d'urgence, le président du tribunal peut, par ordonnance de référé, donner au mari l'autorisation de s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers (art. 2).

CONCLUSION

Nous avons constaté, au cours de cette étude, que la contribution des époux obéissait à deux législations d'esprits différents et nous avons pu voir que leur parallélisme n'allait pas sans heurts et sans difficultés.

Aujourd'hui, tandis que la femme mariée reste, pour ses revenus, soumise aux anciennes règles de contribution des régimes matrimoniaux, la loi de 1907 lui laisse la libre disposition de ses salaires, et, sur eux, désormais, la femme contribue aux charges directement et sans l'intermédiaire du mari. En revanche, et par un juste retour des choses, sa contribution sur ses salaires, au lieu d'être limitée, varie en proportion des besoins et des ressources de la famille, et la femme est tenue des dettes de ménage sur tous les produits de son travail.

Si cette dualité de systèmes de contribution s'explique historiquement, elle n'en est pas moins illogique ; car, si l'on reconnaît la femme capable d'employer ses salaires pour le bien de la famille, pourquoi lui refuser la même capacité quand il s'agit de revenus ? Aussi, est-il fort vraisemblable que la contribution organisée

par la loi de 1907 n'est qu'un acheminement vers des règles juridiques plus larges qui feront de la femme la vraie associée de son époux.

Collaboratrice du mari, et possédant, par sa fortune et par son travail, des ressources souvent égales, parfois supérieures aux siennes, elle doit contribuer aux charges du ménage d'après les mêmes règles et dans la même proportion que lui, et, par contre, avoir des droits semblables pour le règlement des dépenses. Si, parfois, un différend naît entre les époux, l'autorité du juge semble, pour ramener l'union, préférable à la puissance désuète d'un mari, peut-être fautif. Aussi, peut-on prévoir qu'un jour, sans doute prochain, la loi, simplifiant les règles actuelles, établira l'égalité des époux pour tout ce qui concerne la contribution aux charges et l'entretien du ménage.

Vu :

Le Président de la Thèse,
Ch. MASSIGLI.

Vu :
Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :
P^r Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Traités généraux.

Aubry et Rau. *Cours de droit civil français*, 4^e édit., 1869-1878.

Baudry-Lacantinerie. *Précis de droit civil*, 10^e édit., 1910.

Beudant. *Cours de droit civil français*, publication commencée en 1896.

Bourjon. *Le droit commun de la France et la coutume de Paris réduits en principe*, 1770.

Demante et Colmet de Santerre. *Cours analytique de Code civil*, 3^e édit., 1895-1896.

Duranton. *Cours de droit français*, 4^e édit., 1844.

Dutruc. *Traité de la séparation de biens judiciaire*, 1853.

Guillouard. *Traité du contrat de mariage*, 3^e édit., 1895.

Houques-Fourcade (Baudry-Lacantinerie et). *Des personnes*, 3^e édit., 1907-1908.

Huc. *Commentaire du droit civil*, 1892-1903.

Jouitou. *Etude sur le système du régime dotal sous le Code civil*, 1888.

Laurent. *Principes de droit civil*, 1878.

Le Courtois et Surville (Baudry-Lacantinerie). *Du contrat de mariage*, 3^e édit., 1906.

Lefebvre. *Histoire du droit matrimonial français; le droit des gens mariés*, 1908.

Marcadé. *Explication théorique et pratique du Code civil*, 8^e édit., 1885-1894.

Merlin. *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 4^e édit., 1812-1826.

Odier. *Traité du contrat de mariage ou des régimes des biens entre époux*, 1847.

Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, 4^e édit., 1906-1908.

- Pothier. *Traité de la communauté*, édition Bugnet, 1861-1862.
 Rodière et Pont. *Traité du contrat de mariage et des droits respectifs des époux relativement à leurs biens*, 2^e édit., 1847-1869.
 Troplong. *Le droit civil expliqué*, 1833-1835.

II. — Ouvrages spéciaux ; articles de revues.

- Aftalion. *Les lois relatives à l'épargne de la femme mariée*. Thèse, Paris, 1898.
 Basset. *Le rôle de la femme mariée dans la gestion des intérêts pécuniaires de l'association conjugale*. Thèse, Paris, 1896.
 Bernard et Bonnecase. *La femme mariée commerçante d'après la loi du 13 juillet 1907* ; *Revue trimestrielle de droit civil*, 1910.
 Chéron. *Etude sur l'adage : Uxor non est proprie socia, sed speratur fore*. Thèse, Paris, 1901.
 — *La contribution des époux aux charges du ménage et la loi du 13 juillet 1907* ; *Revue trimestrielle*, 1909.
 Gaudemet. *La loi du 13 juillet 1907* ; *Jurisprudence française, revue trimestrielle*, 1909.
 Glasson. *Le Code civil et la question ouvrière*, 1886.
 Le Courtois et Surville. *La loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée*. Paris, 1908.
 Lerebours-Pigeonnière et de la Morandière. *La loi du 13 juillet 1907* ; *Notes parlementaires, revue trimestrielle*, 1907.
 Moride. *Des modifications apportées par loi du 13 juillet 1907 au régime de la communauté légale*. Thèse, Paris, 1908.
 Parmentier. *Des aliments entre époux*. Thèse, Paris, 1901.
 Perreau. *La loi du 13 juillet 1907, Chronique législative, Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1908.
 Pichon. *Du libre salaire de la femme mariée et de la contribution des époux aux charges du ménage* ; *Revue critique*, 1908.
 Rimbeaud. *Du secours alimentaire entre époux et des droits qui en dérivent après la dissolution du mariage*. Thèse, Toulouse, 1896.
 Sourdois. *Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail* ; *Revue trimestrielle*, 1907.
 Valéry. *La femme mariée commerçante et la loi du 13 juillet 1907* ; *Annales de droit commercial*, 1907.

III. — Recueils, Journaux.

Bulletin de la société d'études législatives.

Bulletin spécial des décisions des juges de paix.

Dalloz. *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence.*

— *Supplément au répertoire.*

— *Recueil périodique et critique.*

Gazette des tribunaux.

Journal Le Droit.

Journal officiel.

Moniteur des juges de paix.

Pandectes françaises.

Sirey : *Recueil général des lois et des arrêts.*

— *Chronologique.*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
§ 1. — <i>Sens de l'expression « charges du ménage »</i>	1
§ 2. — <i>Recherche d'un principe logique de répartition des charges entre les époux</i>	6
1° Les époux doivent-ils logiquement contribuer aux charges pour moitié ?.....	8
2° Doivent-ils contribuer aux charges en proportion de leurs facultés ?.....	10
CHAPITRE I. — Organisation de la contribution	15
SECT. I. — RÈGLES GÉNÉRALES DE LA CONTRIBUTION.....	15
§ 1. — <i>Règles suivies par le Code en matière de contribution</i>	15
1° Liberté laissée aux époux.....	16
2° La contribution du mari et celle de la femme ont une organisation différente.....	17
3° Explication historique du système de contribution adopté par le Code.....	19
§ 2. — <i>Règles suivies par la loi de 1907 en matière de contribution</i>	24
SECT. II. — CONTRIBUTION DU MARI.....	25
SECT. III. — CONTRIBUTION DE LA FEMME.....	28
§ 1. — <i>Contribution de la femme sur ses revenus</i>	28
1° Fonctionnement de la contribution sous les différents régimes.....	29
2° Critique de ce mode de contribution.....	35
3° Premières améliorations apportées au système du Code.....	38
§ 2. — <i>Contribution de la femme sur ses salaires</i>	40
1° Historique des dispositions de la loi de 1907 intéressant la contribution.....	41
2° Principe de contribution posé par la loi du 13 juillet 1907.....	43

3° Femmes auxquelles s'applique la loi.....	44
4° Biens sur lesquels la femme doit contribuer.....	44
5° Organisation de la contribution de la femme sur ses salaires.....	49
A. — La femme peut disposer elle-même de sa contribution.....	50
B. — Le mari peut la suppléer et engager les biens réservés dans l'intérêt du ménage.	56
SECT. IV. — MODIFICATIONS SUBIES PAR LA CONTRIBUTION DURANT LE MARIAGE.....	61
1. — <i>Les époux continuent à vivre ensemble</i>	62
1° Interdiction du mari.....	62
2° Séparation de biens judiciaire.....	63
§ 2. — <i>Les époux sont séparés de fait</i>	67
§ 3. — <i>Le mariage est légalement dissous</i>	70
CHAPITRE II. — Quotité de la contribution	73
SECT. I. — LES ÉPOUX N'ONT QUE DES REVENUS, OU LE MARI SEUL TRAVAILLE.....	73
§ 1. — <i>Contribution du mari</i>	73
§ 2. — <i>Contribution de la femme</i>	74
1° Régimes de communauté.....	74
2° Régimes non communautaires.....	76
SECT. II. — LES ÉPOUX N'ONT QUE LEUR SALAIRE.....	80
§ 1. — <i>Ils contribuent en proportion de leur salaire</i>	80
§ 2. — <i>Comparaison entre la quotité établie par la loi de 1907 et celle reposant sur les anciens principes</i>	83
1° Régimes de communauté.....	83
2° Régimes ne comportant pas de communauté.....	85
A. La contribution varie avec l'étendue des charges.	85
B. La contribution de chaque époux varie avec le montant des salaires de l'autre.....	86
§ 3. — <i>Dettes subsistant après la dissolution du ménage</i>	87
SECT. III. — LES ÉPOUX ONT A LA FOIS DES REVENUS ET DES SALAIRES.	88
SECT. IV. — PREUVES QUE LA CONTRIBUTION A ÉTÉ FOURNIE.....	95
SECT. V. — AUGMENTATION DE LA CONTRIBUTION DE LA FEMME AU CAS D'INSUFFISANCE DES RESSOURCES DU MARI.....	96
SECT. VI. — RECOURS DE CELUI DES ÉPOUX QUI A PAYÉ POUR L'AUTRE.	99

TABLE DES MATIÈRES.

163

§ 1. — <i>La contribution annuelle a été plus forte que la quotité due</i>	100
§ 2. — <i>Des biens ont été aliénés pour subvenir aux charges</i>	104
SECT. VII. — LA FEMME PEUT-ELLE ÊTRE, SANS ENGAGEMENT PERSONNEL, TENUE, ENVERS LES CRÉANCIERS DU MÉNAGE, AU DELA DE SA CONTRIBUTION?.....	108
CHAPITRE III. — Sanctions	113
SECT. I. — SANCTIONS APPLICABLES AUX REVENUS DES ÉPOUX.....	116
§ 1. — <i>Sanctions contre la femme</i>	116
§ 2. — <i>Sanctions contre le mari</i>	119
SECT. II. — SANCTIONS APPLICABLES AUX SALAIRES DES ÉPOUX.....	127
§ 1. — <i>Qui peut saisir?</i>	127
§ 2. — <i>But de la saisie</i>	130
§ 3. — <i>Objet de la saisie</i>	137
§ 4. — <i>Montant de la saisie</i>	139
§ 5. — <i>Juge compétent</i>	139
§ 6. — <i>Procédure</i>	147
§ 7. — <i>Conflit de saisies</i>	149
SECT. III. — SANCTIONS CONTRE L'ÉPOUX QUI COMPROMET LE CAPITAL DONT LES REVENUS DOIVENT PROFITER AU MÉNAGE.....	151
CONCLUSION.....	155
BIBLIOGRAPHIE.....	157

